RAPPORT DE PRÉSENTATION TOME 1
DIAGNOSTIC ET ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



CARTE
COMMUNALE

Commune de VILLERS-STONCOURT

Bureau d’études : Nord Est Géo Environnement
123 Rue Mac Mahon
54 000 Nancy
nege.associes@gmail.com

PRÉAMBULE

La commune de Villers-Stoncourt est dotée d'une carte communale qui a été approuvée le 21 janvier 2014. Aujourd'hui, la commune fait face à l'enjeu du vieillissement de sa population. La municipalité souhaite pouvoir accueillir de nouveaux habitants pour répondre à cet enjeu, notamment de jeunes ménages pour pouvoir pérenniser l'école.

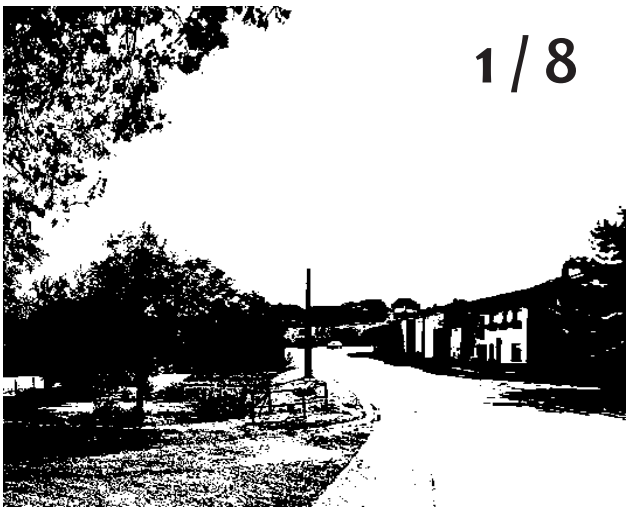
La révision de la carte communale a donc pour objectif de répondre à cet enjeu dans le respect des orientations du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM) dont Villers-Stoncourt fait partie.

Ainsi, par délibération du conseil municipal le 29 août 2020, la commune a prescrit la révision de sa carte communale. Cette révision doit ainsi permettre :

> De proposer un plan d'urbanisation modérée afin de maintenir le niveau de population et d'attirer de jeunes ménages dans le but de pérenniser la vie du village, tout en préservant les espaces naturels, agricoles et forestiers,
> De maîtriser le développement de l'habitat en priorisant l'utilisation des espaces résiduels d'urbanisation, tout en privilégiant la mixité et un cadre de vie de qualité, et en tenant compte des infrastructures et de la capacité des réseaux existants,
> Assurer la mise en cohérence et la compatibilité de la carte communale avec les documents supra-communaux et les dernières évolutions législatives et réglementaires.

Sommaire

1. INTRODUCTION GÉNÉRALE À LA CARTE COMMUNALE P / 1



UNE OPPORTUNITÉ DE SE SAISIR DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUX P / 2

1 UN DOCUMENT ENCADRÉ **P/2**

1.1 LE CONTEXTE LÉGAL DE LA CARTE COMMUNALE **P/2**

1.2 UNE PROCÉDURE DÉFINIE PAR LES TEXTES **P/2**

1.3 LES PIÈCES DE LA CARTE COMMUNALE **P/5**

1.4 MÉTHODE D'ÉLABORATION DE LA CARTE COMMUNALE : FOCUS SUR L'USAGE DES DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES **P/6**

1.5 LA CARTE COMMUNALE, UN DOCUMENT S'INSCRIVANT DANS UNE STRATÉGIE SUPRA-COMMUNALE **P/6**

2. PARTIE 1 : UN TERRITOIRE SOUS INFLUENCES, QUELS IMPACTS ? P / 9



ANCRAGE RÉGIONALE ET MOBILITÉS P/10

1 UN TERRITOIRE ANCRÉ DANS LE MAILLAGE RÉGIONAL **P/10**

2 QUELLES MOBILITÉS POUR SE DÉPLACER ? **P/10**

ÉCONOMIE P/15

1 PORTRAIT DE L ACTIVITÉ DE VILLERS-STONCOURT **P/15**

2 PROFIL DES ACTIFS DE VILLERS-STONCOURT **P/17**

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE P/18

1 LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE **P/18**

2 CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES DU TERRITOIRE **P/21**

L'HABITAT P/23

1 LA DYNAMIQUE DU PARC DE LOGEMENTS **P/23**

2 LA TENSION DU PARC **P/26**

3 L'ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS : QUEL IMPACT SUR LA MORPHOLOGIE URBAINE DE VILLERS-STONCOURT **P/27**

FOCUS SUR L'ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS P/29

FOCUS SUR L'ANALYSE DU TISSU BÂTI ET DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET DE MUTATION P/31

3. PARTIE 2 : COMMENT VIVENT LES MÉNAGES DU TERRITOIRE ? P / 35

36 / 43



ÉQUIPEMENTS ET SERVICES P/36

1 VILLERS-STONCOURT DANS LE BASSIN DE VIE DE REMILLY **P/36**

2 LES ÉQUIPEMENTS LIÉS A LA PETITE ENFANCE ET LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES : UN CRITÈRE D'INSTALLATION ESSENTIEL POUR LES JEUNES MÉNAGES **P/37**

3 L'OFFRE DE SANTE : FORCES, MENACES ET PERSPECTIVES FACE A UN VIEILLISSEMENT CONSTATE DE LA POPULATION **P/38**

4 L'APPAREIL COMMERCIAL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DU QUOTIDIEN DES HABITANTS **P/39**

5 LES ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS EN FAVEUR DU LIEN SOCIAL **P/40**

LES RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS P/41

1 LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT **P/41**

2 LE RÉSEAU D'EAU POTABLE **P/42**

3 LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE **P/42**

4 LE RÉSEAU DE GAZ **P/42**

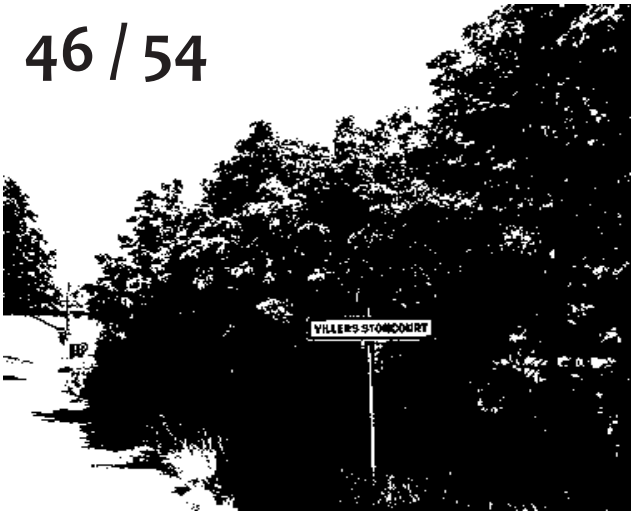
5 LES ÉQUIPEMENTS D'INCENDIE ET DE SECOURS **P/43**

6 LES SERVITUDES D UTILITÉ PUBLIQUE **P/42**

7 LE STATIONNEMENT **P/43**

4. PARTIE 3 : QUEL CADRE DE VIE POUR LES VILLERSOIS ? P / 45

46 / 54



HISTOIRE PATRIMOINE ET MORPHOLOGIE P/46

1 L HISTOIRE DE VILLERS-STONCOURT : UN VILLAGE IMPACTÉ PAR LES GUERRES SUCCESSIVES **P/46**

2 LE PATRIMOINE DE VILLERS-STONCOURT, TÉMOIN DE L HISTOIRE **P/47**

3 MORPHOLOGIE URBAINE **P/48**

4 L ARCHITECTURE DU TISSU URBANISÉ **P/49**

LE PAYSAGE P/52

1 LES PAYSAGES DE VILLERS-STONCOURT **P/52**

2 LES ENTRÉES DE COMMUNE **P/53**

3 LES MOBILITÉS DOUCES - UN OUTIL DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE **P/54**

4. PARTIE 3 : L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT P / 57

57 / 78



LE MILIEU PHYSIQUE P/58

1 LE CLIMAT **P/58**

2 LA TOPOGRAPHIE **P/58**

3 LA GÉOLOGIE **P/58**

4 HYDROLOGIE **P/60**

5 GESTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES **P/65**

6 QUALITÉ DE L'AIRE **P/67**

7 TRAITEMENT DES DÉCHETS **P/68**

LE MILIEU BIOLOGIQUE P/69

1 OCCUPATION DU SOL **P/69**

2 MILIEUX REMARQUABLES **P/71**

3 RÉSEAU ÉCOLOGIQUE **P/73**

4 DÉFINITION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES LOCAUX **P78**

1 INTRODUCTION GÉNÉRALE À LA CARTE COMMUNALE

La carte communale est un document d'urbanisme simple pour les petites communes n'ayant pas élaboré de Plan local d'urbanisme (PLU). Elle leur permet de délimiter des secteurs où les constructions sont autorisées et où elles pourront délivrer des autorisations de construire et à l'inverse les secteurs qui auront vocation à être inconstructibles. Ainsi, la carte communale est un outil pour les communes qui souhaitent pouvoir maîtriser à minima le développement de leur tissu urbain. La révision de la carte communale de Villers-Stoncourt est l'opportunité pour la commune de réfléchir à un projet au plus proche de ses besoins actuels et à venir. Bien que la carte communale soit souvent assimilée aux terrains à bâtir, elle permet d'aller plus loin dans la réflexion en appréhendant toutes les fonctions urbaines, paysagères et environnementales du territoire.

UNE OPPORTUNITÉ DE SE SAISIR DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUX

1 UN DOCUMENT ENCADRÉ

1.1 LE CONTEXTE LÉGAL DE LA CARTE COMMUNALE

La Carte Communale est un projet de territoire. À ce titre, elle doit être conforme aux articles L.101-1, L.101-2 et L.101-3 du Code de l'Urbanisme.

- ARTICLE L.101-1 :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.
En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

- ARTICLE L.101-2 :

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :
a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; 4° La sécurité et la salubrité publiques ;
5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.
8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

- ARTICLE L.101-3 :

La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions.

1.2 UNE PROCÉDURE DÉFINIE PAR LES TEXTES

- ARTICLE L. 131-4 :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les
Cartes Communales sont compatibles avec :
1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des

aérodromes conformément à l'article L. 112-4.

- ARTICLE L.160-1 :

  Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de Carte Communale qui ne sont pas dotés d'un plan local d'urbanisme, peuvent élaborer une Carte Communale.

- ARTICLE L.161-1 :

  La Carte Communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques.

  Elle comporte en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'État.

- ARTICLE L.161-2 :

  La Carte Communale précise les modalités d'application de la réglementation de l'urbanisme prises en application de l'article L. 101-3.

- ARTICLE L.161-3 :

  La Carte Communale respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2. Elle est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4.

- ARTICLE L. 161-4 :

  La Carte Communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

  1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

  2° Des constructions et installations nécessaires :

  a) A des équipements collectifs ;

  b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;

  c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;

  d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

  Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

  Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

- ARTICLE L. 162-1 :

  Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation de la Carte Communale soit, s'il s'agit d'une servitude d'utilité publique nouvelle définie à l'article L. 161-1, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

  Dans le cas où la Carte Communale a été approuvée ou la servitude instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication.

- ARTICLE L. 163-1 :

  En cas de création d'une commune nouvelle, les dispositions des Cartes Communales applicables aux anciennes communes restent applicables. Elles peuvent être révisées jusqu'à l'approbation d'une Carte Communale ou d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité du territoire de la commune nouvelle.

- ARTICLE L. 163-2 :

  En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de Carte Communale, y compris lorsqu'il est issu d'une fusion, ou de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent ou de transfert de cette compétence à un tel établissement public, les dispositions des Cartes Communales applicables aux territoires concernés restent applicables. Elles peuvent être révisées selon les procédures prévues au présent chapitre.

- ARTICLE L. 163-3 :

  La Carte Communale est élaborée à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de Carte Communale.

  L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au premier alinéa peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une Carte Communale, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion, ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence. La commune nouvelle compétente en matière de Carte Communale peut décider d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une Carte Communale applicable

sur le territoire des anciennes communes qui aurait été engagée avant la date de création de la commune nouvelle. La commune nouvelle se substitue de plein droit aux anciennes communes dans tous les actes et délibérations afférents aux procédures engagées avant la date de sa création.

- ARTICLE L. 163-4 :

  La Carte Communale est soumise pour avis à la chambre d'agriculture et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

- ARTICLE L. 163-5 :

  La Carte Communale est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

- ARTICLE L. 163-6 :

  A l'issue de l'enquête publique, la Carte Communale, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvée par le conseil municipal ou par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

- ARTICLE L. 163-7 :

  La Carte Communale est transmise par le maire ou par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à l'autorité administrative compétente de l'État. Celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour l'approuver. A l'expiration de ce délai, l'autorité administrative compétente de l'État est réputée avoir approuvé la carte. La carte approuvée est tenue à disposition du public.

- ARTICLE L. 163-8 :

  La Carte Communale est révisée dans les conditions définies par les articles L. 163-4 à L. 163-7 relatifs à l'élaboration de la Carte Communale. Toutefois, le projet de révision n'est soumis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers que s'il a pour conséquence, dans une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé, une réduction des surfaces des secteurs où les constructions ne sont pas admises, mentionnés à l'article L. 161-4.

- ARTICLE L. 163-9 :

  La Carte Communale peut faire l'objet d'une rectification d'une erreur matérielle.

  Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

- ARTICLE L. 163-10 :

  Les servitudes mentionnées à l'article L. 161-1 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'État au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté à la Carte Communale. A défaut, l'autorité administrative compétente de l'État est tenue de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer à la Carte Communale les servitudes mentionnées au premier alinéa. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'État y procède d'office.

- ARTICLE R.163-5 :

  La Carte Communale est approuvée par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et transmise, pour approbation, au préfet.

- ARTICLE R.163-6 :

  A compter du 1er janvier 2020, la mise à disposition du public de la Carte Communale approuvée s'effectue par publication sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

- ARTICLE R.163-7 :

  Un arrêté du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du maire approuve la rectification d'une erreur matérielle de la Carte Communale. L'arrêté est transmis au préfet de département et affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie.

- ARTICLE R.163-8 :

  La mise à jour de la Carte Communale est effectuée chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes prévu à l'article R. 161-8, et notamment le report en annexe de la Carte Communale des servitudes d'utilité publique mentionnées au même article.

  La direction départementale ou, le cas échéant, régionale des finances publiques reçoit communication, à l'initiative du maire ou du président de l'établissement public compétent, de l'annexe de la Carte Communale consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

  Un arrêté du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du maire constate dans chaque cas qu'il a été procédé à la mise à jour de la Carte Communale.

  Les arrêtés mentionnés à l'alinéa précédent, ou l'arrêté du préfet dans le cas mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 163-10,

sont affichés pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie.

- ARTICLE R.163-9 :

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent ou révisent la Carte Communale sont affichés pendant un mois en mairie ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et, dans ce cas, dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

L'arrêté préfectoral est publié au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

La délibération est en outre publiée, lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales ou, lorsqu'il s'agit d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du même code, lorsqu'il existe. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

L'approbation ou la révision de la Carte Communale produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au présent article, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

- ARTICLE R.163-4 :

Le projet de Carte Communale est soumis à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure. Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le Préfet.

1.3 LES PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CARTE COMMUNALE

La Carte Communale comporte trois pièces :

- 1 / LE RAPPORT DE PRÉSENTATION

ARTICLE R.161-2 :

Le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;

2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;

3° Évalue les incidences des choix de la Carte Communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

2 / LES DOCUMENTS GRAPHIQUES

- ARTICLE R.161-4 :

Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

a) A des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

b) A l'exploitation agricole ou forestière ;

c) A la mise en valeur des ressources naturelles.

- ARTICLE R.161-5 :

Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

- ARTICLE R.161-7 :

Le ou les documents graphiques délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

- ARTICLE R.162-2 :

Les documents graphiques sont opposables aux tiers.

3 / LES ANNEXES

- ARTICLE R.161-8 :

Doivent figurer en annexe de la Carte Communale :

1° Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre ;

2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6 ;

3° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement

- ARTICLE R.162-1 :

  Dans les territoires couverts par la Carte Communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement du règlement national d'urbanisme et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

- ARTICLE R. 163-1 :

  Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent conduit la procédure d'élaboration ou de révision de la Carte Communale.

1.4 MÉTHODE D'ÉLABORATION DE LA CARTE COMMUNALE : FOCUS SUR L'USAGE DES DONNÉES QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Pour comprendre le territoire communal et connaître ses enjeux, différentes sources statistiques et bibliographiques sont utilisées.
Toutes les sources utilisées sont des sources officielles et couramment utilisées à l'échelon national telles que les données de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE). La révision de la carte communale a donc été réalisée en s'appuyant sur les dernières données statistiques disponibles issues du dernier recensement.
Les différents services techniques ont été concertés et ont fourni également des données et informations officielles et nécessaires pour mener à bien la révision.

La révision de la carte communale repose donc sur **les données quantitatives et qualitatives disponibles** au moment de son élaboration.

Pour certains indicateurs, **les statistiques sont à relativiser et à nuancer.** En effet, au vue de la population de Villers-Stoncourt, un léger changement peut faire varier de manière importante un pourcentage.

Pour les données qualitatives, les élus de la commune ont co-construit le diagnostic et ont affiné certaines données afin d'obtenir des tendances qui s'approchent au plus près de la réalité.

1.5 LA CARTE COMMUNALE, UN DOCUMENT S'INSCRIVANT DANS UNE STRATÉGIE SUPRA-COMMUNALE

Le Code de l'Urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes et un rapport de comptabilité entre certains d'entre eux.

LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUES

Il existe au sein du Code de l'urbanisme, des règles de fond isolées qui prévalent sur la carte communale. Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent une limitation administrative au droit de propriété, instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique. Elles sont susceptibles d'avoir une incidence sur la constructibilité et plus largement sur l'occupation et l'usage des sols (sols pollués, servitude de passage, périmètre de captage des eaux etc.). Les SUP sont prises en compte et portées à la connaissance du public dans les annexes de la carte communale

LES PLANS ET DOCUMENTS S'IMPOSANT À LA CARTE COMMUNALE : CONFORMITÉ ET COMPATIBILITÉ

Il y a des normes et des documents qui se situent à un niveau géographique ou hiérarchique supérieur à celui des documents d'urbanisme communaux.
La carte communale est un document encadré, notamment concernant l'usage de certains sols ou de normes qui s'imposent à la commune. Néanmoins, la carte communale dispose de marges pour exprimer et fixer un projet de territoire adapté et partagé. C'est pourquoi le législateur a fixé soit, un lien de compatibilité, soit un lien de conformité avec ces documents de portée supérieure. Cependant la carte communale de Villers-Stoncourt doit être un point de convergence des différentes politiques territoriales menées aux différentes échelles géographiques et ne peut y déroger.

En ce sens, le projet doit veiller à être compatible avec les orientations du SCoTAM. Les schémas de cohérence territoriale (SCoT) sont des documents de planification stratégique créés par la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) en décembre 2000. Le 17 juin 2020, le contenu et le régime juridique des SCoT ont été revus par deux ordonnances relatives à la modernisation des schémas de cohérence territoriale (SCoT).

Le SCoT doit prendre en compte de nombreux documents de rang supérieur (notamment le SRADDET) et devient ainsi le document pivot. Sa mission est de décliner ces documents et ces normes dans sa stratégie, et de les rendre applicables aux documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUi, carte communale, PLH et PDU), qui doivent être compatibles avec le SCoT. De cette façon, si un projet est compatible avec le SCoT, il est supposé être compatible avec l'ensemble des documents que le SCOT a intégré. On parle donc de « SCoT intégrateur » ce qui permet aux documents d'urbanisme communaux et intercommunaux de ne se référer juridiquement qu'à lui.

LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION DE METZ (SCoTAM)

La commune de Villers-Stoncourt fait partie du SCoTAM qui a été approuvé par les élus du syndicat mixte du SCoT le 1er juin 2021. Ainsi, la carte communale de Villers-Stoncourt doit être compatible avec les orientations du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoTAM et c'est en principe par cette voie indirecte que les prescriptions contenues dans les diverses normes énumérées à l'article L. 131-1 s'imposeront à la carte communale.

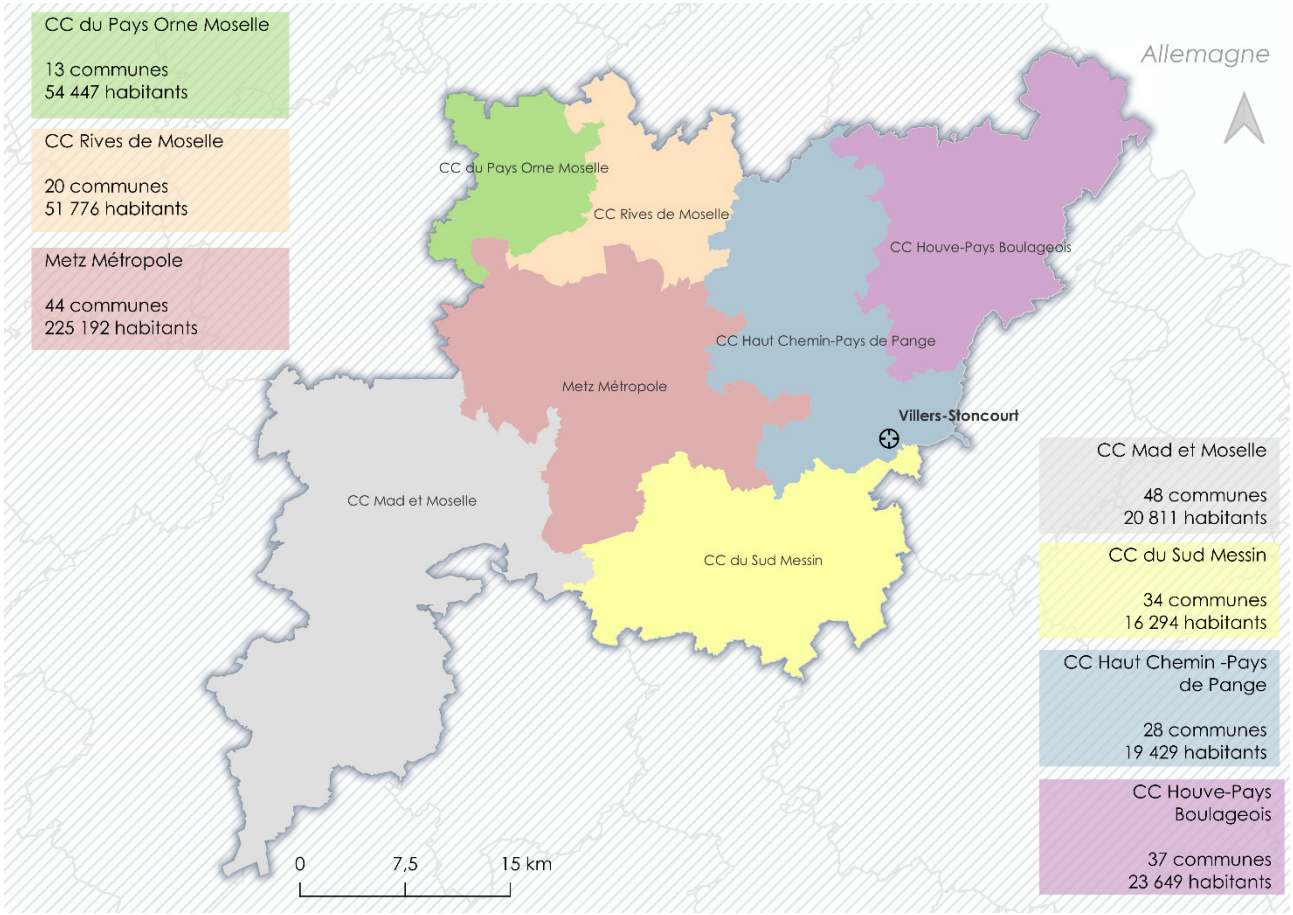
Le SCoT est donc un document stratégique qui, à l'échelle d'un territoire de projet ou bassin de vie (périmètre intercommunal ou au-delà), détermine l'organisation spatiale et les grandes orientations de développement d'un territoire. La commune de Villers-Stoncourt fait partie du périmètre du SCoTAM. Le SCoTAM comprend 7 intercommunalités (soit 224 communes) : Metz Métropole et les communautés de communes Haut Chemin – Pays de Pange, Houve-Pays Boulageois, du Sud Messin, Mad et Moselle, du Pays Orne Moselle et Rives de Moselle (**Carte n°1**).

Le territoire du SCoTAM occupe une place stratégique présentant diverses problématiques à relever et solutionner. En effet, le territoire est situé au cœur économique de la Lorraine, proche de trois pays européens : l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg qui font travailler chaque jour 84 000 frontaliers, un nombre qui ne cesse de s'accroître au fil des années.

Le SCoTAM a été approuvé le 1er juin 2021. La Carte Communale de Villers-Stoncourt doit donc être compatible avec le DOO du SCoT, lui-même respectant le SRADDET Grand-Est approuvée le 24 janvier 2020.
Villers-Stoncourt est située en limite Est du territoire du SCoT .

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT CHEMIN / PAYS DE PANGE

La commune de Villers-Stoncourt fait partie de la Communauté de communes Haut Chemin / Pays de Pange.
La Communauté de communes Haut Chemin- Pays de Pange est une intercommunalité qui a été créée le 1er janvier 2017 par la fusion de la Communauté de communes du Haut-Chemin et la Communauté de communes du Pays de Pange.
Elle regroupe 28 communes et rassemble 19 429 habitants (Insee : 2019). Majoritairement rural, le territoire de la Communauté de communes présente une densité de population faible avec 74,5 habitants au km².



Carte n°1 : Territoire du SCoTAM

2

PARTIE 1 : UN TERRITOIRE SOUS INFLUENCE, QUELS IMPACTS ?

Depuis la crise de la sidérurgie et des activités minières, en 20 ans, le visage du territoire de l'ex région Lorraine a bien changé. Les dynamiques de croissance et de localisation de la population et des emplois ou encore la mobilité facile, ont modifié les paysages par le phénomène de périurbanisation.
Ce développement résulte, entre autres, de l'élargissement des distances-temps. Les fonctions «habiter» et «travailler» prennent de plus en plus de distance en termes de kilomètres.

La commune de Villers-Stoncourt se place au cœur de ces changements. Bien que cette commune rurale puisse apparaître isolée, elle est pourtant influencée par différentes polarités qui agissent chacune en fonction de leur importance et dynamiques et qui lui confèrent une attractivité certaine.

L'objectif de cette première partie est d'analyser et de pointer les enjeux supracommunaux qui peuvent agir à l'échelle de Villers-Stoncourt. Ces enjeux vont ainsi permettre de poser le cadre du parti d'aménagement de la carte communale.

ANCRAGE RÉGIONALE ET MOBILITÉS

L'analyse des dynamiques territoriales nécessite **la compréhension des spécificités de Villers-Stoncourt mais également de ce que cette dernière partage avec son environnement voisin** car les territoires ne sont pas indépendants les uns des autres.
En effet, son développement dépend des biens qu'ils échangent, des personnes qui se déplacent d'un territoire à l'autre ainsi que des informations qui circulent entre eux. **Ces flux convergent vers des centralités ou, à l'inverse, diffusent vers des périphériques**, accentuant ou atténuant ainsi les inégalités ou les collaborations.

1 UN TERRITOIRE ANCRÉ DANS LE MAILLAGE RÉGIONAL

1.1 VILLERS-STONCOURT DANS LA DYNAMIQUE DE METZ

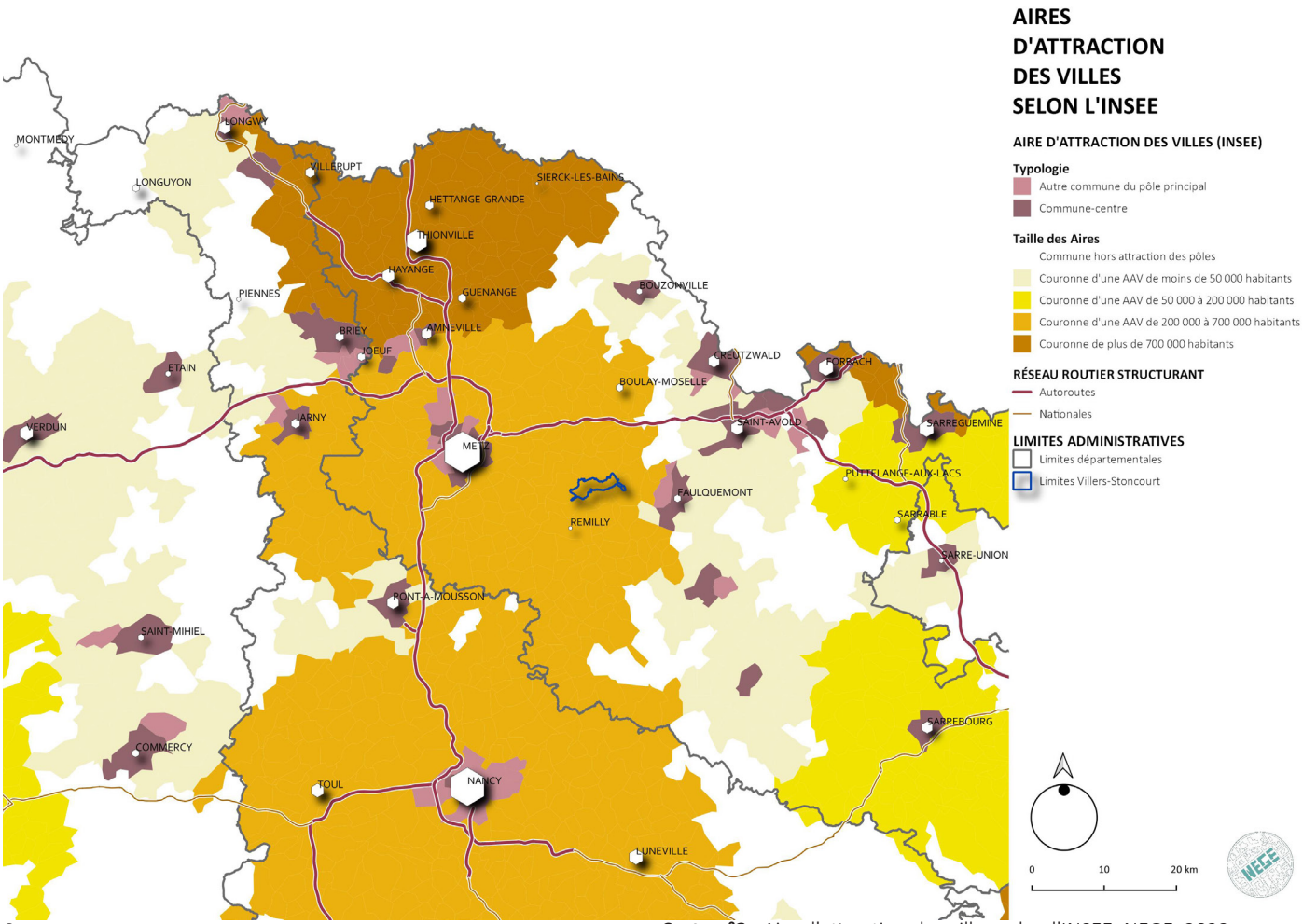
La commune de Villers-Stoncourt est située au sein de la Région Grand Est, au sein du département de la Moselle (57).

La commune se situe à proximité d'une grande dorsale européenne : **le sillon lorrain**. Ce dernier représente l'épine dorsale de l'ancienne région Lorraine avec ses industries et ses entreprises organisées autour de l'axe Thionville-Metz-Nancy-Epinal. La commune se situe à une trentaine de minutes en voiture de l'A1 qui constitue la colonne vertébrale de cet espace.

La proximité de Villers-Stoncourt à cet axe, **positionne le territoire à proximité d'une dynamique intéressante.** Le maillage routier départemental, notamment la D4 D67 ET D70, lui permet **une connexion à cet espace.**

Villers-Stoncourt se situe donc dans l'aire d'attraction du de Metz [1]. Selon la définition de l'INSEE l'aire d'attraction d'une ville est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, qui définit l'étendue de l'influence d'un pôle de population et d'emploi sur les communes environnantes, cette influence étant mesurée par l'intensité des déplacements domicile-travail.

1. La notion d'aire d'attraction des villes a été développée par l'INSEE en 2020. Le zonage en aires d'attraction des villes succède au zonage en aires urbaines de 2010..



Carte n°2 : Aire d'attraction des villes selon l'INSEE, NEGE, 2022.

Plus globalement, le rayon de l'aire d'influence dépend des fonctions de centralités de la commune-centre, plus ses fonctions urbaines sont développées plus son aire d'influence est étendue. La ville de Metz, par son importance régionale et sa composition urbaine, assure un rôle polarisant pour tout son espace environnant en atteste la **carte n°2** sous le critère de l'emploi.

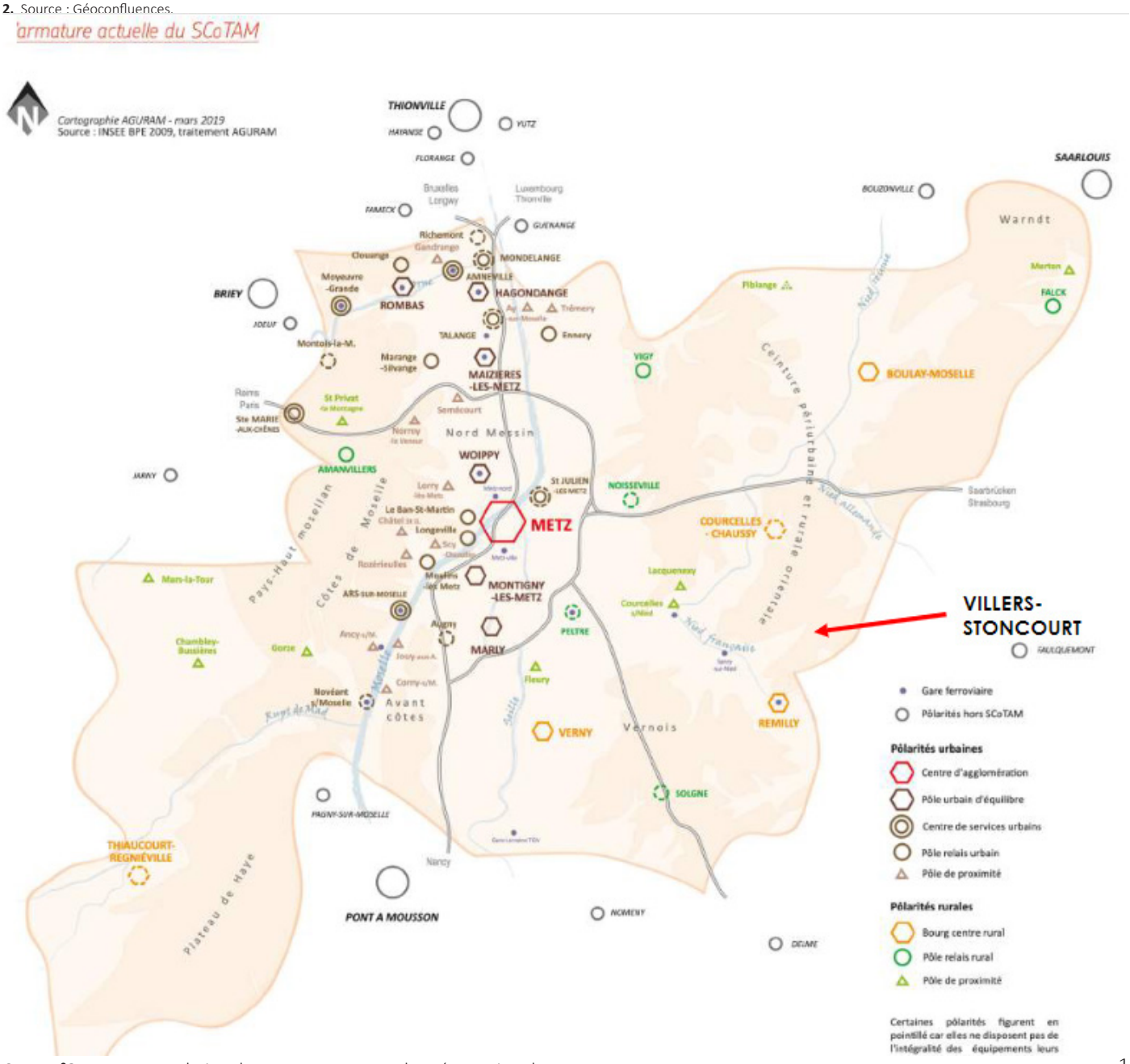
Ainsi, la proximité de Metz permet à la commune une accessibilité somme toute appréciable pour les ménages de Villers-Stoncourt aux emplois, équipements et services ayant un rayonnement large. Néanmoins, la seule présence de Metz ne suffit pas pour assurer le quotidien des habitants. Une proximité immédiate à des services, commerces et équipements de la vie courant est essentielle. L'armature urbaine déterminée par le SCoTAM indique la présence de polarités locales qui ont un rôle relais pour les communes rurales comme Villers-Stoncourt.

1.2 VILLERS-STONCOURT DANS L'ARMATURE URBAINE DU SCOTAM

L'armature urbaine désigne «*l'ensemble des villes hiérarchisées et de leurs aires d'influence au sein d'un territoire donné*»[2]. L'armature urbaine est ainsi une aide essentielle à la connaissance et à la compréhension de la structure spatiale des territoires et des dynamiques qui y sont liées. Elle permet d'identifier toutes les villes qui exercent un rôle polarisateur majeur ou simplement partiel pour les communes environnantes. En ce sens, afin de bâtir une stratégie d'avenir cohérente, le SCoTAM a élaboré une armature urbaine composée de deux grandes strates, elles-mêmes sous catégorisées en plusieurs strate (**carte n°3**) :

- **La strate des polarités urbaines** composée du centre d'agglomération de Metz, de pôles urbains d'équilibre, de centres de services urbaines, de pôles relais urbains et de, pôles de proximité.

2. Source : Géoconfluences.



Carte n°3 : Armature urbaine du SCoTAM, Rapport de présentation du SCoTAM.

- **La strate des polarités rurales** composée de bourgs centres ruraux, des pôles relais ruraux et des pôles de proximité.

À la lecture de cette armature urbaine il apparaît que la commune de Villers-Stoncourt est influencée par plusieurs polarités qui relativisent considérablement l'aspect d'isolement qui semble toucher Villers-Stoncourt au premier abord.

En premier lieu, l'agglomération messine, est particulièrement la façade Est (rassemblant le parc du technopole et l'Actipole) qui concentre plus de 20 000 emplois et distant d'une vingtaine de minutes de Villers-Stoncourt. Cette proximité, comme déjà exposée dans la partie précédente, confère à la commune une attractivité certaine pour des ménages travaillant au sein de cet espace.

À cette proximité messine s'ajoutent des bourgs centres ruraux qui permettent aux habitants de la commune de Villers-Stoncourt de satisfaire leurs besoins quotidiens. En effet, la commune est située à une dizaine de minutes en voiture de Courcelles-Chaussy située et Remilly située au Sud qui possède une gare ferroviaire. Cette gare offre des connexions vers Metz en 15 minutes (puis possibilité de se rendre vers Nancy et Luxembourg), Faulquemont (durée 10 minutes), Saint Avold (durée 17 minutes), Forbach (34 minutes) et un arrêt vers Strasbourg (durée 1h30).

Enfin, il est à souligner la proximité de la commune de Faulquemont. Bien que cette dernière ne fasse pas partie du périmètre du SCoTAM, elle est située à une quinzaine de minutes en voiture de Villers-Stoncourt et fait donc aussi figure de pôle attractif.

La commune de Villers-Stoncourt est donc située au cœur d'un losange où se trouve à chaque extrémité un pôle pouvant soit répondre aux besoins de la vie courante des habitants ou bien permettre à ces derniers d'accéder rapidement à des fonctions urbaines plus rares et diversifiées.

1.3 LES FLUX QUOTIDIENS : VERS QUELLE(S) POLARITÉ(S) ?

Dans le cadre de son diagnostic, le SCoTAM a dressé une analyse sur les déplacements quotidiens des habitants des différents EPCI. À l'échelle de la Communauté de communes du Haut chemin- Pays de Pange, dont Villers-Stoncourt fait partie, les habitants sont attirés principalement par Metz Métropole.[3]
En effet, 44% de leurs déplacements sont en lien avec Metz Métropole : 22 300 sont des échanges (déplacements dans les deux sens confondus) entre Metz Métropole et ce territoire.

Dans le détail, les échanges entre la Communauté de communes et Metz Métropôle sont les suivants :
> Le secteur Est de Metz Métropole (Borny/Technopôle/ Granges-aux-Bois). Cela représente 8 500 déplacements par jour dans les deux sens confondus,
Le centre-ville de Metz (Ancienne ville, Nouvelle ville, Les Isles). Cela représente 6 100 déplacements par jour,
Les communes au Nord-Est de Saint-Julien qui représentent 2 200 déplacements par jour.

À peine plus d'un tiers des déplacements réalisés par les habitants du Haut Chemin-Pays de Pange sont réalisés au sein même du territoire. Ces déplacements internes à l'EPCI représentent 24 600 déplacements quotidiens dont 25% qui sont captés par Courcelles-Chassy et 13% par Vigny.

Cette analyse du SCoTAM ne tient pas compte des échanges avec Faulquemont qui sont également existants.

D'après l'enquête déplacements réalisé par le SCoTAM en mai 2019, un habitant du Haut Chemin- Pays de Pange parcourt en moyenne 32 km par jour pour ses déplacements quotidiens dans le SCoTAM. Il consacre un peu moins d'1 heure (59 minutes) pour ces mêmes déplacements.

Cette situation géographie et ses échanges vers les pôles engendrent incontestablement l'usage de l'automobile pour se déplacer depuis Villers-Stoncourt.

2 QUELLES MOBILITÉS POUR SE DÉPLACER ?

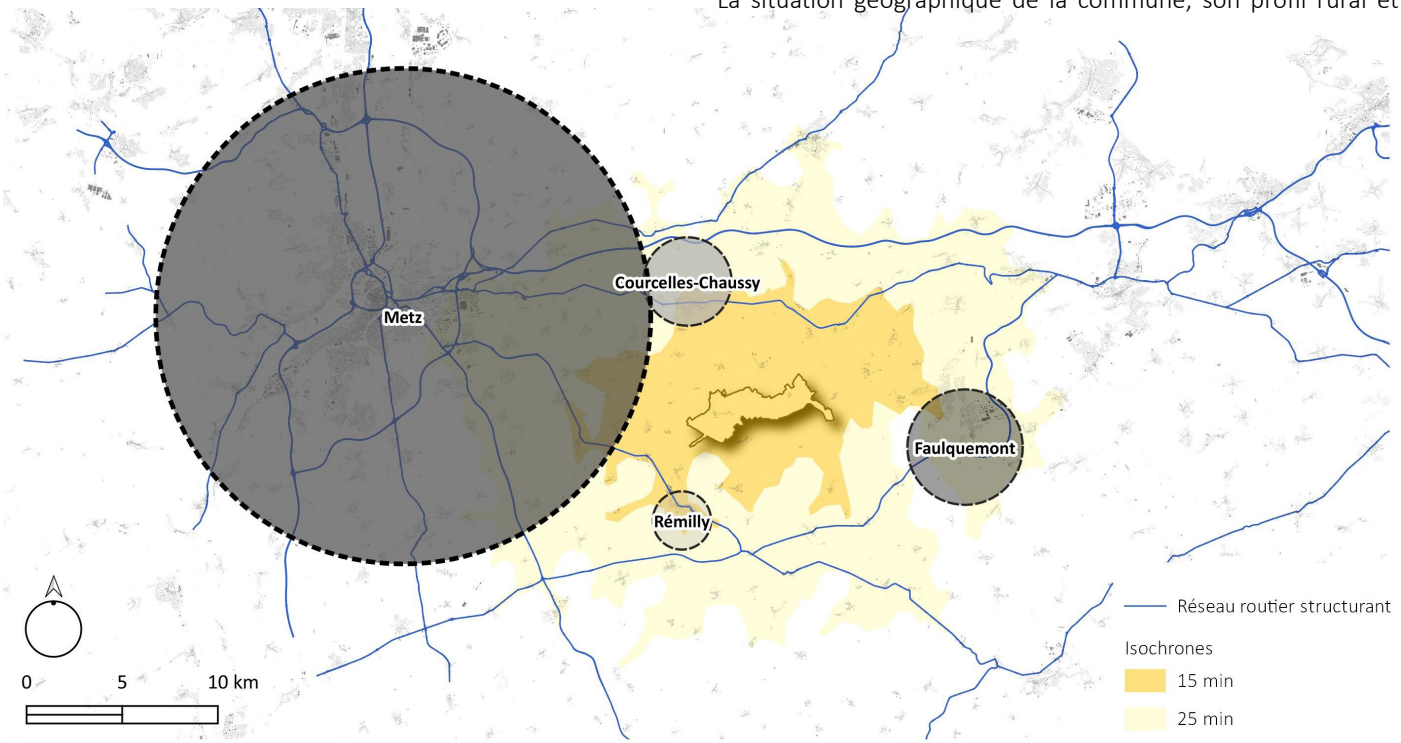
2.1 LA FORTE DÉPENDANCE À L'AUTOMOBILE POUR SE DÉPLACER

Depuis les années 1960, **la périurbanisation a progressivement remis en cause le modèle de la ville dense**. En effet, l'étalement urbain se fait, non plus en contiguïté avec les espaces bâtis existants, mais par dissémination de zones résidentielles pavillonnaires dans les espaces périphériques. Ce fait a gagné les espaces ruraux au cours des dernières décennies. Cet éloignement géographique est rendu possible grâce à l'usage massif et quotidien de l'automobile. Ces espaces sont considérés comme « ***des espaces par excellence de la dépendance automobile*** » (Dupuy, 1995), formatés par de la voiture, ils sont le support de déplacements nombreux et de distances parcourues plus élevées.

La dispersion des lieux d'emploi, des commerces, des équipements et, plus généralement de l'ensemble des lieux d'activités, tendent à accroître les mobilités.

3 / Extrait du rapport de présentation- Tome 2- page 106 du SCoTAM.

Carte n°4 : Les centralités autour de Villers-Stoncourt, NEGE, 2022.



La commune de Villers-Stoncourt est une commune rurale qui dépend en grande majorité des polarités extérieures pour les principales fonctions de la vie quotidienne : travailler, se nourrir ou encore se récréer.

De ce fait, comme beaucoup de territoires ruraux, les déplacements des habitants de Villers-Stoncourt sont réalisés en immense majorité par l'automobile. La carte n°3 présente les temps de déplacement en voiture sous forme d'isochrones au départ de Villers-Stoncourt. En une quinzaine de minutes, les habitants peuvent se rendre dans les, bourgs centres ruraux que sont Courcelle-Chassy et Rémilly et en environ 25 minutes au sein de la Métropole.
Cette mobilité est rendue possible par la bonne desserte routière de la commune grâce au réseau de routes départementales.

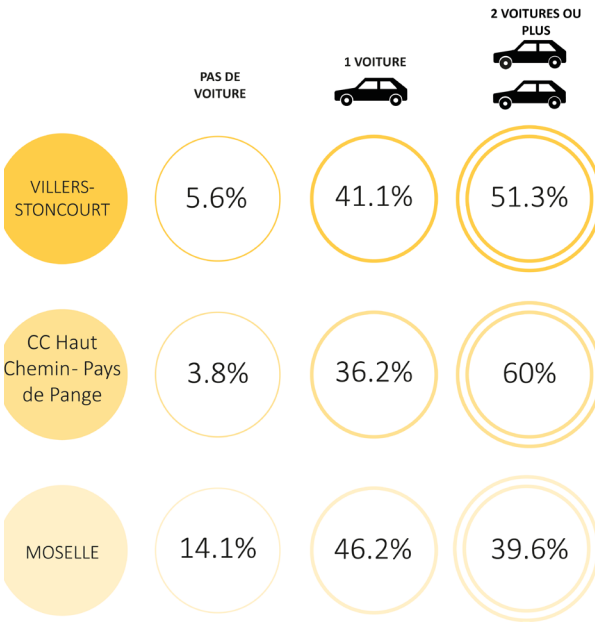


Figure n°1 : Équipement automobile des ménages, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

La situation géographique de la commune, son profil rural et la proximité de pôles extérieurs rayonnants expliquent le taux d'équipement automobile des ménages important.

En effet, la mobilité des ménages **ne cesse encore de s'étoffer**. La voiture est le moyen de locomotion privilégié des ménages de Villers-Stoncourt, quel que soit le motif de déplacement.

En 2019, **92,4 % des ménages possèdent au moins une voiture (Figure n°1).** Parmi eux, la moitié dispose au moins de deux voitures. Ces chiffres montrent non seulement la très grande dépendance des habitants à l'automobile mais aussi la persistance de ce phénomène dans le temps, et ce en dépit des contraintes liées à l'usage de la voiture (hausse des coûts du carburant, etc.).
Ces chiffres sont largement supérieurs par rapport à la moyenne départementale. En 2019, 85.8% des ménages mosellans possèdent au moins une voiture. Parmi eux, 39.6% possèdent au moins deux voitures. En revanche, la double motorisation des ménages est plus importante à l'échelle intercommunale avec 60% des ménages qui possèdent au moins deux voitures.

L'évolution de la bi-activité ces dernières décennies au sein des ménages intensifie d'autant plus les besoins en véhicules personnels des habitants n'ayant pas forcément les mêmes horaires ni destinations.

Cette singularité s'explique en partie par **l'éloignement des lieux de travail des ménages et le recours très limité aux transports en commun (1% des actifs utilisent les transports en commun en 2019). En effet, 87.5% des actifs utilisent la voiture pour se rendre sur leur lieu de travail en 2019 (figure n°2).**

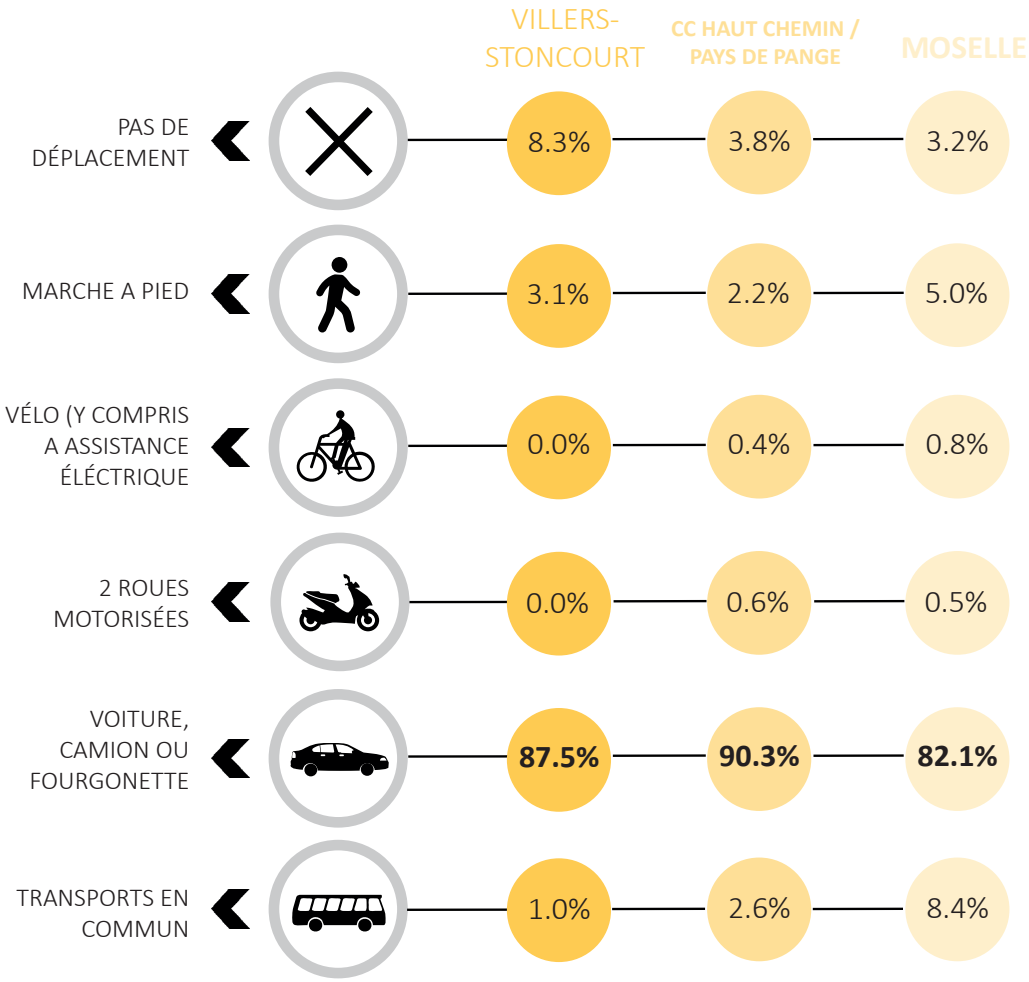


Figure n°2 : Moyens de transport pour se rendre au lieu de travail, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une solution alternative à l'automobile, le covoiturage est apparait comme étant une bonne option pour limiter l'impact des flux. La pratique du covoiturage semble de plus en plus plébiscitée au sein des territoires. Cette pratique, de plus en plus utilisée en France, est catalysée par l'avènement des plateformes de mises en relation des usagers, à l'exemple de Blablacar. Que ce soit pour des raisons écologiques, économiques, voire relationnelles, les habitants tendent de plus en plus à partager leurs véhicules et leurs trajets quotidiens. Villers-Stoncourt ne dispose pas d'aire de covoiturage. **Le covoiturage se fait de façon informelle entre particuliers**.

2.2 QUELLE(S) ALTERNATIVE(S) À L'AUTOMOBILE ?

LES TRANSPORTS EN COMMUN

Étant donné le caractère rural de Villers-Stoncourt, les transports en commun y sont très peu présents. Seule une ligne de bus dessert la commune jusque Metz-Centre :

- Deux départs en direction de Metz à 6h20 et à 12h35
- De Metz vers Villers-Stoncourt : arrivée à 13h33, 17h33, 18h38, 19h04 et 19h33.

Néanmoins, il faut 1h15 pour parcourir l'ensemble de la ligne. Ainsi, les alternatives à l'automobile restent limitées.

Au vue de la taille de la commune, la réflexion sur le développement des alternatives à l'automobile doit être portée à l'échelle supra-communale.

LES MOBILITÉS DOUCES POUR SE RENDRE SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Étant donné l'éloignement du lieu de résidence des ménages de Villers-Stoncourt par rapport à leur lieu de travail, aux services, aux équipements et aux commerces, il est difficile de s'y rendre à pied ou en vélo comme l'attestent les données de l'INSEE. En 2019 seuls 3.1% des actifs se rendent à pied sur leur lieu de travail. Il s'agit d'actifs qui résident et travaillent au sein de la commune. L'usage des mobilités douces est rendue possible lorsque le lieu de vie et le lieu de travail ne sont pas éloignés ou qu'il existe des transports en commun efficace et sans rupture de charge pouvant les rapprocher de leur lieu de travail.

ÉCONOMIE

Ce chapitre vise à analyser le contexte économique du territoire (emplois, activités, actifs etc.). L'analyse du tissu économique local permet de se questionner sur la situation de ce dernier dans son bassin d'emploi et d'élaborer une stratégie de développement économique.

1 PORTRAIT DE L ACTIVITÉ DE VILLERS-STONCOURT

1.1 L'EMPLOI À VILLERS-STONCOURT

En 2019, d'après le dernier recensement de l'INSEE, il y a une vingtaine d'emplois sur la commune (contre 24 en 2013 et 18 en 2008). Ces emplois concernent les catégories socio-professionnelles suivantes :

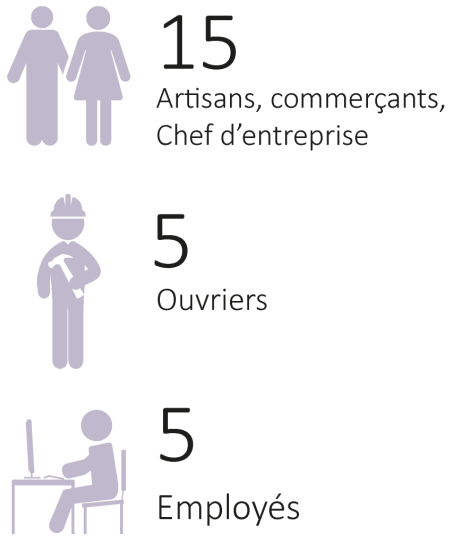


Figure n°3 : CSP des actifs, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Les emplois présents sur la commune sont donc peu nombreux et bien inférieurs au nombre d'actifs qui sont 104 en 2019. De ce fait, l'indicateur de concentration d'emploi est relativement faible. En 2019, il y avait 18.8 emplois pour 100 actifs occupés.
L'indicateur de concentration d'emploi au sens de l'INSEE est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. Ces données viennent corroborer les flux quotidiens analysées dans la partie précédente.
Les emplois présents sur la commune concerne uniquement quelque secteurs comme l'école, la mairie, des artisans électriciens ou plombiers etc.

Cette faible concentration d'emploi, expliquée par le caractère rurale de la commune, fait que la grande partie des actifs ayant un emploi se rendent quotidiennement vers des pôles extérieurs pour travailler (17.7% en 2019). Ainsi, en lien avec l'aire d'attraction de Metz, la commune fait partie de la zone d'emploi de Metz également. Selon l'INSEE, une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent.
Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois.

1.2 LA PLACE DE L'AGRICULTURE

Source : données issues du site stats.agriculture.gouv.fr

Avec une double fonction, nourricière et paysagère, l'agriculture joue un rôle important pour nos territoires. La commune de Villers-Stoncourt accueille plusieurs exploitations sur son territoire. En 2010, 6 exploitations sont recensées par le recensement agricole. L'indicateur correspond au nombre total d'exploitations selon le dernier recensement agricole. L'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique et de production répondant simultanément à trois conditions. Elle a une activité agricole. Elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production). Elle est soumise à une gestion courante indépendante. Elle est localisée en un lieu unique et tous les résultats la concernant sont rattachés à la commune du siège de l'exploitation agricole. Ce qui peut être source d'un certain décalage entre les données chiffrées issues des recensements agricoles et la localisation réelle des activités agricoles.

Les données issues du recensement de 2020 indiquent une diminution des exploitations agricoles puisqu'il ne reste plus que 3 exploitations présente sur la commune. Cette tendance s'inscrit dans la dynamique départementale puisqu'en l'espace de 10 ans le département mosellan enregistre une perte de 806 exploitations agricoles.

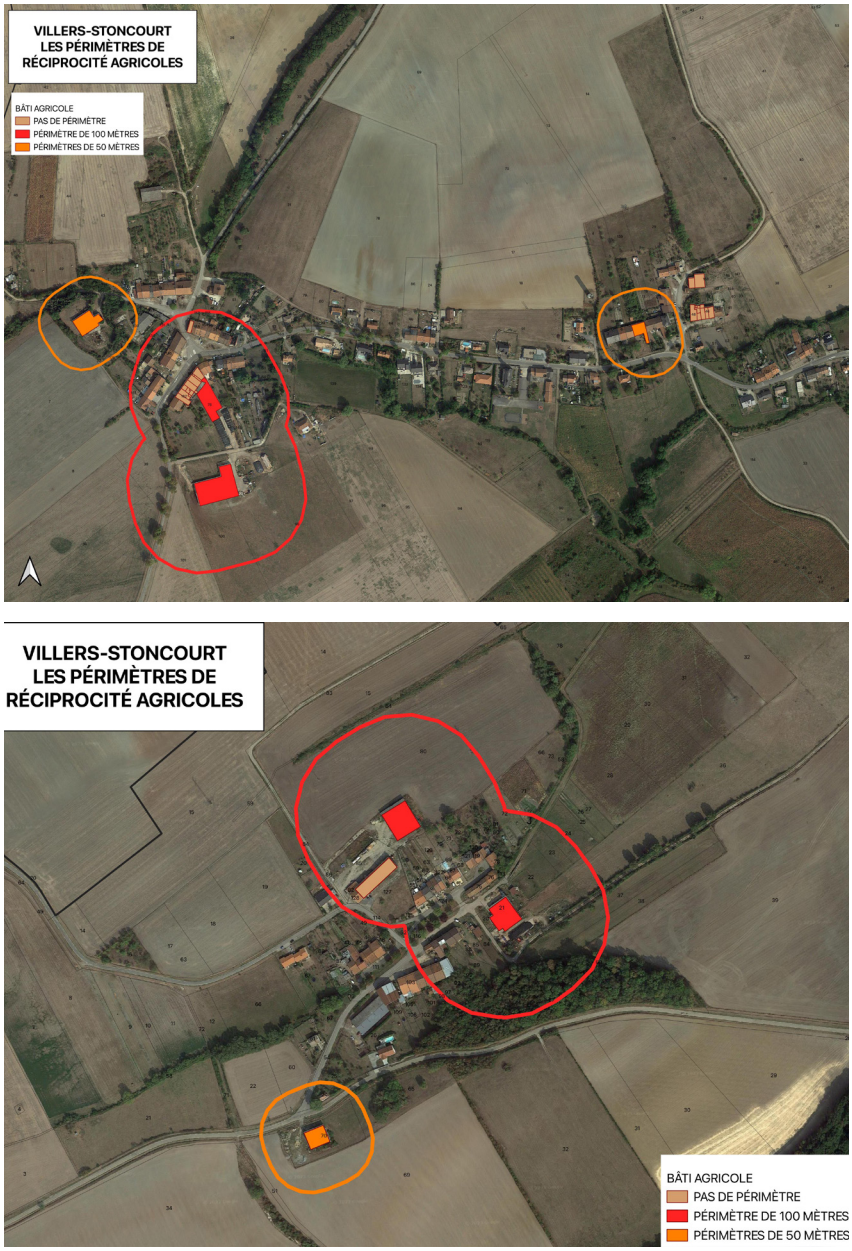
La spécialisation principale des exploitations de la commune sont l'élevage bovin.

Parallèlement à cette baise, les données indiquent également un recul de la Surface Agricole Utile (SAU) de 20% entre 2010 et 2020. En 2020, la SAU représente 80.9 ha. La SAU La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures

sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Cinq sièges d'exploitations sont présentes sur le territoire de la commune et sont intégrées dans les zones urbaines ou à proximité.

Certaines fermes sont concernées par des périmètres de réciprocité qu'il convient de prendre en compte dans l'urbanisation. Des bâtiments sont ainsi soumis à la Réglementation des Installations Classées ou à la Réglementation Sanitaire Départementale, qui imposent respectivement un périmètre de réciprocité entre les nouvelles constructions à usage d'habitation et les bâtiments d'élevage de 50 ou 100 m, conformément à l'article L11-3 du code rural. Ces bâtiments sont aussi bien présents sur Villers Stoncourt que sur Aoury. Pour le premier site, ils se trouvent de part et d'autre de l'entrée du village, pour le second site, ils se localisent dans le cœur de la zone urbanisée.



Carte n°5 : Localisation et périmètres agricoles, NEGE, 2022.

2 PROFIL DES ACTIFS DE VILLERS-STONCOURT

Les données statistiques ci-dessous sont à interpréter avec prudence au vue de la taille de la commune. Néanmoins elles permettent de donner une indication sur les grandes tendances d'évolution concernant le profil de la population

2.1 POPULATION PAR TYPE D'ACTIVITÉ

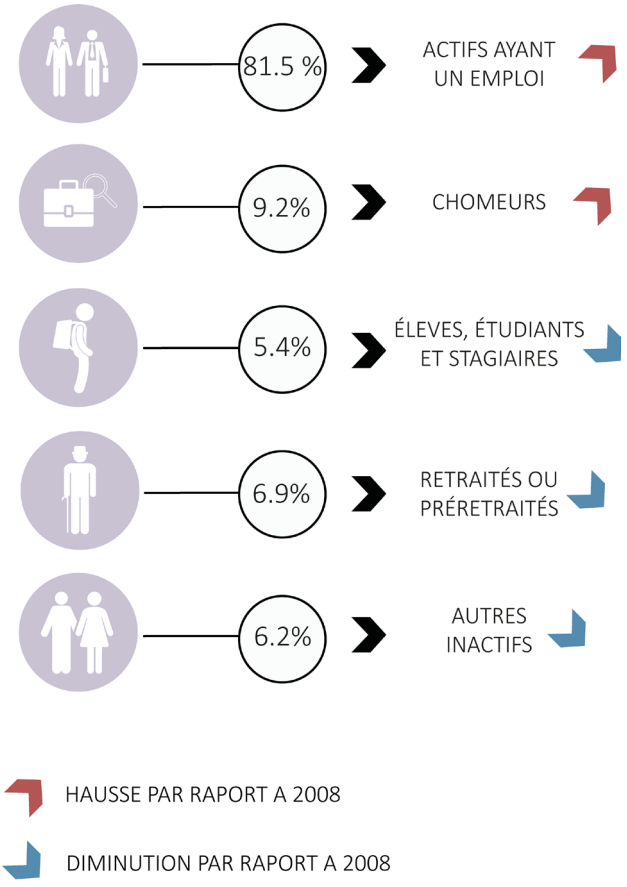


Figure n°4 : Population par type d'activité, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Les données ci-dessous indiquent plusieurs tendances :

> Une hausse des actifs depuis 2008 mais parallèlement une hausse du nombre de chômeurs.

> Une diminution des élèves, étudiants et stagiaires indiquant une diminution des jeunes (notamment des 15 ans et plus),

> Une diminution des retraités et préretraités.

2.2 LES ACTIFS SELON LEUR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE

En 2019, selon l'INSEE, la catégorie socio-professionnelle des employés et celle des ouvriers représentent respectivement 29 % et 33% . Ce sont les deux catégories les plus représentées par les actifs de la commune. Néanmoins on note une baisse des employés entre 2008 et 2019 (-5 points) mais une hausse des ouvriers parmi les actifs (+12 points).

Les artisans, commerçants et chef d'entreprise représentent 19% des actifs en 2019 (contre 7% en 2008).

Dans une moindre mesure les CSP des cadres, professions intellectuelles supérieures ainsi que des agriculteurs sont peu représentées parmi les actifs de Villers-Stoncourt.

3 LES PRINCIPAUX ENJEUX CONCERNANT L'ÉCONOMIE

La commune de Villers-Stoncourt abrite peu d'activités économiques et n'a pas de zone d'activités économiques. L'objectif pour la municipalité est de maintenir les activités qu'elle abrite et les quelques emplois qui y sont liés.

En effet, conformément aux objectifs du SCoTAM, la préservation de l'emploi est nécessaire pour maintenir les villages tels que Villers-Stoncourt comme des espaces vivants et animés. L'accueil d'entreprises artisanales, le télétravail, le renforcement des services à la personne et le développement de l'offre touristique y sont d'ailleurs encouragés.

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE

Cette partie vise à détailler les tendances démographiques de la commune et les enjeux qui sont liés.
La trajectoire de la population **informe sur les besoins à couvrir dans les prochaines années**. Par ailleurs, les facteurs explicatifs (solde naturel et solde migratoire) informent sur l'attractivité de la commune. Ce sont donc des données de base pour adapter le projet aux besoins ressentis actuellement en se projetant dans l'avenir.

1 LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE

1.1 UNE SITUATION DÉMOGRAPHIQUE IRRÉGULIÈRE ET EN BAISSE SUR LA PÉRIODE RÉCENTE

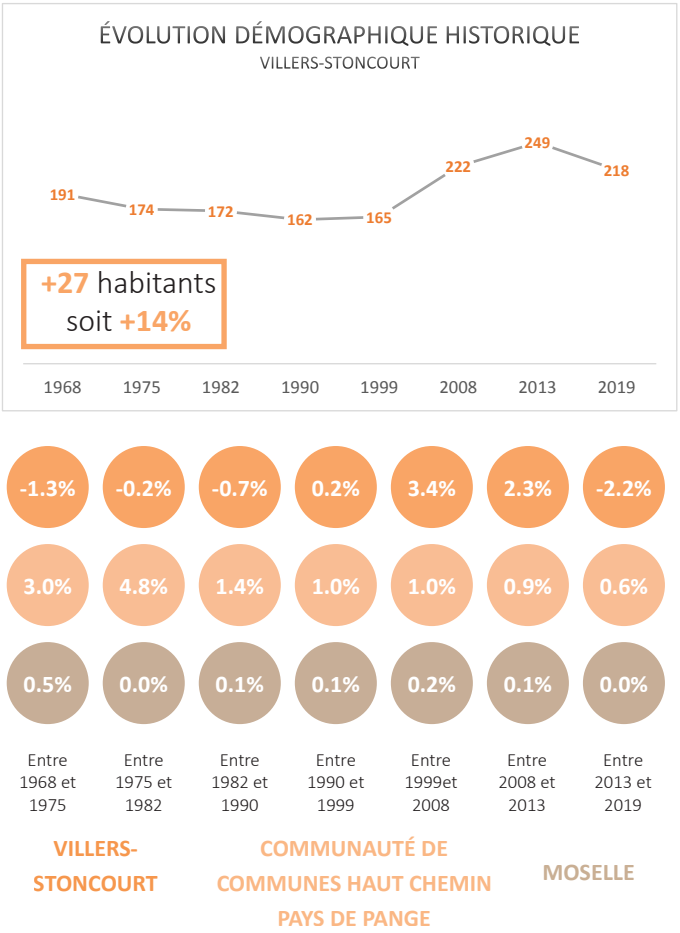


Figure n°5 : Évolution démographique historique, INSEE, NEGE, 2022.

La commune de Villers-Stoncourt a connu plusieurs phases démographiques depuis les années 1960.
> Globalement, des années 1960 jusqu'à la fin des années 1990, la commune voit sa population décroître régulièrement pour atteindre 165 habitants en 1999. Cette diminution correspond à 29 habitants en moins,

> Puis, le phénomène de périurbanisation s'intensifie et de nombreux logements sont bâtis. La population augmente alors pour atteindre 249 habitants en 2013 ce qui correspond à 84 habitants supplémentaires,

> Enfin, sur la dernière période de recensement de l'INSEE, Villers-Stoncourt connaît une nouvelle phase de décroissance démographique avec la perte de 31 habitants depuis 2013.

La nouvelle baisse observée doit être placée dans le contexte de métropolisation et de littoralisation de l'économie, impactant directement les territoires ruraux dont l'attractivité est proportionnelle au dynamisme économique des activités locales et périphériques. Le dynamisme de l'agglomération messine impacte directement l'attractivité et donc le dynamisme démographique des communes périurbaines et rurales composant tout le secteur. Ceci illustre la dépendance et la vulnérabilité du territoire face à des phénomènes exogènes.

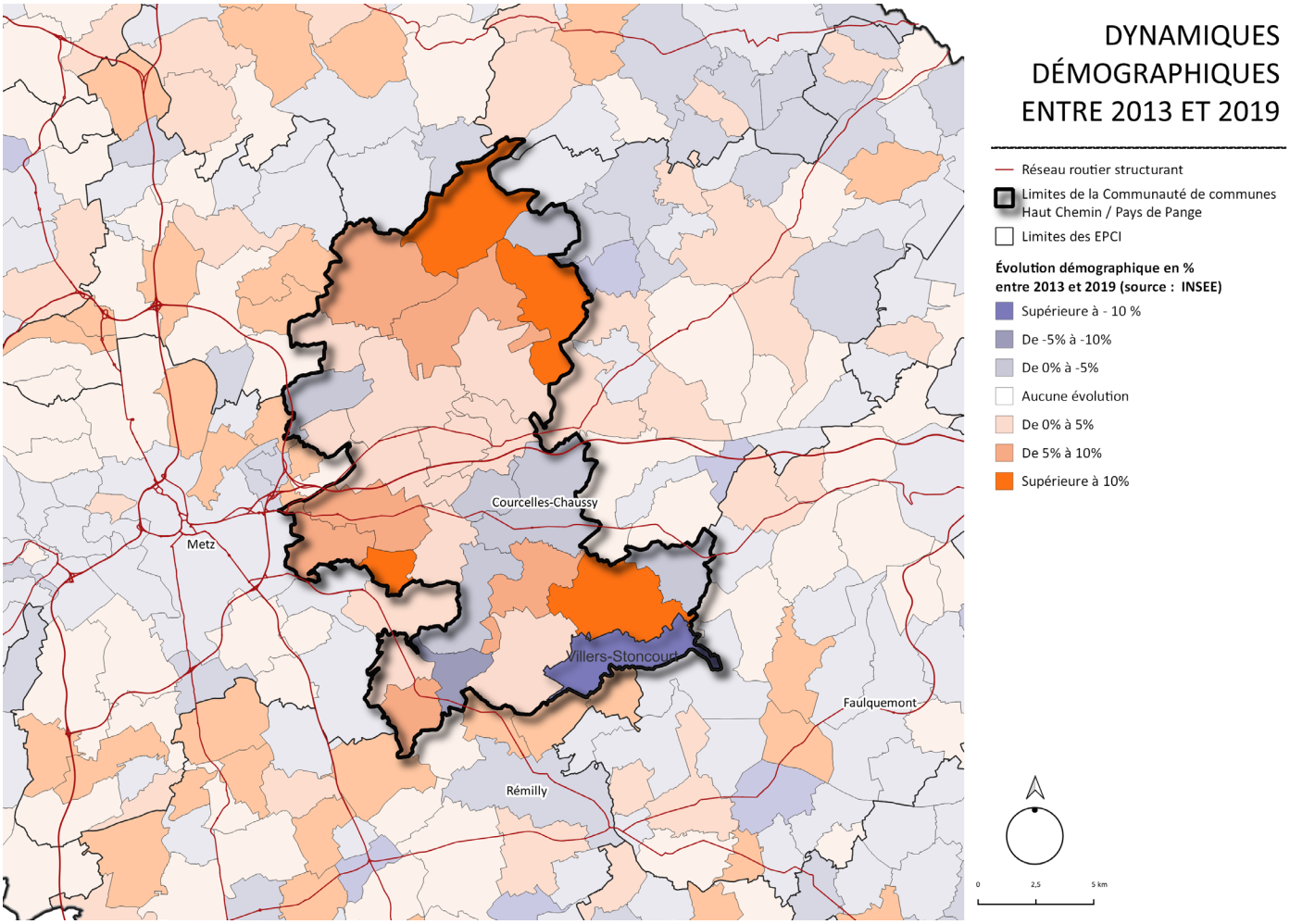
À l'échelle du SCoTAM, le territoire affiche une évolution démographique positive (+1 500 habitants entre 2013 et 2018 pour 406 022 habitants). Celle ci-est due à une solde naturel positif qui vient compenser un solde migratoire d'ensemble négatif. À cette échelle, une fuite des jeunes ménages désirant accéder à la propriété est observée vers la seconde couronne du SCoTAM (secteurs est, sud et nord- ouest du SCoTAM) et dans les pôles secondaires (Rémilly, Courcelles-Chaussy, Boulay, etc.).

Ainsi, la Communauté de communes Haut Chemin - Pays de Pange, enregistre un gain d'habitants : entre 2013 et 2019, l'EPCI compte 646 habitants supplémentaires.

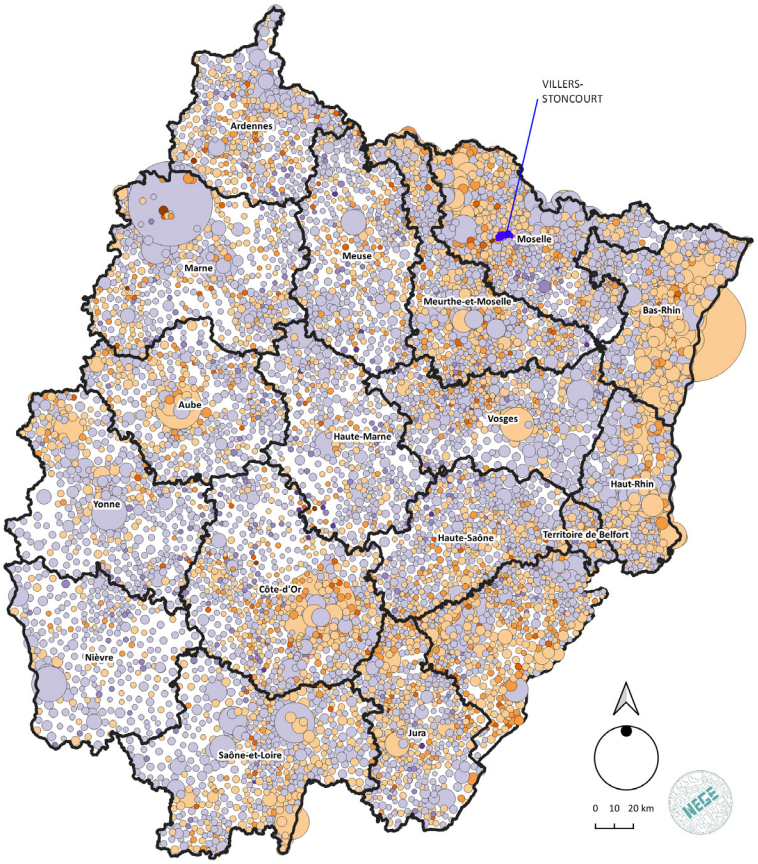
À l'échelle de la Communauté de communes du Haut Chemin-Pays de Pange, l'évolution démographique de 2013 à 2019 est positive. Le territoire a gagné près de 600 habitants de 18 648 à 19 225. En prenant du recul, la population a été multipliée par plus de 2,5 depuis 1968.
Cette hausse démographique bénéficie à une majorité de communes. Les communes de Courcelles-Chaussy ou encore Pange, qui apparaissent en bleu clair sur la carte présentent des taux d'évolution faiblement négatifs sur cette période. L'évolution à long terme étant quant à elle largement positive.
Cette évolution démographique positive apporte une certaine attractivité qui ne se reflète pas à l'échelle locale de la commune de Villers-Stoncourt (**Carte n°6**).

La commune de Villers-Stoncourt est donc en proportion la commune qui perd le plus d'habitant sur cette période.

En prenant de la hauteur, la Communauté de communes s'inscrit dans un contexte démographique favorable en comparaison à beaucoup de territoires de la région (**carte n°7**).



Carte n°6 : Évolution démographique, INSEE RP2013 et RP2019, NEGE, 2022.





Carte n°7 : Évolution démographique région Grand Est et Région Bourgogne-Franche-Comté , INSEE RP2013 et RP2019, NEGE, 2022.

1.2 UN DÉSÉQUILIBRE ENTRE LE SOLDE MIGRATOIRE ET LE SOLDE NATUREL

Élément de définition (source : INSEE) :

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. **Le solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui sont sorties au cours d'une période.

L'analyse de ces deux indicateurs permet de dégager des éléments concernant l'attractivité du territoire. Ainsi, un territoire peut bénéficier d'une croissance démographique positive sans pour autant être attractif. Dans ce cas bien précis la croissance sera due au solde naturel positif qui compensera un solde migratoire négatif.

Pour comprendre les tendances démographiques de la commune, il est nécessaire d'analyser ces deux indicateurs. L'analyse historique indique plusieurs tendances qui rejoignent la courbe démographique analysée précédemment.

La baisse démographique observée jusqu'aux années 1990 est expliquée par la conjugaison des dynamiques naturelle et migratoire négatives.

En revanche la croissance démographique des années 2000 jusque 2013 est le résultat d'un renversement des tendances puisque le solde migratoire ainsi que le solde naturel sont tous les deux positifs.

Enfin, la nouvelle baisse entre 2013 et 2019 est uniquement due à un solde migratoire négatif tandis que la dynamique naturelle reste positive. Cette tendance s'inscrit dans les tendances départementales et régionales bien que le solde migratoire de la commune est bien en-dessous de la moyenne départementale (**Figure n°6**).

Pour Villers-Stoncourt, la baisse démographique est donc uniquement le fait des départs malgré une dynamique naturelle positive depuis le début des années 1990.

Ce contexte, qui s'inscrit dans un cadre régionale, résultat du vieillissement de la population (les générations du baby-boom sont plus nombreuses) et de la baisse de la fécondité.

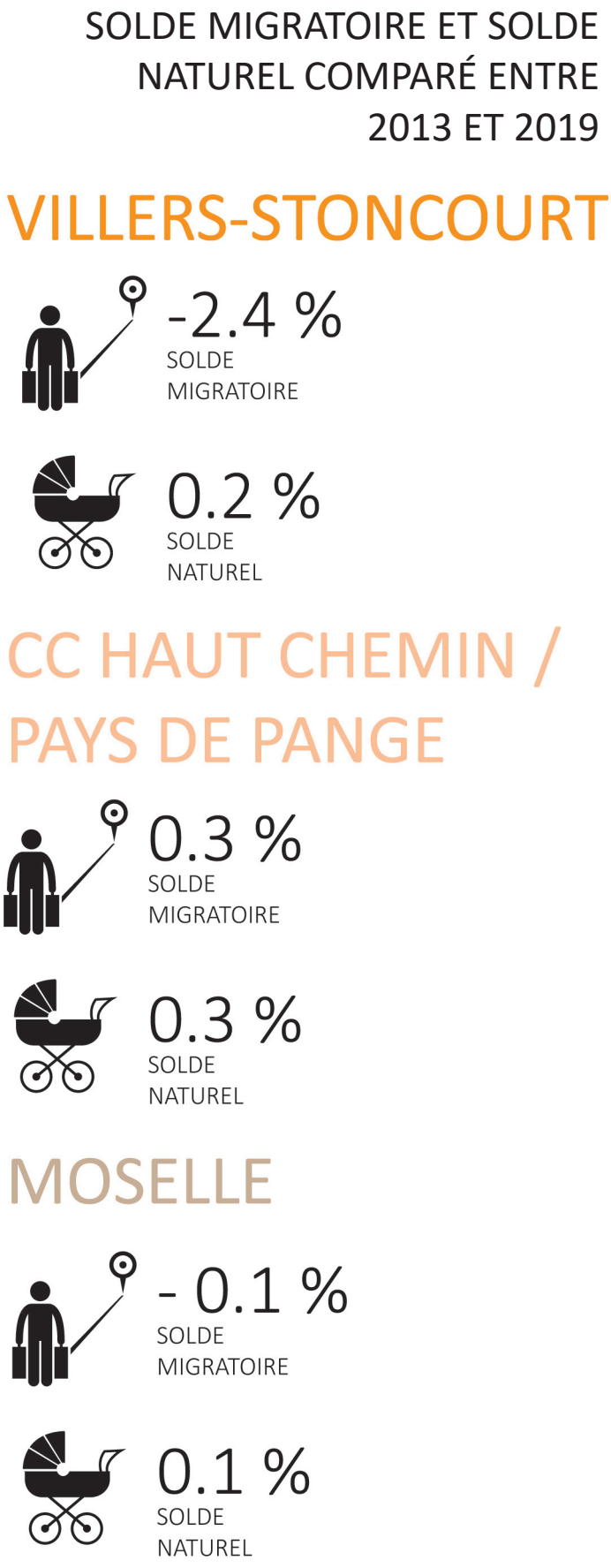


Figure n°6 : Solde migratoire et solde naturel, INSEE, NEGE, 2022.

1.3 UN VIEILLISSEMENT CONSTATÉ DE LA POPULATION

La commune de Villers-Stoncourt n'échappe pas à la tendance nationale concernant le vieillissement de la population (**Figure n°7**). En effet, un effet de transvasement est visible entre les classes intercensitaires les plus jeunes (les moins de 44 ans) et les classes intercensitaires supérieures (les 45 ans et plus).
Globalement entre 2013 et 2019 :

- Les 60 ans et plus représentent 23% de la population communale en 2019 (à noter que les plus de 75 ans ont diminué- passant de 8.0% à 6.8% et les individus ayant entre 60 et 74 ans ont augmenté passant de 12.8% à 16.2%).
- Les moins de 29 ans ont diminué (passant de 40.0% à 33.8%).
- Les 30 à 59 ans ont augmenté (-passant de 38,4% à 43.3%).

La commune doit faire face à un vieillissement de sa population et a besoin d'accueillir de nouveaux habitants afin notamment de pérenniser l'école. Ce phénomène est également observable aux échelles supra-communale où les 60 ans et plus augmentent tandis que les plus jeunes diminuent. Néanmoins, contrairement à ces échelles de comparaison, la commune voit les 30 à 59 ans augmenter.

2 CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES DU TERRITOIRE

2.1 Des ménages moins nombreux ...

Entre 2013 et 2019, la baisse démographique s'accompagne d'une baisse du nombre de ménages. Alors qu'en 2013 il y avait 95 ménages sur la commune, en 2019 il y en a 88. Néanmoins, sur une période plus longue en 2019 il y a légèrement plus de ménages qu'en 2008 (+2).
À l'échelle de la Communauté de communes et du département, le nombre de ménages augmente.

2.2 ... et plus petits

Depuis 1968, la taille moyenne des ménages diminue sur le territoire national. Les évolutions sociétales et les pratiques des ménages ne sont plus les mêmes qu'il y a plusieurs décennies.

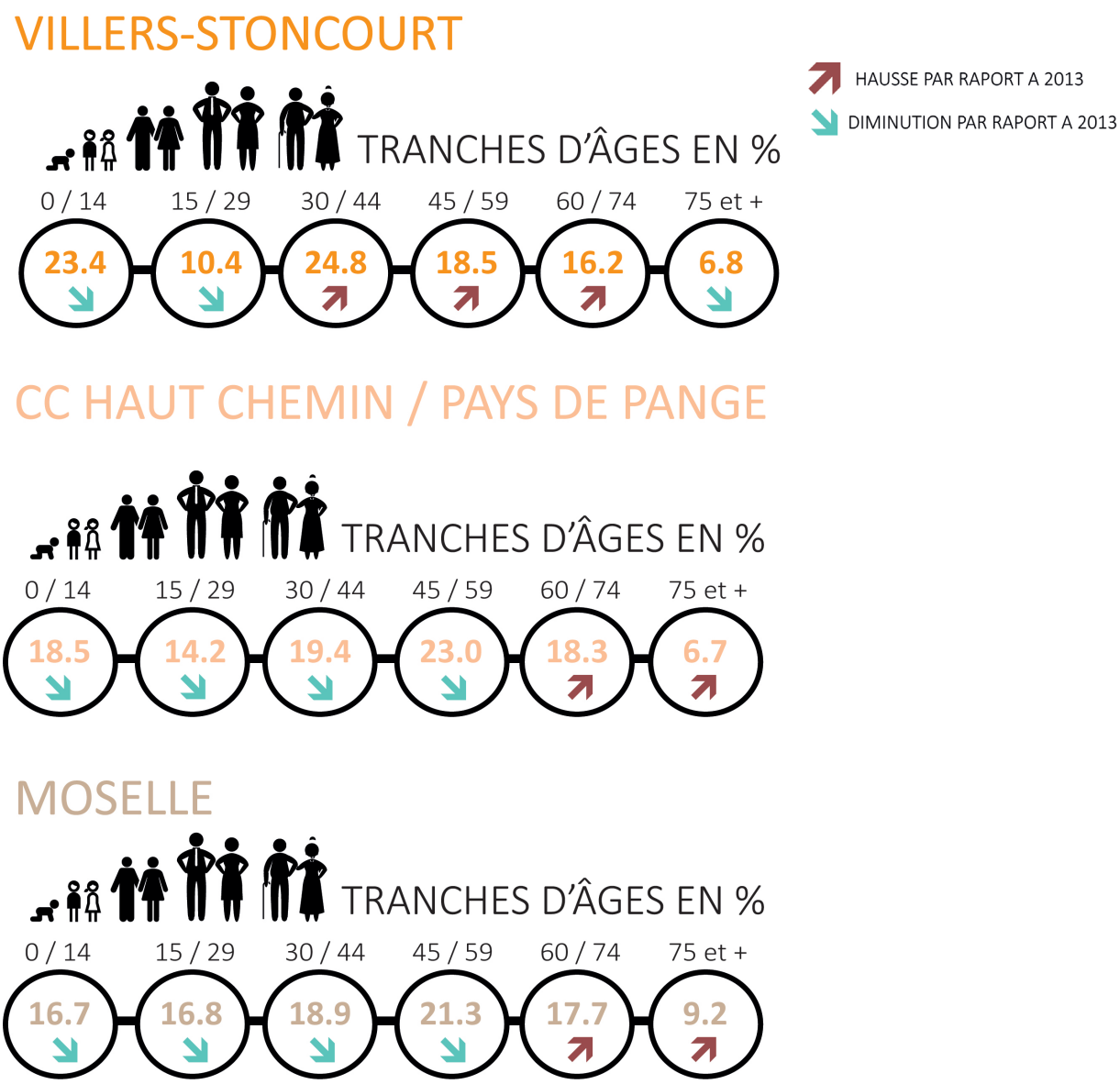


Figure n°7 : Population par grandes tranches d'âges, INSEE RP2013 et RP2019, NEGE, 2022.

La progression des divorces, les maternités et paternités plus tardives, la diminution du nombre d'enfants par famille ou encore la décohabitation (départ des enfants hors du domicile familial) sont à la base d'une diminution de la taille moyenne des ménages.

En 2019, selon l'INSEE, il y avait 2,47 personnes en moyenne par ménage au sein de la commune de Villers-Stoncourt. Cette moyenne est légèrement inférieure à la moyenne intercommunale (2.5 personnes en moyenne par ménage) mais supérieure par rapport à la moyenne départementale (2.20 personnes en moyenne par ménage). Bien qu'elle diminue, la taille moyenne des ménages de la commune reste importante.

La diminution de la taille moyenne des ménages résulte de l'évolution de leur composition (**Figure n°8**). En effet, au regard des données concernant l'évolution de la composition des ménages entre 2013 et 2019, il est à noter que :

> La part des couples avec enfant(s) a légèrement augmenté (passant de 39,1% à 38,6%, soit deux ménages en moins) tandis que celle des couples sans enfant augmenté (passant de 17.3% à 22.7%, soit quatre ménages en plus).

> La part des ménages composés d'une personne a augmenté (passant de 26% à 32.9%, soit 10 ménages en plus).

Ceci est à mettre en lien avec l'augmentation des personnes âgées de 60 ans à 74 ans mais aussi avec l'augmentation des individus âgés de 45 à 59 ans.

Au regarde des données issues du dernier recensement disponible, des signe de vieillissement sont ainsi visibles.

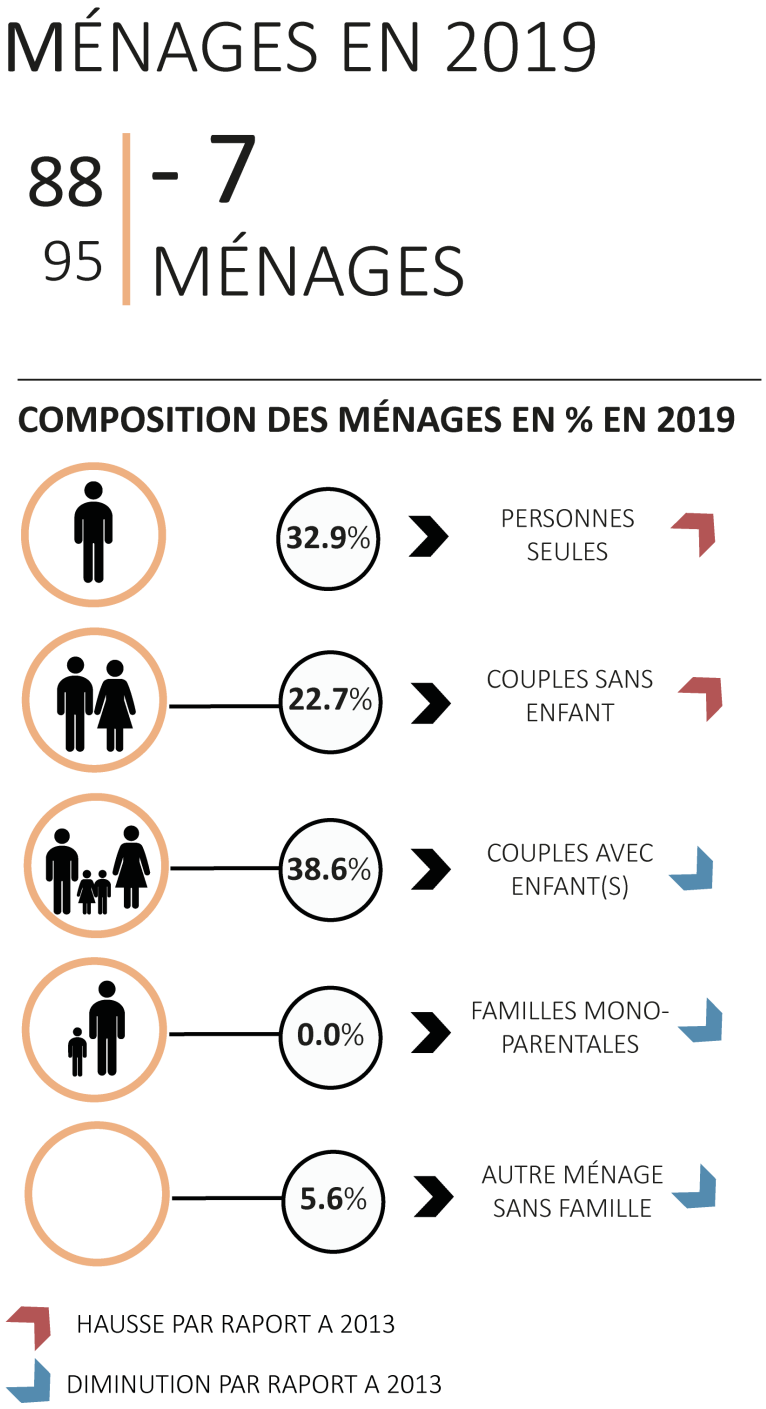


Figure n°8 : Composition des ménages, INSEE RP2013 et RP2019, NEGE, 2022.

L'HABITAT

La mise en œuvre d'une stratégie de l'habitat marque la volonté des élus d'adapter leurs modes d'intervention en lien avec les enjeux démographiques, urbains et sociaux de l'habitat. L'analyse de l'habitat permet de mieux comprendre un marché immobilier ainsi que ses dynamiques. **Ces connaissances permettent alors de répondre aux besoins du territoire et de tendre vers un équilibre du marché, entre l'offre et la demande.** Les enjeux qui en découlent permettent aux élus de définir une stratégie au sein de la carte communale.

1. LA DYNAMIQUE DU PARC DE LOGEMENTS

1.1 UN PARC DE LOGEMENTS EN LÉGÈRE BAISSE

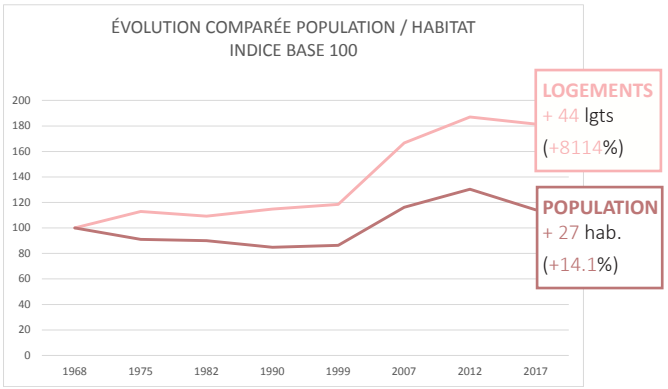


Figure n°8 : Évolution historique habitat et population, INSEE, NEGE, 2022.

En 2019, la commune comptait au total 98 logements, **soit 3 logements de moins par rapport à 1968**. Cette tendance est inversée par rapport à ce qui s'observe aux échelles supra-communales. En effet, la Communauté de communes et le Département mosellan voient leur parc de logements augmenter.

À l'échelle de Villers-Stoncourt, au regard de l'évolution du parc de logements, trois périodes peuvent être identifiées:

> **Entre 1968 et 1975,** le nombre de logements progresse (+ 7 logements). Sur cette période le territoire perdait des habitants (- 17 habitants),

> **Entre 1975 et 1990**, le nombre de logements diminue légèrement (2 logements en moins). Cette période est marquée par une baisse démographique (12 habitants en moins).

> **Entre 1999 et 2013**, le nombre de logements augmente à nouveau de manière importante (39 logements supplémentaires), passant ainsi de 62 logements à 101 logements. Sur cette période, la population enregistre un gain important avec 87 habitants supplémentaires.

> Entre 2013 et 2019, le nombre de logements baisse légèrement avec 3 logements en moins.

Le parc est actuellement réparti de la manière suivante :

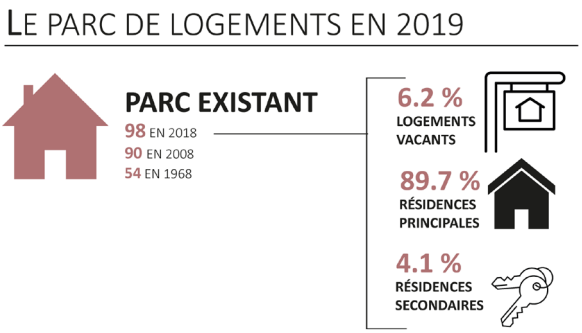


Figure n°9 : Parc de logements, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

La part des résidences principales depuis 2013 a diminué passant de 94.1% à 89.7%. Dans le même temps, la part des résidences secondaires a légèrement augmenté passant de 2.0% à 4.1% (ce qui correspond à deux logements supplémentaires) ainsi que les logements vacants dont la part est passé de 3.9% à 6.2%. La position de Villers-Stoncourt en seconde couronne de la métropole de Metz lui assure une vacance faible.

1.2 COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

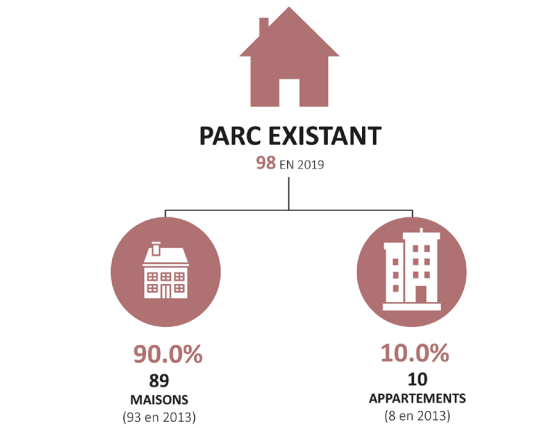


Figure n°10 : Composition du parc de logements, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Le parc de logements de Villers-Stoncourt est dominé par la maison individuelle qui représente 90% des logements.

Néanmoins, l'offre d'appartements est en évolution puisqu'en 2008, la commune comptait 5 appartements, ils sont 10 en 2019 (soit 10% du parc de logements).

Bien que la maison individuelle soit majoritaire, l'offre d'appartements a su se développer sur la commune. Tous les appartements sont actuellement occupés, signe d'un attrait pour cette offre.
Ce type de logements est particulièrement adapté pour les ménages situés aux extrémités de la pyramide des âges. Ils peuvent d'une part répondre aux besoins des personnes âgées et d'autre part permettent l'installation de jeunes ménages sur la commune.

Ainsi le développement de ce type d'offre sur la commune permet :

> D'apporter une réponse au parcours résidentiel des ménages en diversifiant l'habitat. Le parcours résidentiel des ménages désigne le fait pour les ménages de changer de logement et sont le plus souvent liées à leur cycle de vie. La mobilité résidentielle est donc étroitement liée à l'âge. Elles sont déterminées notamment par les capacités financières des ménages et par l'attractivité de l'offre en habitat dans les territoires.

> D'apport une réponse à la gestion économe des terres agricoles et naturelles grâce à des opérations de renouvellement urbain (réhabilitation d'anciennes fermes etc.).

1.3 TYPOLOGIE DES RÉSIDENCES PRINCIPALES : UNE OFFRE QUI SE DIVERSIFIE

La taille des résidences principales a évolué entre 2013 et 2019 :

> 3.3% des résidences principales sont composées de deux pièces et moins. Ce chiffre est en hausse mais à relativiser puisque cela concerne 1 résidence principale en plus.
> En 2019, 12.2% des résidences principales sont composées de 3 pièces. Ces dernières sont en augmentation (+5 résidences principales),
>17.8% des résidences principales sont composées de 4 pièces. Ces dernières sont en diminution (-8 résidences principales),
>66.7% des résidences principales sont composées de 5 pièces et plus. Leur part a augmenté mais par leur nombre.

Les résidences principales composées de 3 et moins et de 5

RÉSIDENCES PRINCIPALES SELON LE NOMBRE DE PIÈCES

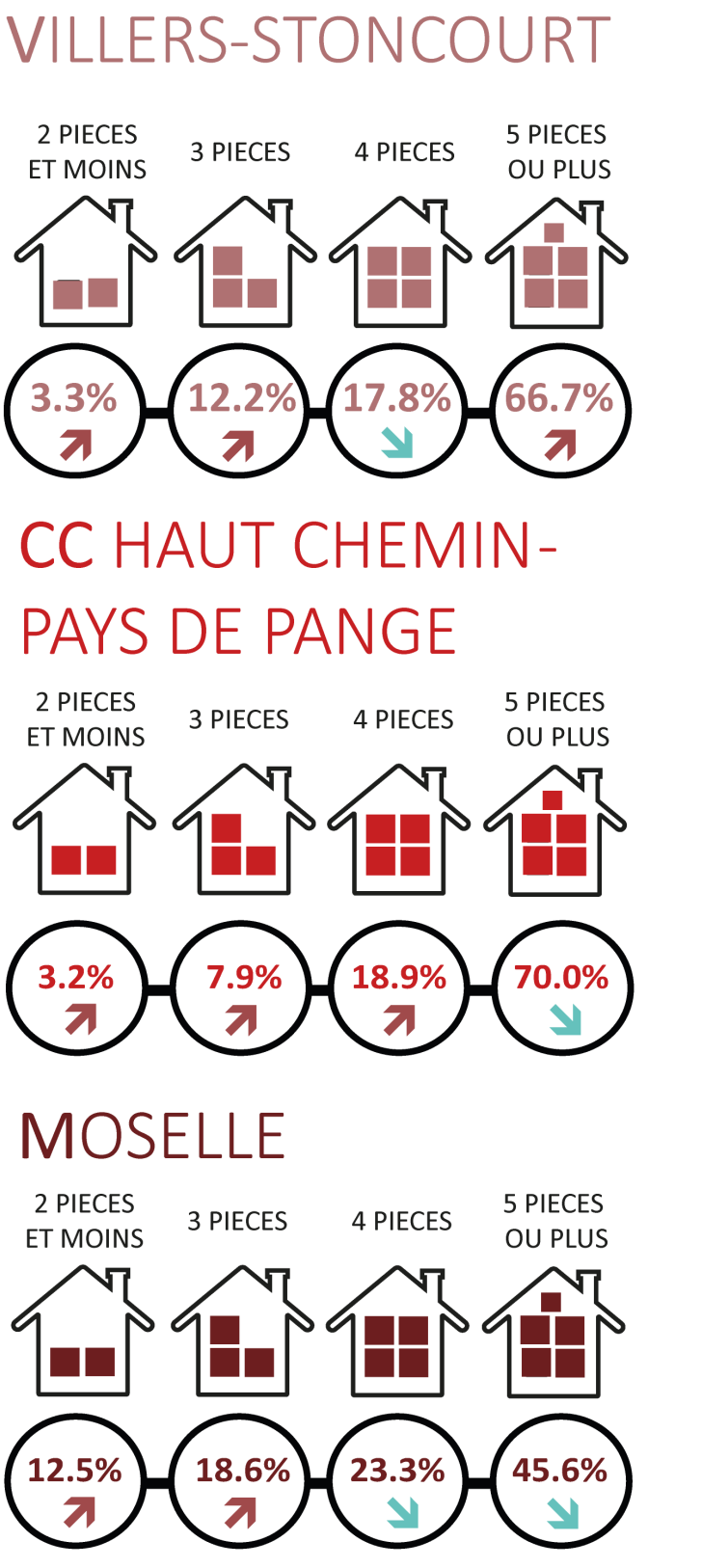


Figure n°11 : Résidences principales selon le nombre de pièces, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

pièces et plus augmentent signe d'un attrait et d'un besoin de ces typologies de logements pour les ménages. Les logements plus petits permettent de répondre aux besoins liés au parcours résidentiels des ménages. Ils sont essentiels pour apporter une réponse aux enjeux à venir pour la commune en terme démographique à savoir : le vieillissement progressif de la population communale. Par ailleurs, les logements plus grands permettent de répondre aux besoins des familles.

1.4 QUEL STATUT D'OCCUPATION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES ?

STATUT D'OCCUPATION DES RÉSIDENCES PRINCIPALES EN 2019

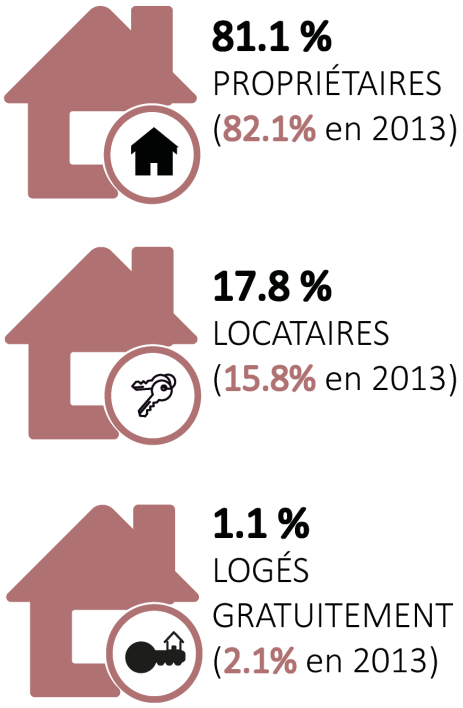


Figure n°11 : Statut d'occupation des résidences principales, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

La diversité de l'offre de logements ne passe pas uniquement dans sa typologie. En effet, le statut d'occupation permet également de répondre à tous les besoins à savoir : **l'accession à la propriété ou la location.**

Entre 2013 et 2019 le statut d'occupation des résidences principales a évolué. En effet, la part des locataires a augmenté passant de 15.8% à 17.8%. Dans le même temps, les propriétaires ont légèrement diminué passant de 82.1% à 81.1%.

La location permet de mettre en place un turn-over sur le territoire, contribuant au dynamisme local via le renouvellement de la population. En effet, les jeunes ménages installés dans un logement locatif pourront par la suite acheter un bien sur le territoire et laisser ainsi la place afin d'accueillir d'autres ménages.

1.5 ANCIENNETÉ D'OCCUPATION

ANCIENNETÉ D'EMMÉNAGEMENT DES MÉNAGES DANS LA RÉSIDENCE PRINCIPALE EN 2019

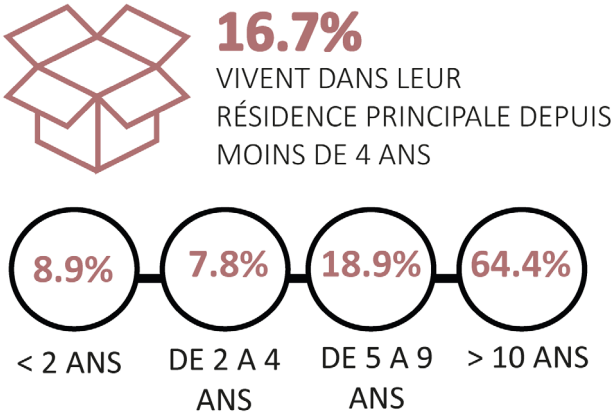


Figure n°11 : Ancienneté d'emménagement des ménages, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Presque 2 habitants sur trois vivent au sein de leur résidence principale depuis plus de 10 ans. Néanmoins, Villers-Stoncourt connaît un bon renouvellement en attestent les données de l'INSEE concernant l'ancienneté d'emménagement des ménages : 16.7% des ménages vivent au sein de leur résidence principale depuis moins de 4 ans. Le renouvellement est essentiel afin **de limiter le vieillissement constaté de la population et permettant ainsi le maintien de l'école communale.**

1.5 ANCIENNETÉ D'ACHÈVEMENT DES RÉSIDENCES PRINCIPALES : UN PARC ANCIEN

Près 40% des résidences principales ont été construites avant 1945.

21.3% des résidences principales ont été construites entre 1946 et 1990. Les logements construits à partir de la fin des années 1940 jusqu'au milieu des années 1970, aussi bien collectifs qu'individuels, peuvent être concernés par des besoins d'amélioration, en particulier sur le plan énergétique.

En effet, l'efficacité thermique des logements dépend des caractéristiques du bâti. Le type de logement, l'ancienneté et le mode de chauffage influent sur les consommations. Si aucun travaux d'amélioration n'a été réalisé, ces logements sont classés parmi les plus déperditifs thermiquement. Les isolations sont médiocres et les chauffages à faible rendement.

Enfin, 39.4% des résidences principales ont été construites entre 1990 et 2015. Ce chiffre dépasse la moyenne départementale

qui est de 25.5%.

RÉSIDENCES PRINCIPALES EN 2019
SELON LA PÉRIODE D'ACHÈVEMENT

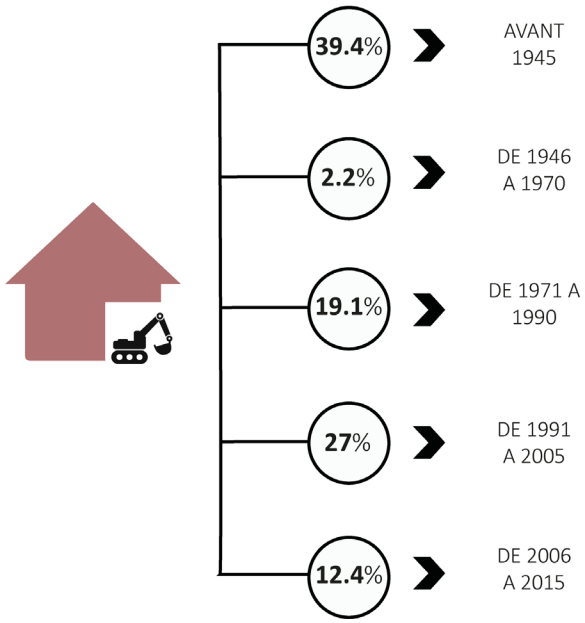


Figure n°12 : Résidences principales selon la période d'achèvement, INSEE RP2019, NEGE, 2022.

Globalement, le parc de logements de Villers-Stoncourt a augmenté lentement lors de la seconde partie du XXe siècle. Son rythme a accéléré depuis le début des années 2000 où il a augmenté de p)lus de 50%. Cependant aucune procédure de lotissement importante n'a eu lieu ne modifiant pas en profondeur la morphologie de la commune.

2. LA TENSION DU PARC

2.1 UNE FAIBLE VACANCE DES LOGEMENTS

Pour qu'un marché immobilier d'un territoire soit fluide, il est communément admis qu'un taux de logements vacants entre 5% et 7% est nécessaire. Un taux inférieur indique que le marché est tendu. A l'inverse, un taux supérieur à 7% révèle un dysfonctionnement du marché (l'offre en logements ne répond pas à la demande).

La vacance est en constante évolution et n'est pas une situation figée. Depuis 2019 (derniers chiffres INSEE disponibles), les logements vacants ont pu diminuer ou augmenter. Parmi les logements vides, trois grandes catégories peuvent être distinguées :

> Les logements disponibles, c'est-à-dire ceux proposés sur le marché de la vente ou de la location (qu'ils soient neufs ou anciens) ;

> Les logements provisoirement indisponibles, car faisant l'objet de travaux ou en attente de règlement de succession ;

> Les logements hors marché, c'est-à-dire ceux destinés à disparaître (désaffectation, démolition), ou sans affectation définie (réservés par leur propriétaire sans usage précis ou ne pouvant être rénovés en raison du coût élevé des travaux.

Selon l'INSEE, en 2019, 6,2% des logements sont vacants. Depuis 2008, le nombre de logements vacants a légèrement augmenté (+ 2 logements). Les données communales confirment ces chiffres.

2.2 LES PRIX FONCIERS ET IMMOBILIERS

LE CONTEXTE LOCAL

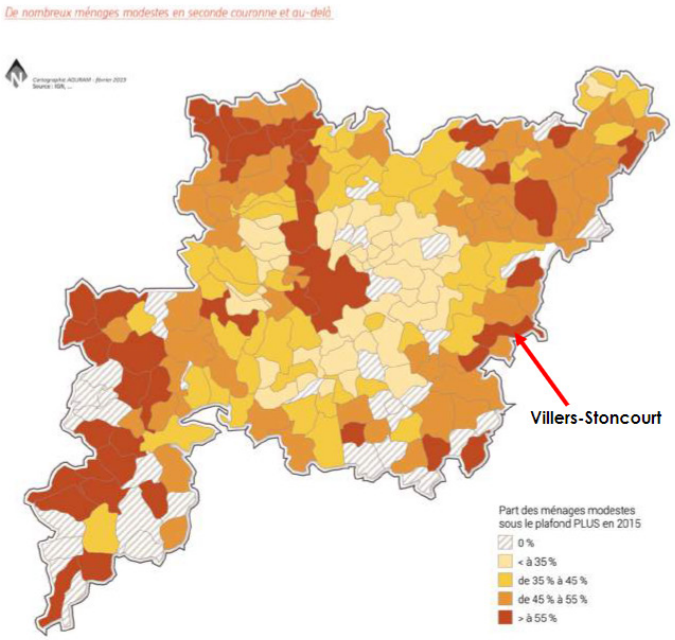
(Source : Rapport de présentation du SCoTAM)

La fuite des jeunes ménages désirant accéder à la propriété dans un logement individuel, en deuxième couronne (secteurs est, sud et nord- ouest du SCoTAM) et dans les pôles secondaires (Rémilly, Courcelles-Chaussy, Boulay, etc.) constitue aussi une donnée à part entière dans les évolutions en cours : les prix de l'immobilier individuel en accession pratiqués en cœur d'agglomération messine et dans les communes périurbaines immédiates (268 000 € sur le territoire de Metz-Métropole contre 245 000 € sur le reste du SCoTAM, et autour de 210 000 € au-delà sur les franges est, ouest et sud), sont en effet devenus incompatibles avec le budget moyen des jeunes ménages et influent directement sur le choix d'habiter.

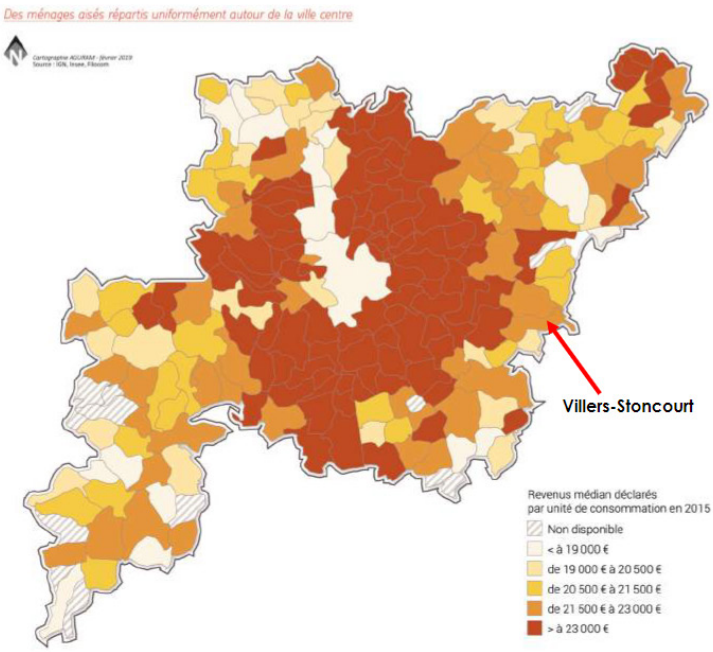
L'éloignement vers des secteurs où le prix du foncier est moins élevé, accueillant de fait des programmes immobiliers plus accessibles (la maison individuelle de type pavillonnaire étant le modèle dominant), devient alors le facteur décisif permettant la réalisation effective du projet d'acquisition. Cette tendance à l'œuvre sur le territoire pourrait perdurer. En effet, le renchérissement du coût du foncier, constaté depuis plusieurs années déjà, ne cesse de progresser, passant de 73 €/m2 en moyenne en 2006 à 129 €/m2 en 2016 sur le SCoTAM. À ce jour et au regard des dernières évolutions connues, les prix du foncier restent globalement élevés, notamment sur le Nord du SCoTAM. (CC Rives de Moselle et désormais CC du Pays Orne-Moselle) et Metz Métropole, qui sont, de loin, les secteurs les plus onéreux, autour de 140 €/m2 sur la période 2014-2016.

Certaines structures intercommunales du SCoTAM affichent des hausses très importantes : sur le territoire de la CC du Pays Orne-Moselle, le prix moyen est passé de 73 €/m2 en 2006 à 141 €/m2 en 2016. Sur le secteur du Sud Messin, l'évolution du prix du foncier en individuel est proche (73 €/m2 en 2006 contre 126 €/m2 en 2016).

L'écart de prix constaté entre la première et la deuxième couronne du SCoTAM, et surtout au-delà du SCoTAM est conséquent, d'où l'attrait de ces secteurs plus éloignés pour les jeunes ménages



Carte n°8 : Part des ménages modestes sous le plafond PLUS en 2015, carte issue du SCoTAM.



Carte n°9 : Revenus médian déclarés par unité de consommation en 2015, carte issue du SCoTAM.

désirant accéder à la propriété.

Parallèlement, sur la période 2006-2016, il parait difficile de cerner une vraie tendance sur l'évolution de la taille des parcelles. Les données 2016 affichent une forte hausse, mais qui n'est pas révélatrice de l'évolution générale depuis 2006, qui démontre plutôt une stagnation de la surface moyenne, autour de 500 m2. Les données sont très variables d'un territoire à l'autre, avec une tendance plus marquée pour les grandes parcelles à l'est du SCoTAM (CC Houve Pays Boulageois, et CC Haut Chemin-Pays de Pange).

Ainsi l'écart des revenues entre mes différentes communes du SCoTAM est un indicateur qui reflété ces réalités.

La carte n°8, tirée du diagnostic du SCoTAM, présente la part des ménages modestes sous le plafond PLUS (Prêt Locatif à Usage Social), au sein des différentes communes. Cette part est très importante pour la commune de Villers-Stoncourt (supérieure à 55%). Ce constat s'observe pour les autres communes "isolées" et pour les communes affichant un nombre important de logements sociaux.

La carte n°9 présente les revenus médians déclarés par unité de consommation en 2015. Villers-Stoncourt correspond à la tranche des communes de la seconde couronne entre 21 500 et 23 000 euros. Cette carte, illustre parfaitement le phénomène de périurbanisation en cours sur le territoire et la pression foncière qui peut y être associées.

3. L'ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS : QUEL IMPACT SUR LA MORPHOLOGIE URBAINE DE VILLERS-STONCOURT

L'espace urbanisé de Villers-Stoncourt se compose de 3 hameaux :

> À l'Est, Les hameaux de Stoncourt et de la Houtte sont aujourd'hui regroupés suite à l'urbanisation de la rue de Stoncourt.

> Distant d'environ 3 km, le hameau d'Aoury regroupe une vingtaine d'habitations.

La logique d'urbanisation en village-rue induit le fait qu'il n'y ait pas de centralité forte. En effet, trois petites centralités sont visibles : à Stoncourt, La Houtte et Aoury.

À Villers (partie Est), aucune centralité ne se démarque, le développement urbain s'effectue uniquement le long d'un axe principal, la RD75. Ce développement permet ainsi de faire le lien entre les hameaux de Stoncourt et de La Houtte, jusqu'au point de former une conurbation des hameaux. La spécificité de Villers-Stoncourt est que les équipements principaux (église, mairie, école) ne sont pas situés dans une des centralités observées mais le long de l'axe principal au niveau du hameau de Villers.

À Aoury, le développement s'est effectué à la marge de la RD75, autour d'une place où sont concentrées les activités agricoles. Le ruisseau de Machecourt traverse le hameau d'est en ouest et des chemins piétons partent de la place vers les champs.

Les photographies aériennes sur la page suivant montrent que Villers-Stoncourt n'a pas connu de développement pavillonnaire important, excepté au coup par coup entre les hameaux de Stoncourt et de la Houtte. Le bâti a évolué de manière linéaire, ce



Photographie n°1 : Vue aérienne de Villers-Stoncourt, IGN remonter le temps.

qui a permis de fusionner les deux hameaux par la construction d'habitats individuels sur les deux côtés de la départementale, unique liaison à l'époque qui reliait les hameaux. Ce développement a été encouragé par la présence d'équipement le long de cette rue de Stoncourt : Mairie, école, église.

Depuis 1950, à Aoury, le bâti a essentiellement une fonction agricole. Il s'est implanté dans un maillage de routes départementales et de chemins ruraux. Ce sont des logements de gardiennage destinés aux agriculteurs qui se situent à proximité de leurs entrepôts / hangars agricoles. Quelques logements individuels ainsi qu'un hangar agricole se sont développées en extérieur du centre ce qui amène à une très légère extension de la zone urbaine.

FOCUS SUR L'ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS

Conformément aux attentes de **l'article L.151-4 du code de l'urbanisme**, le rapport de présentation du PLUi « *[...] analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années [...]* ». Outre cette obligation législative, cette analyse apparaît comme centrale dans un contexte de lutte contre l'étalement urbain. La superficie totale des espaces naturels, agricoles et forestiers diminuent chaque année au profit de l'artificialisation des sols. Face à cette problématique, la législation a très largement évolué ces dernières années en vue de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces espaces.

1 UNE LÉGISLATION QUI ÉVOLUE

La superficie totale des espaces naturels, agricoles et forestiers diminuent chaque année au profit de l'artificialisation des sols.
Face à cette problématique, la législation a très largement évolué ces dernières années en vue de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces espaces.
Le phénomène d'étalement urbain correspond à une artificialisation des terres non urbanisées, des terres agricoles et naturelles, au profit de l'urbanisation (habitat, activités, routes etc.). Ce phénomène a été alimenté par l'usage étendu de l'automobile depuis plusieurs décennies. L'État a donc, depuis le début des années 2010, apporté de profonds changements législatifs afin de tendre vers un meilleur équilibre entre développement urbain, préservation des terres et développement durable.

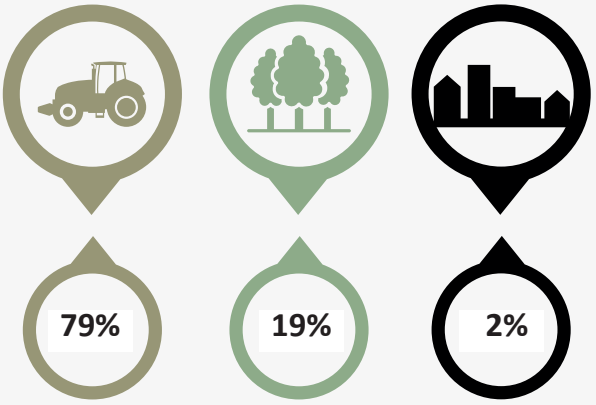
La promulgation des Lois Grenelles 1 et 2, ainsi que l'entrée en vigueur de la loi pour un Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, ont participé pleinement à la lutte contre la consommation foncière des espaces agricoles, naturels et forestiers. Depuis, les documents de planification et d'urbanisme comme le Plan Local d'Urbanisme, ont pour obligations de :

> Mesurer la consommation d'espace au cours des dix dernières années précédant l'approbation du document,
> Fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

La préservation des terres est une enjeu primordial pour le territoire français. Les préserver c'est agir en faveur de la protection de la faune et flore locales qui jouent un rôle important dans l'écosystème local, mais aussi préserver la valeur agronomique des sols.

Approuvé récemment, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité des Territoires (SRADDET) est venu renforcer les objectifs de lutte contre l'artificialisation excessive des sols. Le SRADDET, approuvé le 24 janvier 2020, pose une stratégie d'avenir pour la région Grand Est. Il élabore une stratégie à horizon 2050 pour l'aménagement et le développement durable du Grand Est. Depuis d'autres lois s'ajoutent comme la loi CLIMAT qui vient renforcer l'ambition de limiter la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

2 OCCUPATION DU SOL : UN TERRITOIRE MAJORITAIREMENT AGRICOLE ET FORESTIER



Le territoire est occupé majoritairement par des espaces agricoles (79% de la surface totale du ban communal) par des espaces naturels, agricoles et forestiers. Les espaces forestiers et les espaces naturels occupent une place moins importante (respectivement : 10.1% et 8.7%). Ces espaces ont une valeur importante. En effet, ils contribuent à la richesse locale en termes de biodiversité, d'économie ou encore de paysage et plus globalement ils ont une incidence sur le cadre de vie.

Les espaces bâtis (bâtiments, habitats, routes, activités commerciales, artisanales, industries etc.) occupent 2.1% de l'espace.
Ainsi ces données illustrent le caractère rural du territoire avec une prédominance des surfaces agricole.

3 ARTIFICIALISATION DES SOLS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES (2010-2020) ET NOUVEAUX LOGEMENTS

Au cours des dix dernières années, il y a eu une seule nouvelle construction au sein de la commune. Cette construction est une maison individuelle qui s'est implantée sur une parcelle au sein de la partie actuellement urbanisée de la commune.

Entre 2010 et 2020, il n'y a pas eu de nouvelles constructions à vocation économique et de nouvelles constructions à vocation d'équipements collectifs.

FOCUS SUR L'ANALYSE DU TISSU BÂTI ET DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

1 DES ÉVOLUTIONS DES PRATIQUES DE L'URBANISME

La recherche de densité pour lutter contre l'étalement urbain est de plus en plus sollicitée par les pouvoirs publics. Celle-ci permet de concentrer les efforts de productions de logements, d'équipements, de services ou de locaux commerciaux au sein des zones déjà urbanisées et de limiter ainsi l'ouverture à l'urbanisation des terres agricoles ou naturelles. Elle se retranscrit à travers la production de nouvelles constructions ou des opérations plus denses dans le tissu existant. Cette solution pour limiter l'étalement urbain se fait de deux manières :

- La récupération des immeubles vacants, dégradés, insalubres ou désuets qui peuvent être réhabilités ou démolis en l'absence d'intérêt patrimonial et en fonction de leur degré de dégradation.

- Le comblement d'interstices urbains non bâties (comblement des dents creuses, restructuration d'emprise foncière, changement de vocation de certaines parcelles, divisions parcellaires à l'initiative des particuliers etc.).

Pour les bourgs et pôles l'enjeu de la densification est de retravailler la configuration des usages afin d'assurer une plus grande proximité entre les lieux de vie, de travail, de loisirs et de consommation.

2 LES EFFETS DE LA DENSIFICATION

Le processus de densification présente plusieurs effets positifs pour les acteurs du territoire.

Cette pratique permet à la collectivité de limiter les coûts d'aménagement avec une diminution des investissements pour l'étirement des réseaux ou la réalisation d'infrastructures.

La compacité du tissu urbain permet de proposer des zones de chalandises plus densément peuplées permettant d'avoir un effet positif sur le fonctionnement des services publics, des commerces, des équipements etc. Par ailleurs, dans un contexte de vieillissement démographique, la proximité des services et des commerces de proximité apparaît comme étant un enjeu fort pour le territoire de demain.

De surcroît, le processus permet la structuration de nouvelles formes urbaines moins consommatrices d'espace et une modification des mobilités contribuant, notamment au sein des pôles, une baisse de la dépendance aux véhicules individuels et donc à l'usage d'énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre.

Enfin, le processus de densification permet de limiter l'impact de l'urbanisation sur les espaces naturels et agricoles au profit des zones urbanisées. Le maintien et la préservation de ces espaces est actuellement un enjeu fort.

3 LES CAPACITÉS DE DENSIFICATION DE VILLERS-STONCOURT

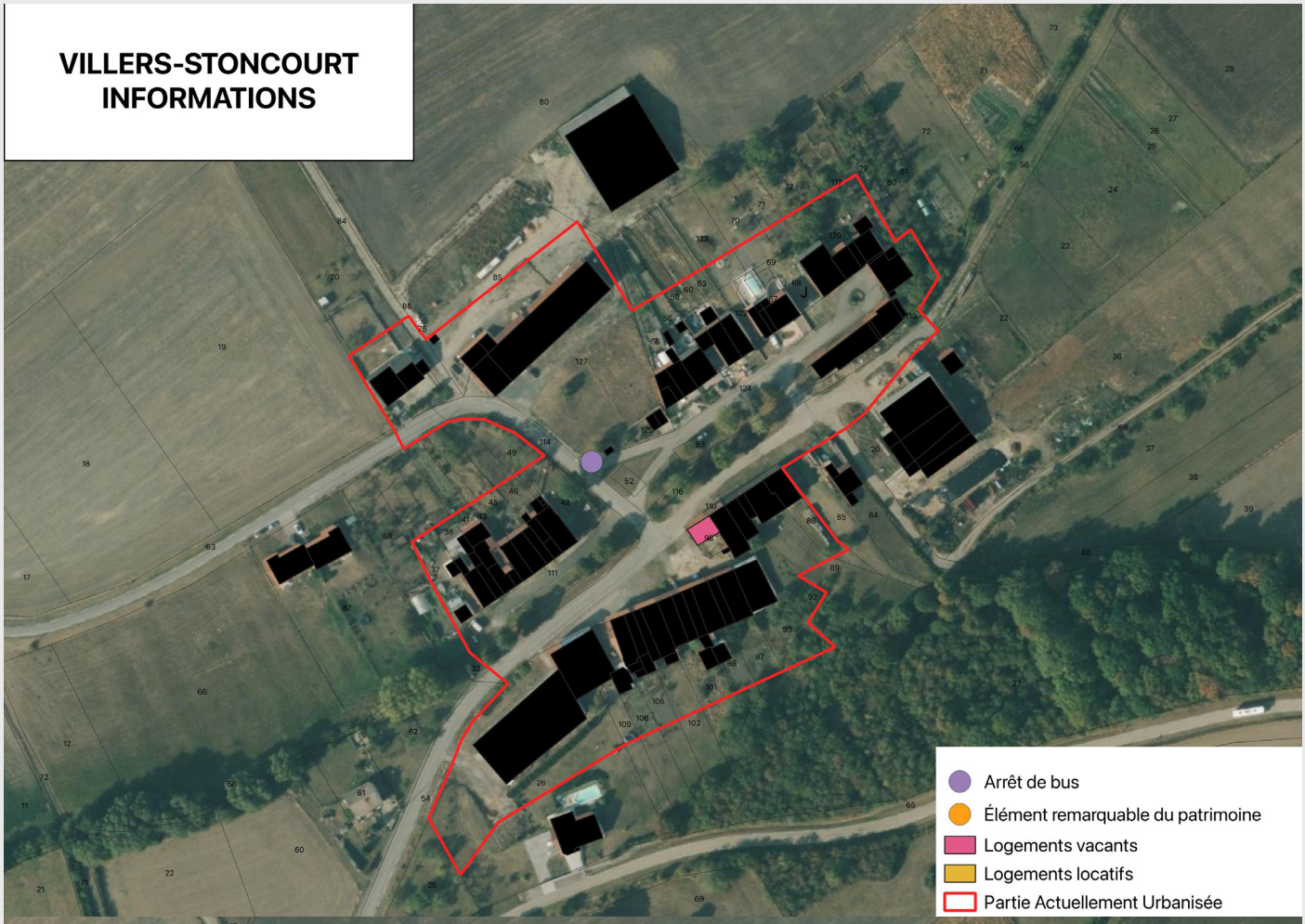
Afin de répondre aux objectifs de renouvellement urbain et de densification, le cadre législatif impose aux Plans Locaux d'Urbanisme de recenser et d'analyser les capacités de mutation du tissu urbain existant. L'élaboration de cette démarche ne peut s'appréhender sans l'élaboration d'une méthodologie quantitative et qualitative des parcelles susceptibles de muter et d'alimenter la stratégie foncière de la collectivité.

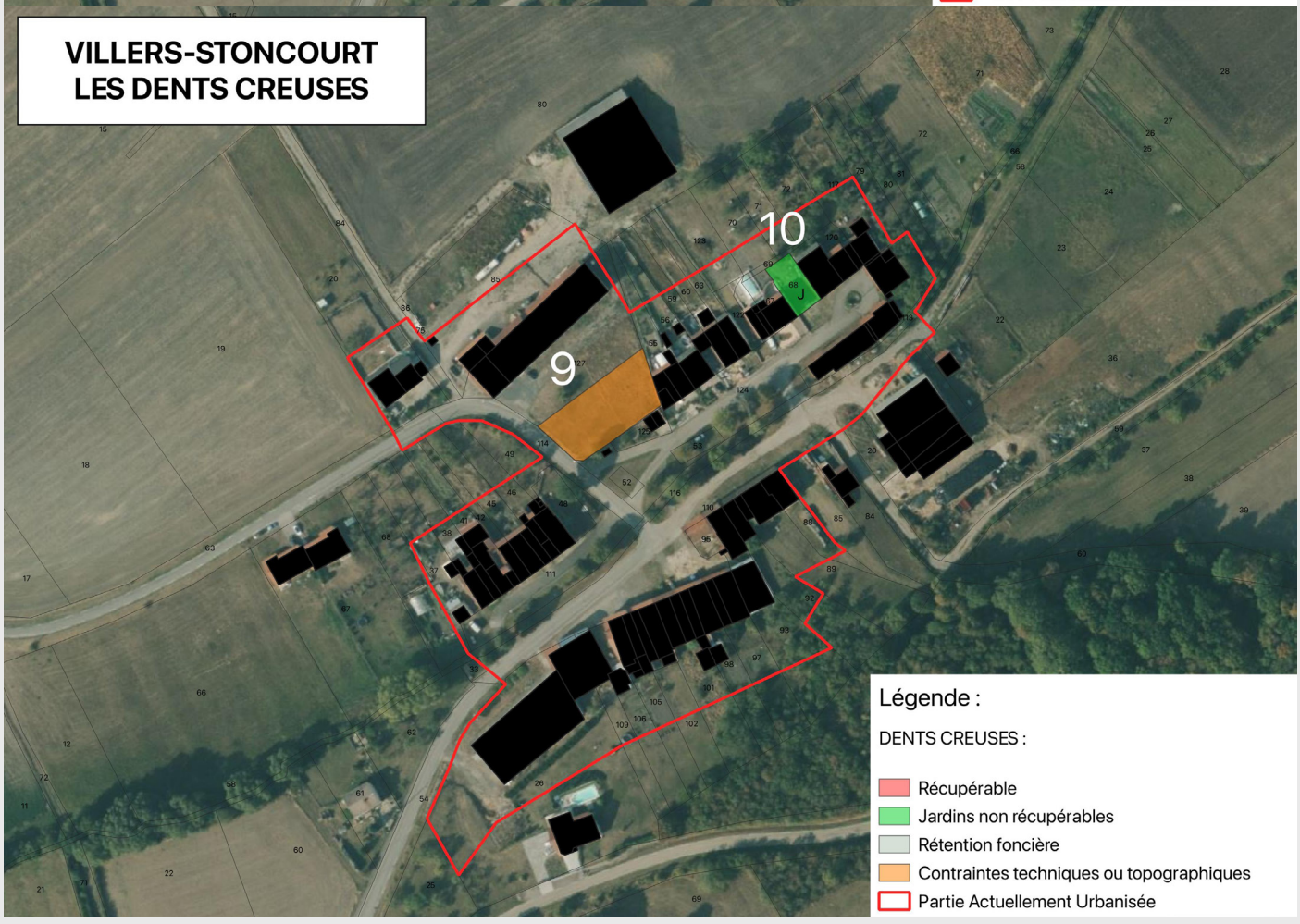
Pour ces analyses, un travail fin est indispensable. Un travail à la parcelle basé sur la connaissance des élus. Ces analyses ont pour objectifs d'identifier le potentiel mobilisable au sein de la commune et de les croiser avec les besoins de Villers-Stoncourt. Afin de calibrer le projet communal, la Partie Actuellement Urbanisée (PAU) de la commune a été réalisée afin de déterminer le potentiel existant au sein du tissu bâti.





Cartes n°11 et n°12 : Synthèse de l'analyse du potentiel existant au sein du tissu bâti, NEGE, 2023.





Carte n°13 et n°14 : Synthèse de l'analyse du potentiel existant au sein du tissu bâti, NEGE, 2023.

L'identification des espaces mobilisables (communément appelés dents creuses) ne veut pas dire que ces espaces seront urbanisés ou à l'inverse qu'ils ne le seront jamais en raison de la rétention dont ils font l'objet. Néanmoins, cela permet de dresser la liste des parcelles qui pourraient potentiellement être construites à l'intérieur du tissu bâti d'ici les 15 prochaines années. Cette analyse n'a aucun impact pour le propriétaire de la parcelle qui dispose de son bien foncier et de sa volonté à le bâtir ou non.

Cette analyse permet de mieux calibrer le futur projet de Villers-Stoncourt.

L**es cartes n°11 et n°12** présentent le travail réalisé le 17 août 21 en présence des élus et du CAUE 57. En rouge, la PAU englobe l'espace urbanisée de la commune. Au sein de cette PAU le comblement des dents creuses est considéré comme de la densification. À l'intérieur de cette PAU, nous avons recensé les logements vacants, les dents creuses et les logements locatifs. C'est à partir de cette base de travail que sera rédigé le parti d'aménagement de cette carte communale. Les élus vont définir les ambitions communales pour ces 10 à 15 prochaines années, en accord avec les documents supracommunaux et à partir des grands enjeux établis dans ce diagnostic. Ces ambitions seront confrontées aux potentiels de densification de Villers-Stoncourt afin de connaître les besoins exacts de la commune.

Le hameau d'Aoury est présenté sur les **cartes n°13 et n°14**.

L'ensemble des dents creuses est détaillé individuellement dans le rapport de présentation afin de connaître le potentiel précis. Ce potentiel s'avère relativement faible.

Au total **10 dents creuses** ont été recensées au sein de la commune. Néanmoins, toutes non pas la même probabilité d'urbanisation. Certaines font l'objet d'une rétention, d'autres correspondent à des jardins d'habitation attenant aux maisons, enfin plusieurs terrains sont soumis à des contraintes physiques qui ne permet pas la construction d'une nouvelle habitation.

Le potentiel net de densification par les dents creuses est estimé à 5 nouveaux constructions à usage d'habitation.

En revanche, un fort potentiel concernant la réhabilitation existe au sein de la commune. En effet, un certain nombre de bâtiments agricoles présentent un réel potentiel de réhabilitation. Cependant, le niveau de réhabilitation conséquent et la rétention foncière importante font de cet objectif une tendance à long terme.

Le potentiel de construction en dent creuse :

Après le travail réalisé par les élus quant à l'identification du potentiel de densification de la commune, il a été ciblé 4 types de dents creuses potentielles ciblées l'horizon 2032 :

Les dents creuses pouvant accueillir des nouvelles constructions :

Dent creuse n°2 :

Située rue de Stoncourt sur les parcelles 61/62/63



Cette dent creuse est bien située et pourrait accueillir une a deux nouvelles constructions. Les réseaux sont présents.

Dent creuse n°3 :

Située rue de Stoncourt sur la parcelle 84



Cette dent creuse est bien située et pourrait accueillir une nouvelle construction. Les réseaux sont présents.

Dent creuse n°6 :

Située rue de stoncourt sur la parcelle 21



Cette dent creuse est bien située et pourrait accueillir une nouvelle construction. Les réseaux sont présents.

Dent creuse n°7 :

Située rue de Stoncourt sur les parcelles 60 et 153



Cette dent creuse est bien située et pourrait accueillir une nouvelle construction. Les réseaux sont présents.

Les jardins non récupérables :

Dent creuse n°1 :

Située rue de Stoncourt



Dent creuse n°10 :

Située rue du moulin à Aoury



Les dents creuses faisant l'objet d'une rétention foncière importante :

Dent creuse n°4 :

Située rue de Villers



Dent creuse n°5 :

Située rue de Villers



Les dents creuses faisant l'objet d'une ou plusieurs contraintes techniques :

Dent creuse n°8 :

Située rue de Villers



Cette parcelle est concernée par un transformateur électrique.

Dent creuse n°9 :

Située rue de Servigny à Aoury



Cette parcelle à des contraintes de pente importante, elle est aussi utilisée comme un jardin et fait l'objet d'une rétention foncière importante.

CE QU'IL FAUT RETENIR

> Une commune rurale "isolée" en bordure de SCoT, mais soumise aux influences des polarités qui l'entourent,

> Elle est en bordure de territoire, également tournée vers le bassin de Faulquemont, moins dynamique.

> Bien que Villers-Stoncourt puisse paraître isolée, la facilité des déplacements automobiles la place à une vingtaine de minutes des portes de la métropole.

> À l'échelle du SCoTAM, une évolution démographique globale positive grâce à un solde naturel positif, mais qui cache un déficit d'attractivité général représenté par un solde migratoire négatif.

> À l'échelle de la Communauté de communes Haut Chemin -Pays de Pange, la situation est favorable grâce à une situation géographique avantageuse et au phénomène de périrubanisation, étant située en 1ère et 2ième couronnes.

> Villers-Stoncourt est située au sein de la Communauté de communes qui est démographiquement très dynamique. Néanmoins sa situation personnelle est différente. En effet, contrairement à de nombreuses communes alentours, son évolution démographique n'a pas explosé depuis la 2nd moitié du 20e siècle.

> La commune n'a pas fait l'objet de procédure de lotissement.

> La carte communale devra être compatible avec le SCoT, lui même compatible avec le SRADDET.

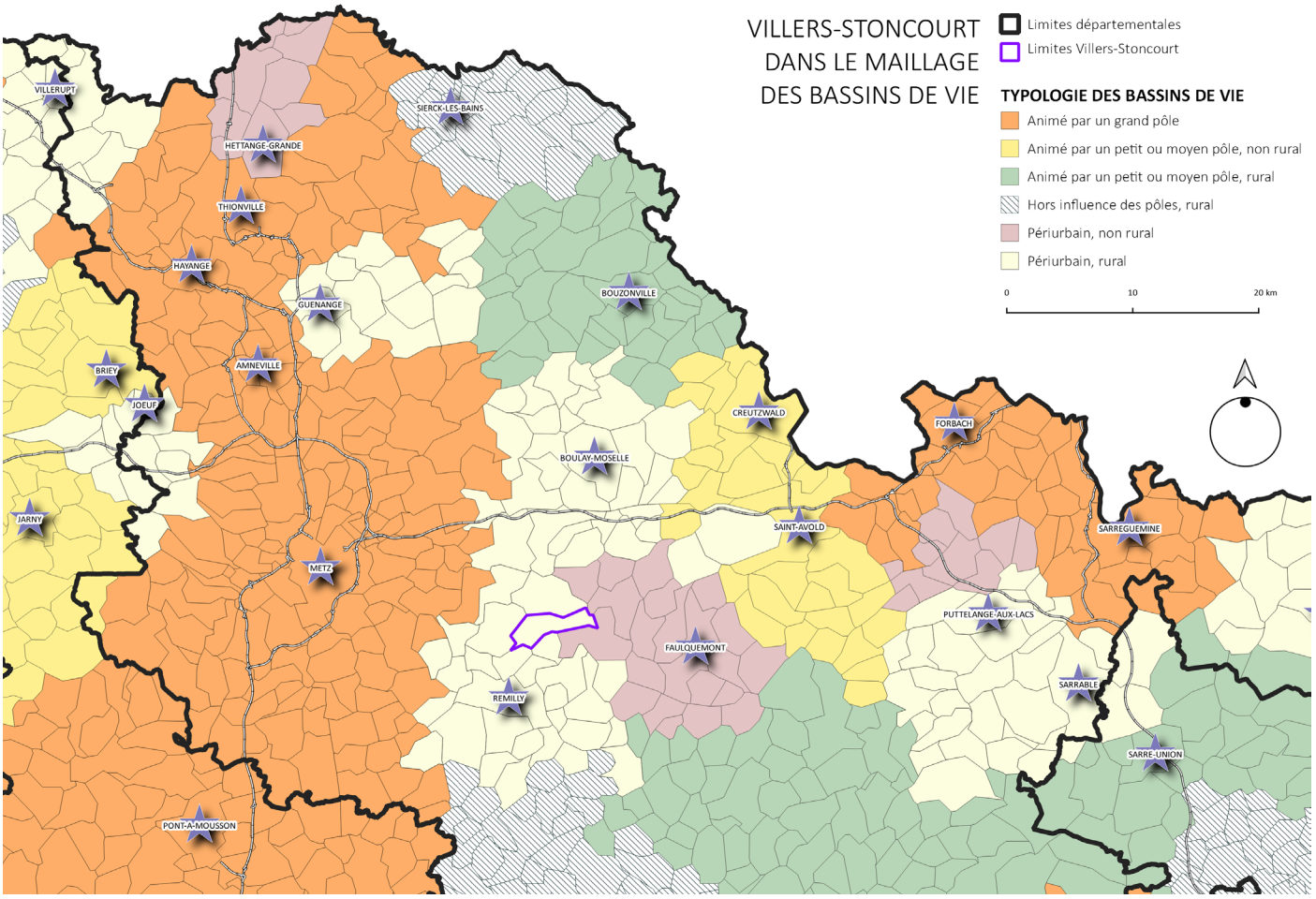
3. PARTIE 2 : COMMENT VIVENT LES MÉNAGES DE VILLERS-STONCOURT ?

Un territoire ne vit pas seul. Cette partie vise à recentrer Villers-Stoncourt dans son environnement direct, celui de l'espace vécu par ces habitants. Elle a pour objectif d'analyser la vie locale : où les ménages se ravitaillent-ils ? Où se situe l'offre de soin ? Quelles solutions de garde pour les enfants ? Etc.

Le bassin de vie dans lequel s'inscrit Villers-Stoncourt concentre des équipements et des fonctions structurantes et indispensables à la vie des habitants. Ces équipements se définissent par leur rareté, leur spécialisation et leur rayonnement. Vecteur de lien social et support d'attractivité, ils participent pleinement au dynamisme local. Outre la présence d'équipements, le lien avec les mobilités est indéniable puisque leur présence ne suffit pas, il faut qu'ils soient accessibles, notamment pour les ménages les plus fragiles et/ou isolés.

Cette partie a pour objectif d'analyser la vie locale à travers la thématique des équipements, des commerces, des services et des équipements publics mais également les réseaux.

1 VILLERS-STONCOURT DANS LE BASSIN DE VIE DE REMILLY



Carte n°15 : Typologie des bassins de vie selon l'INSEE, NEGE, 2022.

Le découpage du territoire en bassin de vie de l'INSEE, permet à une échelle plus fine de **comprendre les dynamiques spatiales à l'œuvre sur le territoire de Remilly.**

L'INSEE définit les bassins de vie ainsi : *Chaque bassin de vie est construit autour d'un pôle de services. Il constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Il ne fait pas référence aux déplacements domicile-travail.*

L'INSEE donne une typologie de ces bassins de vie. Les contours des bassins de vie sont délimités en plusieurs étapes. Tout d'abord est défini un pôle de services comme une commune ou une unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, l'INSEE détermine alors a commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.

C'est dans ces contours que s'organise une grande partie du quotidien des habitants. Les services et équipements de la vie courante servent à définir les bassins de vie. Ils sont ainsi répertoriés en quatre catégories :

> Équipements concurrentiels : Hypermarché et supermarché, grande surface non alimentaire, magasins (vêtements, chaussures, électroménager, meubles), librairie, droguerie, marché de détail, banque, vétérinaire,

> Équipements non concurrentiels : gendarmerie, perception, notaire, Pôle Emploi, maison de retraite, bureau de poste, crèche

ou halte-garderie, installation sportive, piscine, école de musique, cinéma,

> Équipements de santé : médecin, infirmier, pharmacie, masseur-kinésithérapeute, dentiste, ambulance, maternité, urgences, hôpital de court, moyen et long séjour,

> Équipements d'éducation : collège, lycée général et/ou technologique, lycée professionnel.

La commune de Villers-Stoncourt est rattachée au **bassin de vie de Remilly qui rassemble une 27 communes**. Il s'agit, au sens de l'INSEE, **d'un bassin de vie périurbain rural.**

Le découpage en bassin de vie permet de comprendre les espaces vécus par les habitants de Villers-Stoncourt pour ce qui est des besoins les plus courants mais également de donner le niveau d'accès à ces derniers. Hormis l'école, équipement qui est un facteur d'attractivité pour la commune, Villers-Stoncourt ne dispose pas de commerces ou services pouvant répondre aux besoins quotidiens de ses habitants.

Pour les besoins de la vie courante, le bassin de vie de Remilly permet aux habitants de Villers-Stoncourt d'avoir accès en moins de dix minutes en voiture à certains équipements tels que la poste, pharmacie, boulangerie, coiffeur etc.

En revanche pour accéder à des équipements appartenant à la gamme intermédiaire ou supérieurs moins courants, les ménages de la commune doivent se rendre au sein d'un autre bassin de vie. Par exemple pour se rendre l'hôpital, le plus proche se situe à Metz.

Globalement, Villers-Stoncourt se situe à proximité de pôles de services qui lui permettent en moins de 20 minutes d'avoir accès à un panel d'équipements répondant aux besoins courants. **Néanmoins cette mobilité nécessaire pose la question de la mobilité des plus fragiles telles que les personnes âgées.**

Les parties suivantes visent à faire état des principaux équipements nécessaires aux besoins des ménages et leur accessibilité depuis Villers-Stoncourt.

2 LES ÉQUIPEMENTS LIÉS A LA PETITE ENFANCE ET LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES : UN CRITÈRE D'INSTALLATION ESSENTIEL POUR LES JEUNES MÉNAGES

2.1 L'ENJEU DE LA PETITE ENFANCE POUR L'INSTALLATION DE JEUNES MÉNAGES.

L'augmentation du taux d'activité des femmes, l'affaiblissement des solutions grands-parents et l'exigence de qualité des accueils rendent l**a question de l'offre d'accueil Petite Enfance stratégique pour les familles**. Cette question demeure encore plus centrale pour encourager l'implantation de nouvelles familles.

Villers-Stoncourt accueille 4 assistantes maternelles. L'accueil de la petite enfance est une des priorités de la Communauté de communes du Haut Chemin - Pays de Pange qui souhaite répondre aux besoins des familles des 28 communes membres en matière de garde de leurs enfants. En janvier 2014, la Communauté de Communes a ouvert un Relais Petite Enfance (RPE). Le RPE Haut Chemin - Pays de Pange est animé par deux animatrices qui :

- reçoivent les parents pour les renseigner sur les solutions de garde
- accueillent les assistantes maternelles et gardes à domicile pour les conseiller dans leurs démarches
- se déplacent dans les communes du territoire Haut Chemin- Pays de Pange pour y animer des ateliers d'éveil.

Par ailleurs, des services de garde d'enfants existent et se situent au sein de communes voisines telles qu'à Lemud, Raville ou encore dans les pôles relais plus éloignés comme Courcelles-Chaussy. De plus, l'espace périurbain de Metz propose un certain nombre de crèches qui peuvent permettre de répondre aux exigences liées aux horaires de leurs parents et d'être à proximité de leur lieu de travail, pour les actifs travaillant à Metz.

2.2 L'ÉCOLE DE VILLERS-STONCOURT

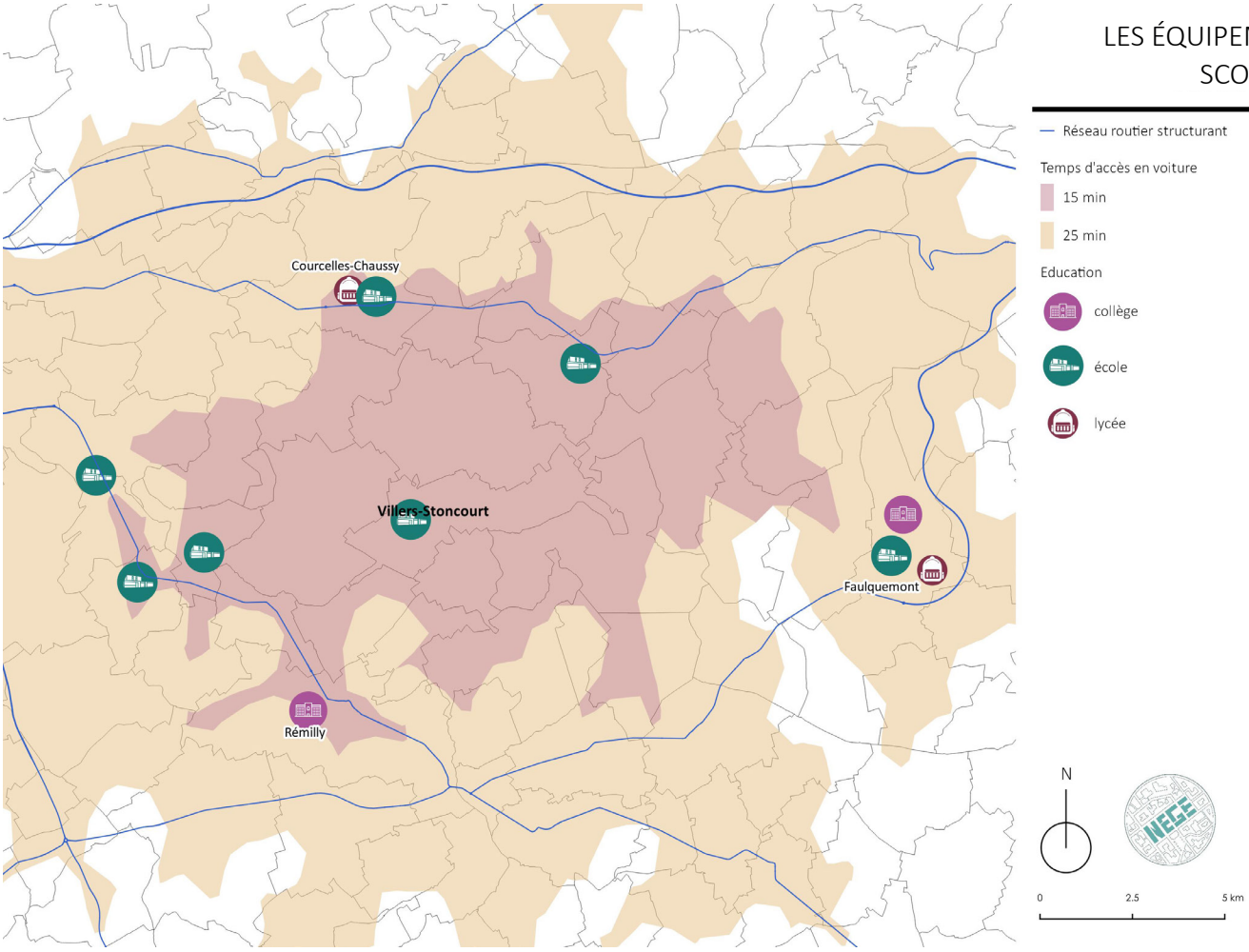
> L'école élémentaire

L'école est un élément central dans la vie des familles. Rythme de vie de l'enfant, enjeu éducationnel et facilitation de la vie quotidienne des familles forment le cœur des enjeux liés à l'école et à l'accueil périscolaire.

Villers-Stoncourt possède une école sur son territoire. Cette présence est un facteur d'attractivité pour les familles qu'il convient de pérenniser. La réflexion initiale quant à la révision e la carte communale s'appuie sur la volonté de maintenir l'école qui est située en cœur de village.

Cette école élémentaire date de 1967 et accueille des enfants de 6 à 11 ans de plusieurs communes puisqu'elle fait partie du Regroupement Pédagogique Intercommunal dispersé n°057113. L'école primaire de Villers-Stoncourt accueillait en 2020 une classe composée de 18 élèves allant du CE2 au CM2 (mais peut accueillir du CP au CM2). Les effectifs et la répartition des élèves par niveau dépendent de la demande du nombre d'élèves inscrits pour le début d'année scolaire.

En 2018, la commune recensait 23,4% d'enfants Villersois âgés



Carte n°16 : ISOCHRONES et équipements scolaires, INSEE, base permanente des équipements, NEGE, 2022.

de 0 à 14 ans. Bien que ce chiffre soit en baisse depuis 2013, les effectifs scolaires de l'école sont en hausse depuis l'année scolaire 2018-2019 passant ainsi de 12 élèves à 18 élèves pour l'année scolaire 2020-2021.

Le maintien de l'école est un enjeu à long terme pour la commune qui doit faire face à un vieillissement constaté de sa population communale. L'école permet d'assurer un renouvellement avec l'installation de jeunes familles avec enfant(s).

La carte ci-dessous carte recense les équipements scolaires au sein ou à proximité direct des 15 minutes d'accès en automobile. Les équipements de la métropole ont été volontairement exclus pour se concentrer sur les équipements de proximité. Au sein de cet espace, l'ensemble des équipements scolaires sont ainsi présents, assurant aux jeunes de Villers-Stoncourt un enseignement de proximité.

> Collège, lycée et enseignement supérieur

La commune ne dispose pas de ces équipements. Les jeunes du territoire doivent se rendre sur des communes comme Rémilly, Courcelles-Chaussy ou encore Faulquemont pour se rendre au lycée et au collège.

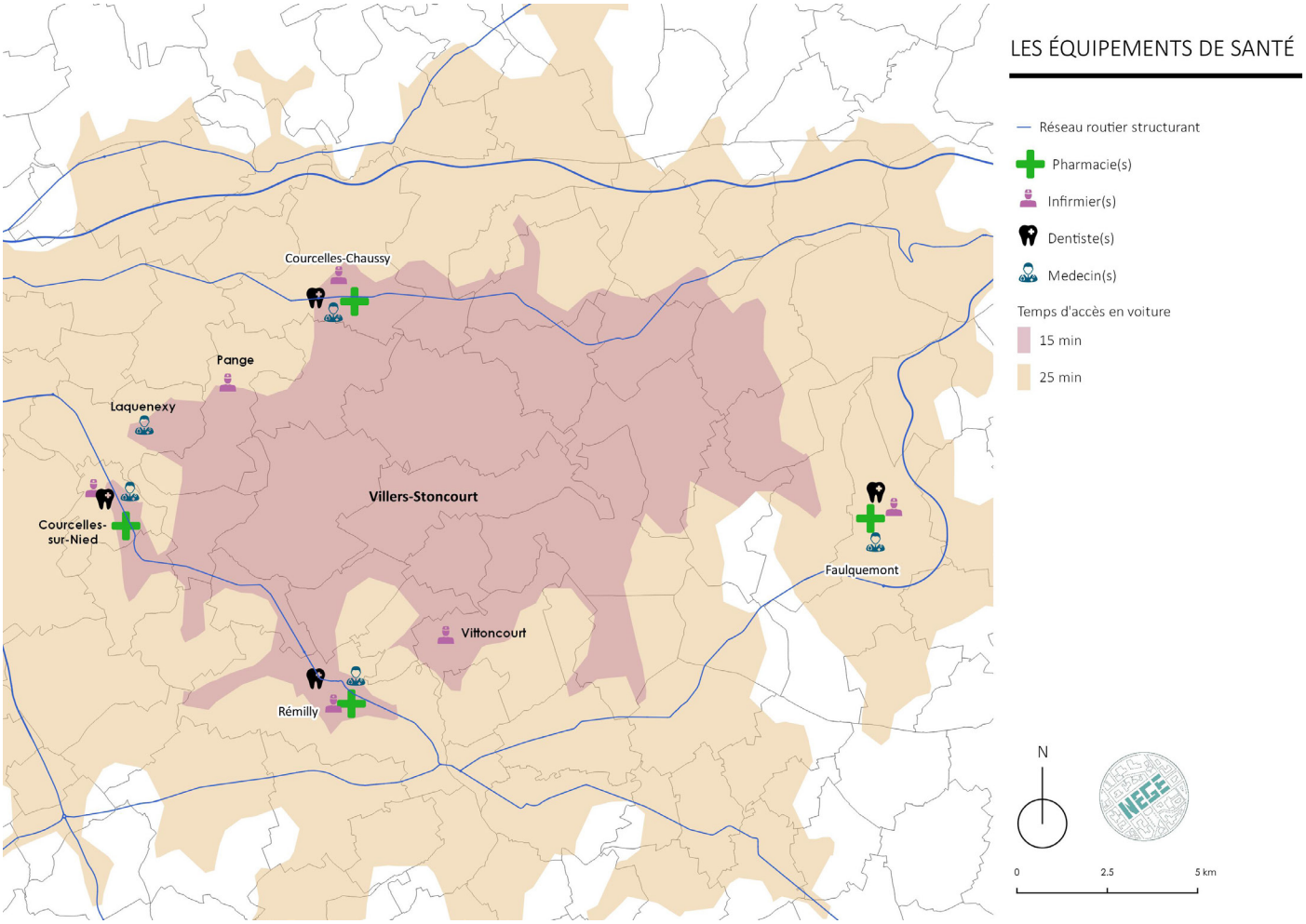
Pour l'enseignement supérieur, les jeunes quittent la commune pour se rendre au sein de pôles universitaires régionales (Metz et Nancy pour la région) ou ailleurs en France, suivant la formation qu'ils souhaitent poursuivre.

3 L'OFFRE DE SANTÉ : FORCES, MENACES ET PERSPECTIVES FACE À UN VIEILLISSEMENT CONSTATÉ DE LA POPULATION

La difficulté d'accès aux médecins généralistes et spécialistes pose la problématique de la fragilisation du nombre de médecins généralistes qui touche de nombreux territoires.
L'offre de soin est aujourd'hui menacée sur les territoires ruraux et voire même certains territoires périubains. Pourtant l'enjeu est double : vieillissement de la population / offre de soin pour les ménages avec enfant(s).

Si les habitants de Villers-Stoncourt ne bénéficient d'aucune offre de soin directement au sein de la commune, l'offre médicale est relativement importante dans les 15 minutes, celle-ci principalement regroupée dans les polarités locales.
Leur présence permet d'assurer une proximité de soin pour les Villersois. Cette proximité est indispensable pour les ménages, notamment avec la perspective d'un vieillissement constaté de la population.

La proximité avec la métropole et les dynamiques



Carte n°17 : ISOCHRONES et services de santé, INSEE, base permanente des équipements, NEGE, 2022.

démographiques locales assurent une attractivité pour les praticiens.

4 L'APPAREIL COMMERCIAL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DU QUOTIDIEN DES HABITANTS

Le commerce permet d'assurer une proximité avec les ménages pour satisfaire leurs besoins de la vie courante (alimentaires, récréatifs etc.).

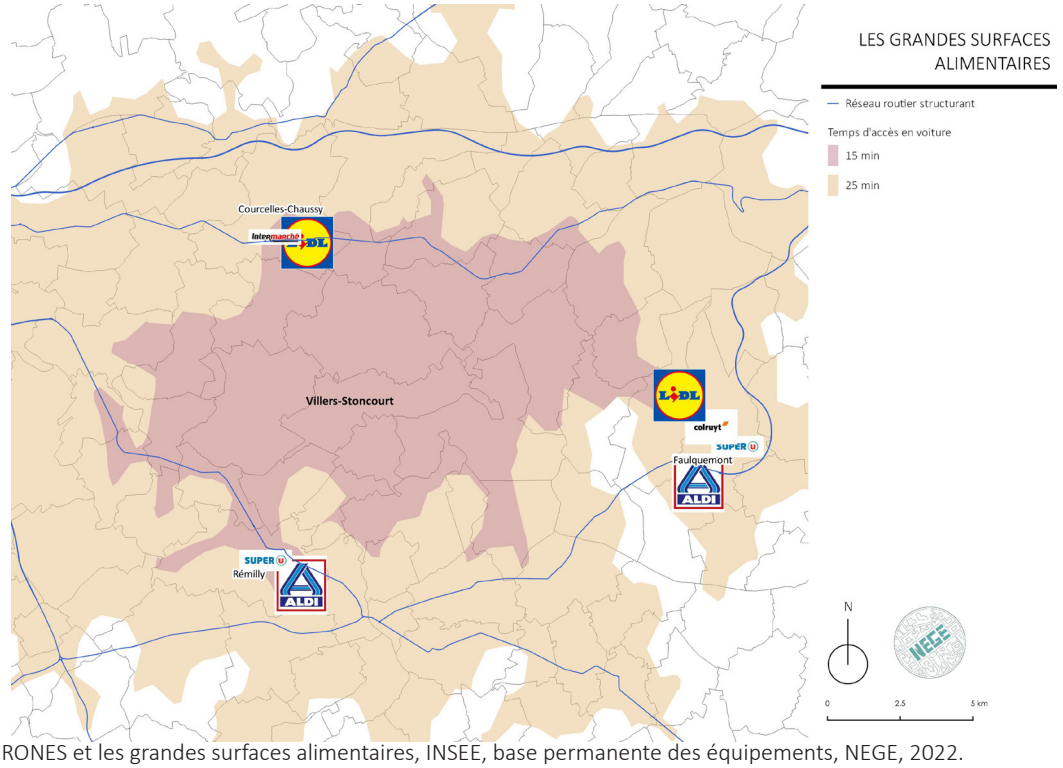
Plus qu'un rôle économique, le commerce assure également un **lien social** avec la population. Il permet aux plus fragiles comme les personnes âgées de ne pas être isolées. Cette problématique de l'accès aux commerces est d'autant plus importante puisque dans le cas de Villers-Stoncourt, **elle est conditionnée par la nécessité de se déplacer en voiture en dehors de la commune**. La commune ne dispose pas de commerces.

Pour tous les autres besoins les ménages doivent donc se déplacer en dehors de la commune.

Pour se ravitailler, les ménages de Villers-Stoncourt doivent se déplacer en dehors de la commune puisque cette dernière n'accueille pas de commerce de proximité.

La carte suivante est présentée selon le même modèle que les précédentes, se concentrant sur la zone des 15 minutes. Les enseignes classiques et discount sont présentes au sein des différentes polarités sont présentes. Pour le reste, la proximité de Metz, son centre-ville ainsi que ses grands centres commerciaux aux aires de chalandise importantes permet aux habitants d'avoir accès à des commerces plus spécifiques.

Par ailleurs, depuis quelques années, la consommation s'oriente de plus en plus vers un retour au local. Depuis 2017, la Communauté de communes Haut Chemain - Pays de Pange souhaite promouvoir les activités et le patrimoine local en proposant un recensement des producteurs locaux de la collectivité. Suite à ce recensement, plusieurs producteurs locaux ont souhaité s'associer pour mettre en œuvre un point de vente collectif sur le territoire intercommunal. Fin 2019, le point de vente collectif « Mets Fermiers » a ouvert sur le à Ogy-Montoy-Flanville. Il n'y a pas de producteurs locaux à Villers-Stoncourt mais ils sont présents à proximité. Par exemple dans le village voisin de Bazoncourt situé à 5 minutes en voiture de Villers-Stoncourt, il y 2 producteurs de viandes et un producteur de fromages fermiers. Ces producteurs vendent leurs produits dans le magasin de producteurs locaux à Ogy-Montoy-Flanville ainsi que dans leur propre ferme.

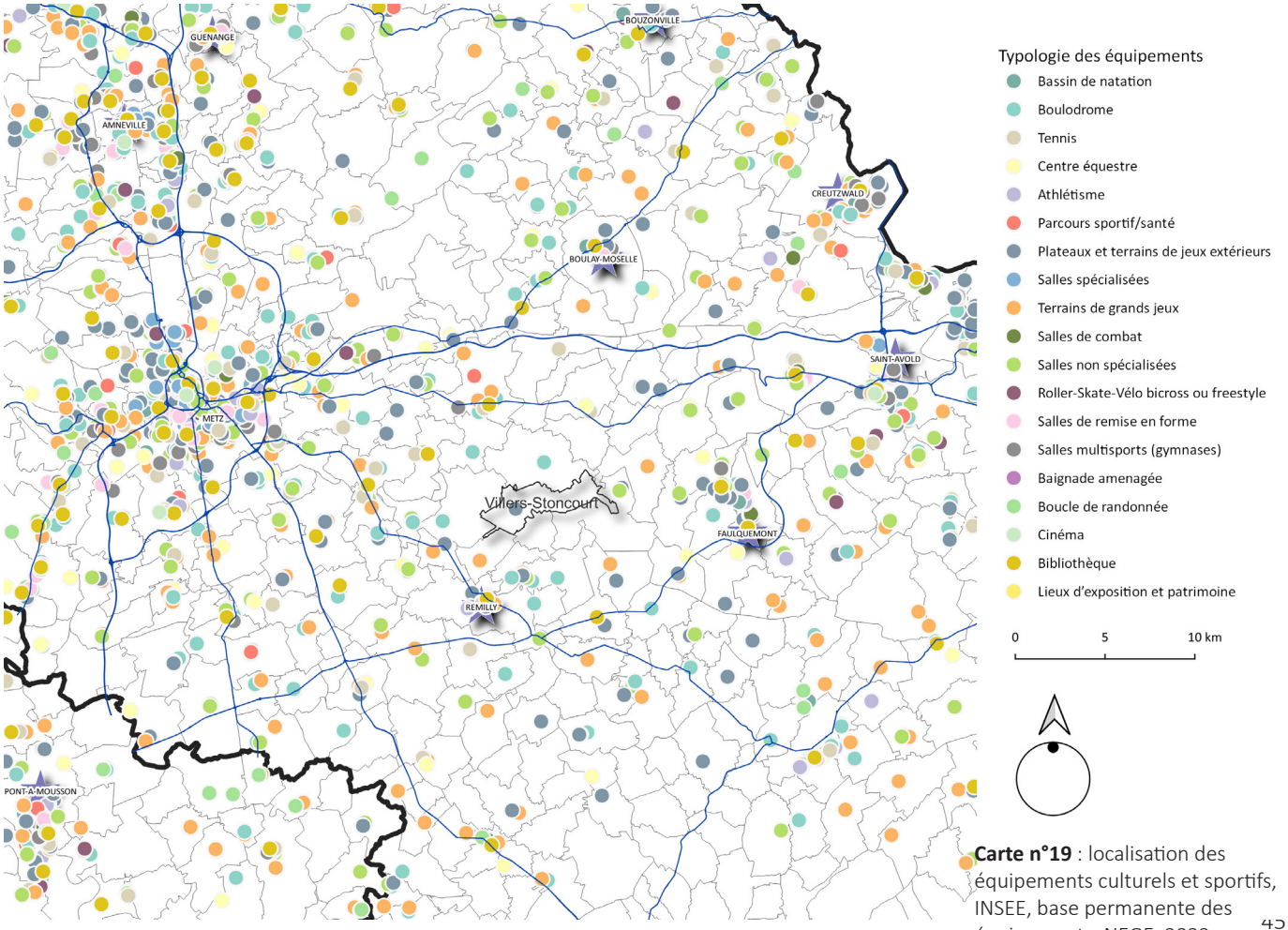


Carte n°18 : ISOCHRONES et les grandes surfaces alimentaires, INSEE, base permanente des équipements, NEGE, 2022.

5. LES ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS EN FAVEUR DU LIEN SOCIAL.

Les équipements récréatifs comme les équipements sportifs et certains équipements publics par exemple **participent activement au dynamisme d'un territoire**. Ces derniers permettent aux ménages de pratiquer différentes activités.

Bien que la commune n'accueille qu'un seul équipement de ce type, une aire de jeux, sa situation géographique lui permet de se situer à proximité d'une offre sportive et culturelle riche et variée.



Carte n°19 : localisation des équipements culturels et sportifs, INSEE, base permanente des équipements, NEGE, 2022.

LES RÉSEAUX ET LE STATIONNEMENT

1 LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Le réseau d'assainissement collectif a été installé et les travaux sont terminés depuis décembre 2021.
Les habitants doivent se raccorder au réseau avec une possible subvention de 1000 à 2000 euros.

Les eaux usées de cette commune sont traitées par une station d'épuration réglementée et récépissé de déclaration n°57-2019-00399 en date du 24 juillet 2019 ayant une capacité de traitement nominal de 300 EH soit 18kg/j de DBO5.
La compétence assainissement est assurée par la Communauté de Communes.

Le hameau de Aoury n'a pas été raccordé.

2 LE RÉSEAU D'EAU POTABLE

SOURCE : https://orobnat.sante.gouv.fr/ & VEOLIA EAU.

> Gestion et qualité de l'eau potable

Le plan du réseau d'eau potable est annexé la carte communale.

3 LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Le plan du réseau électrique est annexé la carte communale.

4 LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

L'ensemble des servitudes d'utilité publique se trouvent en annexe de la carte communale et est prise en compte dans la traduction réglementaire du projet.

5 LE STATIONNEMENT

Le stationnement est une préoccupation publique et privée

Très présent au cœur des commune, le stationnement lorsqu'il est sauvage, est pénalisant pour les déplacements piétonniers, notamment pour les personnes à mobilité réduite ou les parents avec des enfants en bas âge.

Le nombre de places de stationnement sur le domaine public est satisfaisant et il n'y a pas de besoin spécifique quant à cette thématique à Villers-Stoncourt.

CE QU'IL FAUT RETENIR

> Villers-Stoncourt accueille une école en cœur de village, ce qui est atout important en termes d'attractivité.

> L'offre médicale peut apparaître éloignée, l'ensemble des praticiens se trouvant dans un rayon de 15 minutes. Pour autant, l'offre est complète et bien répartie sur le territoire.

> Le pôle de Rémilly est important pour Villers-Stoncourt. Il permet de consulter les services médicaux (médecins, pharmacie, dentiste, sage-femme, infirmier,...), faire ses courses (Super U, Aldi, Magasin Vert, Gedimat, ...) et autres services (auto-école, restaurant, coiffeur, contrôle technique, commerçants, artisans, ...),

> L'absence de commerce de proximité au sein de la commune est donc compensée par la présence de grandes surfaces au sein des polarités locales et par la proche présence de la métropole.

> La commune se situe à proximité d'une offre culturelle et sportive riche, variée et bien répartie.

4 PARTIE 3 : QUEL CADRE DE VIE POUR LES VILLERSOIS ?

Dans les choix d'installation des ménages, le cadre de vie peut être un facteur de prise de décision. Ce fait est renforcé par la crise sanitaire mondiale de 2019 – 2021. Les besoins et les envies des ménages évoluent et leurs attentes concernant les abords de leur lieu de vie sont de plus en plus importants.

Les ménages qui désirent s'installer sur un territoire ne regardent plus seulement l'opportunité foncière ou immobilière mais bien le contexte. En effet, le cadre de vie est un facteur qui peut déterminer un ménage à venir s'installer ou non sur une commune. **La révision de la carte communale est l'opportunité de répondre à cet enjeu et de mettre en valeur les atouts de la commune.**

Ceci passe par l'affirmation de l'identité communale et de la mise en valeur de son cadre de vie au travers de différentes thématiques que sont le patrimoine, l'architecture, le paysage ou encore les mobilités douces.

L'objectif n'est pas de vendre un terrain à bâtir mais offrir un cadre de vie.

HISTOIRE PATRIMOINE ET MORPHOLOGIE

1 L'HISTOIRE DE VILLERS-STONCOURT : UN VILLAGE IMPACTÉ PAR LES GUERRES SUCCESSIVES

Source : Carte communale, rapport de présentation.

Le village de Villers-Stoncourt a des origines très anciennes qu'il est difficile de dater.

L'Histoire raconte que le Ban Saint-Pierre situé sur le territoire de la commune était un lieu païen. Vers le VI° siècle, lorsque le christianisme est peu à peu introduit dans les campagnes, une église est construite. Ce lieu prend de l'importance puisque le 9 Mai 977, l'empereur d'Allemagne Othon II lègue l'église paroissiale située sur les hauteurs à madame l'abbesse Helwide de Saint Louis et à l'abbaye de Saint Pierre aux Nonnains à Metz. Les religieuses bénédictines baptisent alors leur abbaye Saint-Pierre, d'où le nom actuel de la cote 325. Le village est détruit pendant la guerre de trente ans (1618-1648). Il est reconstruit avec des pierres provenant des carrières de Servigny et Berlize. Ce ban Saint-Pierre a été aussi le siège d'une seigneurie lorraine, enclave au milieu des terres de l'évêché et de la république de Metz qui fut cédée au Roi de France en 1718. On peut noter que le village de Villers-Stoncourt apparaît sur les cartes de Cassini de 1761, on y voit également le Haut Saint Pierre avec le dessin d'une église.

Village de l'ancienne province des Trois-Évêchés et annexe de la paroisse et de la mairie de Chanville, Villers-Stoncourt est érigé en commune par ordonnance royale en 1833 avec Aoury comme annexe. En 1854, une église est édifiée dans le village. L'église du Haut Saint Pierre est détruite et sert à la construction de la nouvelle église. Une chapelle est érigée sur le Haut Saint Pierre en 1856.



Figure 18 : Carte de Cassini, géoportail.fr



Figure 19 : Carte de l'État Major, géoportail.fr

• La guerre de trente ans et la vie de la paroisse jusqu'en 1790

La Lorraine et le Barrois furent particulièrement ravagés par les armées françaises et suédoises au cours de la Guerre de trente ans. Villers-Stoncourt ne fut pas épargné. Le village subit des destructions massives pendant la guerre de trente ans. Il est néanmoins reconstruit avec des pierres provenant des carrières de Servigny et Berlize. La construction d'une chapelle en l'honneur de Saint Barthélémy dans le hameau de Stoncourt voit également le jour. En 1790, le village fait désormais parti du canton d'Ancerville.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DE 1914 – 1918

La guerre éclate à nouveau contre l'Allemagne en aout 1914. Villes et villages lorrains ont payé un lourd tribut au conflit avec l'occupation, des prises d'otages, des maisons incendiées, des pénuries, des privations etc. Certains monuments furent mutilés par les Allemands. À la suite de cette grande guerre, les habitants ont érigés en 1929 un monument pour les soldats tombés au front.

LE VILLAGE AU X SIÈCLE

L'empereur d'Allemagne Othon II confirme le lègue de l'église paroissiale située sur les hauteurs et le patronage de la cure qui se trouvait dans le hameau de STONCOURT à madame l'abbesse HELWIDE de Saint LOUIS et à l'abbaye de Saint Pierre aux Nonnains à Metz qu'on appelait alors le « grand Moustier »

DES ÉDIFICES RELIGIEUX DÉTRUITS ET RECONSTRUITS LORS DU SECOND EMPIRE

Le Haut Saint-Pierre, colline située sur le plateau de Villers-Stoncourt accueillais autrefois une église et une chapelle qui ont été détruites en 1854 lors de l'époque française du Second Empire sous le règne de l'empereur Napoléon III. Les pierres de ces édifices serviront à construire la nouvelle église située encore aujourd'hui au cœur du village.

LA GUERRE DE 1939 - 1945

En 1939, le village subit le début des expulsions, suivi d'une arrivée en 1944 des américains, prenant en possession le village jusqu'au 26 mai 1945, où le village fut libéré et une grande majorité des habitants reviennent vivre sur la commune.

Figure 13 : Frise chronologique dates clefs, NEGE, 2022

2 LE PATRIMOINE DE VILLERS-STONCOURT, TÉMOIN DE L'HISTOIRE

Le patrimoine, véritable témoin de l'évolution historique et sociale d'un territoire, **constitue un héritage à transmettre aux générations futures.** D'abord restreinte aux édifices majeurs tels que les cathédrales et châteaux, la notion de patrimoine se décline aujourd'hui vers des environnements naturels, des éléments architecturaux, des éléments cultures, archéologiques ou ethnologiques. Elle touche aussi **l'architecture contemporaine ainsi que le patrimoine immatériel lié aux savoir-faire.**

L'identité de Villers-Stoncourt est marquée par les grands tournants de l'histoire qui se sont succédés. Quel que soit la nature de ces faits marquants (seigneurerie, guerres, etc.), l'identité communale s'est construite autour de ces événements historiques. Le village a connu un certain nombre de dommages et de modifications en raison des multiples conflits qui ont eu lieu.
La carte communale permet de protéger des éléments remarquables du patrimoine (bâti ou naturel) : mur, calvaire, façade, bâtisse etc.

Les éléments suivants sont issus du recensement élaboré dans le cadre de la réalisation de la première carte communale réalisée par SAFEGE Ingénieurs Conseils en juin 2013.

LA CHAPELLE DU HAUT SAINT PIERRE

L'église autrefois sur le Haut Saint-Pierre, a été détruite en 1854 et au même endroit a été construite la chapelle du Haut Saint-Pierre en 1865 en l'honneur de Notre Dame de La Salette.
La commune présente une servitude de protection des sites et monuments naturels (chapelle du haut St Pierre et les arbres qui l'encadrent, site classé le 02/06/1937). Le Haut St-Pierre est un site classé en Moselle. Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. En site classé, tous les travaux susceptibles de modifier l'état des lieux ou l'aspect des sites (par exemple, les travaux relevant du permis de construire) sont soumis à autorisation spéciale préalable du Ministère chargé des sites, après avis de la DREAL, de la DRAC (Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du département concerné) et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS)



Photographie n°2 : Chapelle du Haut Saint-Pierre

L'ÉGLISE ET LE CIMETIÈRE ATTENANT

Cette église néo-romane a été construite en 1856 avec les pierres de l'église située sur le Haut Saint-Pierre.





Photographie n°3 et 4 : Église et son cimetière.

LE MONUMENT AUX MORTS 1914-1918

Ce monument aux morts est édifié rue Stoncourt en 1929 en l'honneur des soldats tombés au front pendant la Première Guerre Mondiale. Il est construit au bord de la route départementale, sur une parcelle enherbée. Il est situé un peu en hauteur, quelques marches permettent d'y accéder. Le monument est en pierres gravées avec une croix à son sommet. Des grilles en fer forgé noires encadrent le monument. Quelques sapins bordent le monument aux morts.



Photographie n°5 : Monument aux morts.

LA CHAPELLE DE LA SAINT VIERGE MARIE D'AOURY

La chapelle de la Sainte Vierge marie d'Aoury a été construite en 1886. Cette chapelle est en enduit blanc, les encadrements de portes et de fenêtres sont en grès. Il y a des fenêtres latérales et deux oeils de bœufs en vitrail. La toiture est en tuiles. Elle est implantée à l'entrée du hameau, au niveau de l'intersection entre la D75 et la rue de la Chapelle. Un tilleul est planté à proximité.

Photographie n°6 : Chapelle de la Sainte Vierge Marie.



LA CROIX DE LORRAINE DU MONT SAINT-PIERRE

"Située sur le site classé " site naturel touristique depuis 1937" du Mont Saint Pierre, la Croix de Lorraine érigée en 1976 est un monument emblématique du patrimoine local qui commémore la libération de la région en 1944.

Elle commémore la libération de la région par les armées américaine, polonaise et française (notamment la 2ème DB du Général Leclerc). Une cérémonie du Memorial Day a lieu tous les ans au mois de mai depuis 1977 puis au 15 août afin de commémorer et honorer la mémoire des libérateurs américains, polonais et français de la région. Cette cérémonie a lieu en présence de militaires français, afin de perpétuer le devoir de mémoire.

La Croix de Lorraine fait partie de l'histoire et de l'identité du site du Mont Saint Pierre et des habitants des villages environnants. C'est un monument à la fois mémoriel et patrimonial. "



Photographie n°7 : Croix de Lorraine.

3 MORPHOLOGIE ET UNE ARCHITECTURE

Cette partie est extraite de la carte communale actuelle.

La commune de Villers-Stoncourt présente une surface de 10,5 km2. Son ban communal est étiré d'Est en Ouest et son espace urbanisé regroupe 3 hameaux (**Carte n°18**).

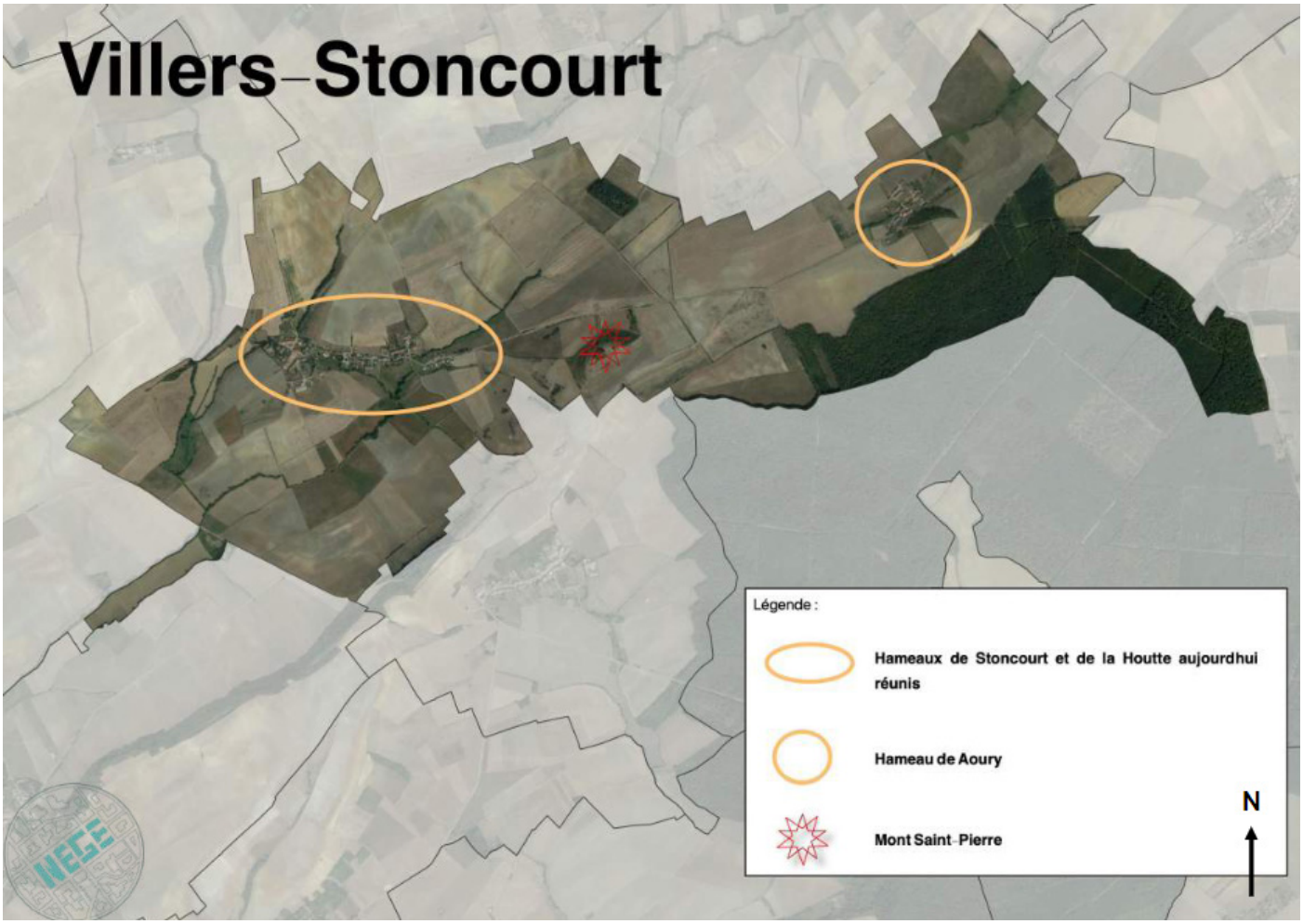
À l'Est, Les hameaux de Stoncourt et de la Houtte sont aujourd'hui regroupés suite à l'urbanisation de la rue de Stoncourt. Distant d'environ 3 km, le hameau d'Aoury regroupe une vingtaine d'habitations. Entre ces deux espaces se tient le Mont Saint-Pierre qui offre une vue panoramique sur l'ensemble de la commune et du grand territoire.

La logique d'urbanisation en village-rue induit le fait qu'il n'y ait pas de centralité forte. En effet, trois petites centralités sont visibles : à Stoncourt, La Houtte et Aoury. On remarque une certaine concentration des activités agricoles et un regroupement des constructions autour d'une place.

À Villers (partie Est), aucune centralité ne se démarque, le développement urbain s'effectue uniquement le long d'un axe principal, la RD75. Ce développement permet ainsi de faire le lien entre les hameaux de Stoncourt et de La Houtte, jusqu'au point de former une conurbation des hameaux. La spécificité de Villers-Stoncourt est que les équipements principaux (église, mairie, école) ne sont pas situés dans une des centralités observées mais le long de l'axe principal au niveau du hameau de Villers.

Il y a également un cours d'eau qui traversent parfois le village, à La Houtte par exemple et de nombreux sentiers entretenus naturellement ponctuent le village afin de rejoindre les champs.

À Aoury, le développement s'est effectué à la marge de la RD75, autour d'une place où sont concentrées les activités agricoles. Le ruisseau de Machecourt traverse le hameau d'est en ouest et des chemins piétons partent de la place vers les champs.



Carte 20 : Villers-Stoncourt, spatialisation des hameaux, NEGE, 2022.

Les photographies aériennes ci-dessous montrent que Villers-Stoncourt n'a pas connu de développement pavillonnaire important, excepté au coup par coup entre les hameaux de Stoncourt et de la Houtte. Le bâti a évolué de manière linéaire, ce qui a permis de fusionner les deux hameaux par la construction d'habitats individuels sur les deux côtés de la départementale, unique liaison à l'époque qui reliait les hameaux. Ce développement a été encouragé par la présence d'équipement le long de cette rue de Stoncourt : Mairie, école, église.

Depuis 1950, à Aoury, le bâti a essentiellement une fonction agricole. Il s'est implanté dans un maillage de routes départementales et de chemins ruraux. Ce sont des logements de gardiennage destinés aux agriculteurs qui se situent à proximité de leurs entrepôts / hangars agricoles. Quelques logements individuels ainsi qu'un hangar agricole se sont développées en extérieur du centre ce qui amène à une très légère extension de la zone urbaine.



Photographie n°7 : vues aériennes,IGN remonter le temps.

4 L'ARCHITECTURE DU TISSU URBANISÉ

Cette partie est extraite de la carte communale actuelle.

Villers-Stoncourt est marqué par quatre types de bâti.

L'HABITAT VERNACULAIRE

L'habitat vernaculaire implanté en alignement par rapport à la rue. L'implantation se fait en front à rue, les maisons sont accolées les unes aux autres sur des parcelles en bandes relativement étroites. Il en ressort une harmonie générale par rapport à l'implantation, la couleur, les matériaux utilisés, etc. Généralement, un large usoir est aménagé devant ces constructions.

Par ailleurs, parmi l'habitat ancien, deux bâtisses peuvent être mises en avant :

> L'école de Villers-Stoncourt, rue de Villers

Le bâtiment est en front-à-rue, composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage. La façade est en enduit bleuté et les encadrements de portes et de fenêtres sont jaunes. Il y a de nombreuses fenêtres aux volets verts.

> L'ancien presbytère de Villers-Stoncourt, rue du Presbytère

Aujourd'hui ce sont des appartements. Implanté en fond de parcelle, le bâtiment, recouvert d'enduit jaune, est composé d'un rez-de-chaussée et de deux étages. La porte d'entrée est située au 1er étage et accessible via un escalier extérieur. La parcelle est fermée par un mur de pierres.



Photographie n°8 et 9 : en haut l'école et en bas l'ancien presbytère.

L'HABITAT CONTEMPORAIN

Le second type est l'habitat contemporain de type pavillonnaire. La plupart du temps, ces constructions sont implantées le long de la RD75, au milieu d'une large parcelle. Cette urbanisation se diffuse également dans les centralités, notamment à Aoury. Les maisons sont de taille, de couleur et de formes variées, cela ne favorise pas la vision d'ensemble de ce type de bâti.





Photographie n°10 et 11 : Pavillons récents.

La carte communale ne propose pas de règlement aux constructions. Cela se ressent lors de la traversée de la commune. Les extensions présentent des formes, des couleurs, des morphologies qui ne s'inscrivent pas dans une cohérence générale. Afin de lutter contre cela, les élus de la commune ont souhaité réaliser un règlement municipal des constructions pour complété la carte communale révisée.

LE BÂTI AGRICOLE.

Enfin, le dernier type est le bâti agricole, très présent à Villers-Stoncourt, notamment dans les centralités, mais aussi à Aoury. Les constructions sont de large taille, implantées en

front à rue ou à l'arrière d'un bâti ancien pour les plus anciennes ou au sein d'une parcelle agricole pour les plus récentes. Ces constructions sont parfois réalisées dans des matériaux légers et contemporains de type tôle ondulée, parpaing, fibrociment, etc.

Une ancienne grange à Aoury

Ce bâtiment est en moellons de pierre enduits de couleur beige. La toiture est à deux pans en tôle ondulée avec un faîtage perpendiculaire à la rue.
Cette construction est remarquable de part sa taille et sont intégration dans le paysage.



Photographie n°12 : Ancienne grange à Aoury.

Un bâti ancien de stockage agricole à Aoury

Ce bâtiment longiligne est en moellons de pierres de couleur jaune clair. La toiture est à deux pans en tuiles. Il est remarquable de part sa forme et sa taille et sont intégration dans le tissu villageois



Photographie n°13 : Ancienne grange à Aoury.

L'HABITAT LIÉ À L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Les corps de ferme anciens

La construction est composée d'un rez-de- chaussée et d'un étage. Les ouvertes sont rares, plus hautes que longues exceptée la porte pour les véhicules. Le bâtiment est en merlon enduit. La toiture est à deux pans en tuiles.
La maison d'habitation était attenante aux bâtiments de ferme.

Son implantation perpendiculaire ou parallèle à la rue, libère un grand usoir pour les travaux de la ferme.
Ces constructions s'intègrent parfaitement au paysage.
Ces bâtiments témoignent d'une activité agricole révolue. Toutefois, malgré la monumentalité des constructions et des porches, l'activité agricole, avec sa mécanisation recourt aujourd'hui à la, construction de bâtiments encore plus grands.







Photographie n°14, 15 et 16 : Corps de ferme.

Le métissage des types de bâti est fortement présent à Villers-Stoncourt, une maison ancienne côtoie un hangar, qui lui-même est à côté d'un pavillon récent. Cela montre l'histoire du développement du village. Pour autant, les cœurs des anciens hameaux sont, encore aujourd'hui identifiables de part la forte concentration de bâti ancien à ces endroits.

LE PAYSAGE

Le paysage est un élément important pour une commune. Il caractérise son identité et contribue à son cadre de vie. Dans les choix d'installation des ménages, ces derniers sont de plus en plus attentifs à l'espace environnant.

1 LES PAYSAGES DE VILLERS-STONCOURT

Cette partie est extraite de la carte communale actuelle.

La commune se place sur un plateau agricole, au milieu d'un paysage d'openfield remembré en comparaison aux années 1950. Le paysage était autrefois une mosaïque composée d'une multitude de petites parcelles agricoles.
Il apparaît que le paysage de la commune est lisible. Autrement dit, la logique visuelle qui organise ce paysage est facilement appréhendable et compréhensible. Cependant, cette limpidité du paysage est aussi source de fragilité dans le sens ou toute intervention sur le paysage sera remarquable. Il faudra donc veiller à l'intégration paysagère des aménagements à venir.
3 unités paysagères principales peuvent être distinguées :

LES UNITÉS PAYSAGÈRES OUVERTES

Représentées par les terres agricoles, les végétaux y sont plus rares et prennent dans ce cas, un intérêt particulier. Ils sont souvent des points d'appel visibles d'autres parties du territoire. Le paysage de la commune est relativement harmonieux, le fil conducteur étant les terres agricoles. En effet, ces terres, unité paysagère, couvrent une très grande partie du territoire. En revanche, les interfaces de cette unité paysagère avec les autres n'ont pas la même dynamique, c'est pourquoi il nous faudra décliner les limites de façon claire pour conserver l'équilibre de ce paysage.

LES UNITÉS PAYSAGÈRES SEMI-OUVERTES

Représentées par les zones urbanisées, les bâtiments et plantations contribuent à cloisonner l'espace, bien que de nombreuses ouvertures soient possibles sur les unités paysagères voisines. On parle de fenêtre paysagère.
Le village de Villers-Stoncourt et le hameau d'Aoury ponctuent le paysage de plaine agricole et rythment le paysage. Le tissu urbain est dense pour l'habitat ancien et plus lâche pour les nouvelles constructions

LES UNITÉS PAYSAGÈRES FERMÉES

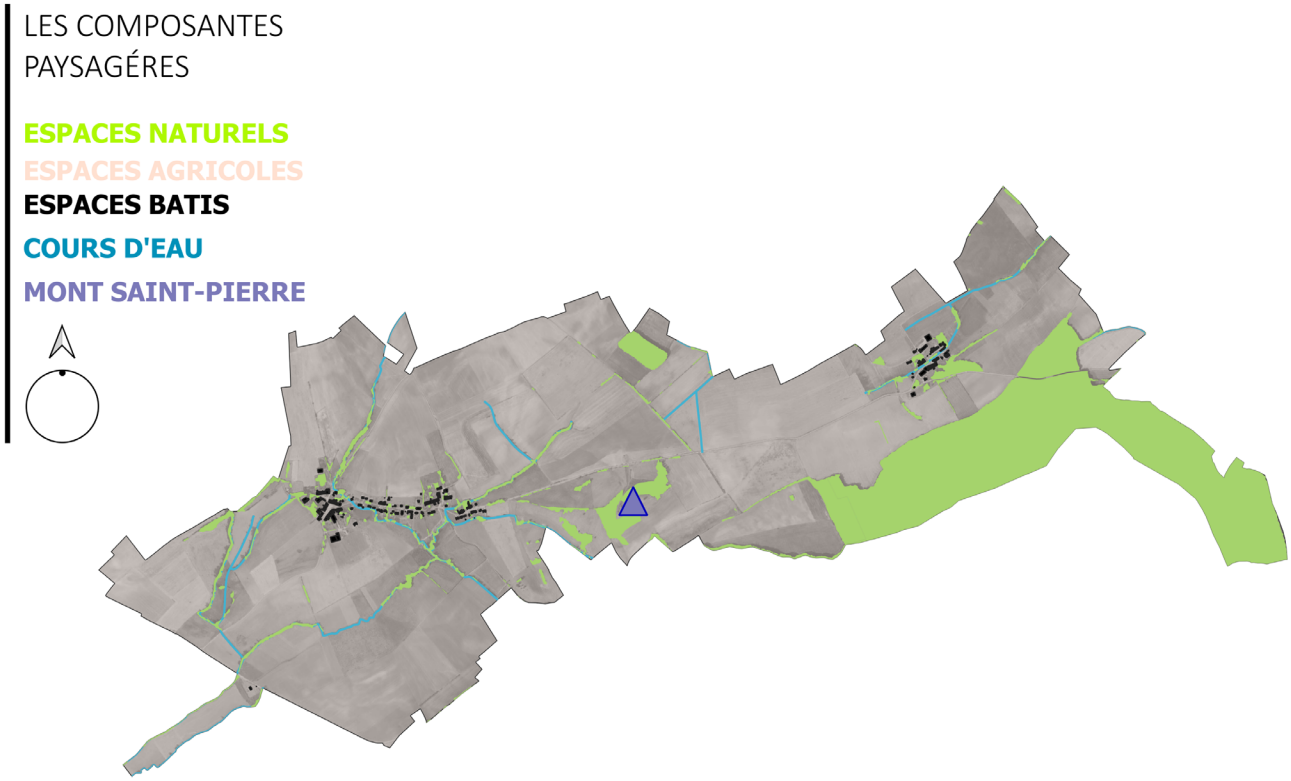
Représentées par les massifs boisés, le regard de l'observateur ne peut porter sur une vue lointaine car la densité des végétaux alentours est importante.

De par la situation du village dans la plaine agricole, le paysage est très ouvert et permet d'embrasser d'un seul coup d'œil une grande portion du paysage. On peut signaler plusieurs vue remarquables, notamment vers le **Haut Saint-Pierre** depuis Villers-Stoncourt et Aoury mais également, la vue en hauteur depuis le sommet du site remarquable.

Depuis la RD275, le paysage offre donc une perceptive visuelle avec un large panorama sur les cultures. Le petit patrimoine paysager, les haies, bosquets, ripisylve et les arbres, présent de façon ponctuelle a un rôle paysager important puisqu'il permet de comprendre l'armature du paysage. A l'intérieur du tissu urbanisé, il n'y a pas ou très peu d'ouverture visuelle vers le



Photographie n°17 : IGN remonter le temps.



Carte 21 : Carte des composantes paysagères de Villers-Stoncourt, NEGE, 2022.



Photographie n°18 : Vue depuis le Mont Saint-Pierre.

grand paysage en raison de la densité du bâti.

Par ailleurs, le SCoTAM a réalisé un plan paysage. En effet, le territoire du SCoTAM est marqué par la présence de nombreux hauts-lieux touristiques, patrimoniaux et naturels. Ceux-ci sont déjà connus, protégés et valorisés. Mais en s'éloignant de ces lieux, le territoire offre un patrimoine historique et local remarquable. Un multitude de lieux ou secteurs participent tout autant à la qualité et à l'identité territoriale.

2 LES ENTRÉES DE COMMUNE

Les entrées de Villers-Stoncourt sont historiquement identifiées grâce à la présence d'un alignement prestigieux de marronniers. Ainsi, une lecture claire est assurée. L'entrée de Aoury est constituée d'une chapelle accompagnée d'un tilleul isolé qui marque clairement l'entrée d'agglomération.
Comme on a pu le voir dans la présentation générale de la commune, le village de Villers-Stoncourt est composé d'un certain nombre de hameaux. Les espaces intermédiaires entre les hameaux sont aussi marqués par un double alignement d'arbres remarquables.



Carte 22 : Carte des entrées de commune, NEGE, 2022.

3 LES MOBILITÉS DOUCES, UN OUTIL DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

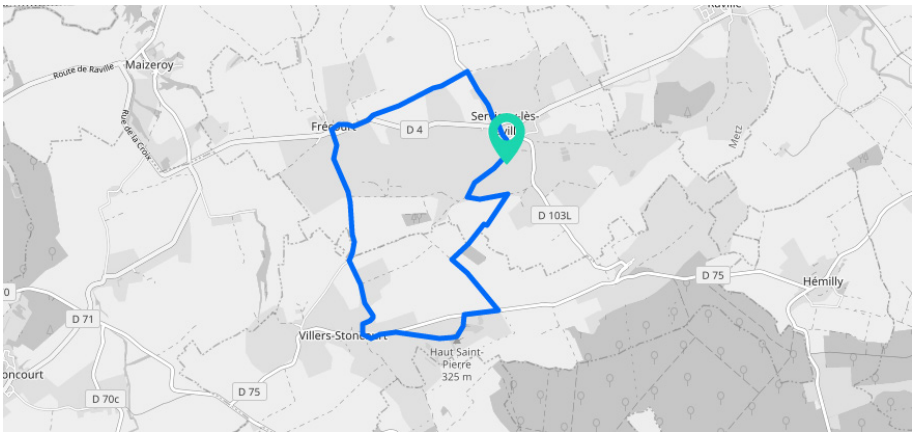
La commune se situe à une altitude de 246 mètres, aux pieds de l'interfluve entre la Nied française et la Nied allemande. La commune abrite plusieurs belvédères :

- Le Haut Saint-Pierre (325m)
- Le Haut du Loup (300m)
- Le Haut de Clarieux (290m)

Seul le belvédère du Haut Saint-Pierre est aménagé. Un circuit pédestre d'une distance de 10.7 km permet sa découverte.

Cette côte se présente comme un belvédère où la vue à 360° est remarquable.

Le circuit représente une boucle (Carte n°21) . Les circuits pédestres de ce type sont d'excellents support pour faire découvrir un territoire et son paysage. Cette mise en valeur profite aussi bien aux habitants qu'aux visiteurs.



Carte 23 : Carte du circuit pédestre du Mont Saint-Pierre, MOSL.fr, 2022.

CE QU'IL FAUT RETENIR

> La commune possède une série d'éléments patrimoniaux remarquables qui racontent son histoire.

> La commune n'a pas fait l'objet de procédures de lotissement. Son développement pavillonnaire s'est réalisé au coup par coup, principalement depuis le début des années 2000, le long de la RD75. Étant donné l'absence d'une réglementation des constructions jusque maintenant, il est difficile de lire une cohérence architecturale générale.

> Le métissage des types de bâti est fortement présent à Villers-Stoncourt. Pour autant, les cœurs des anciens hameaux sont, encore aujourd'hui identifiables de part la forte concentration de bâti ancien à ces endroits.

> Le paysage est dominé par les grandes étendues agricoles. Néanmoins des éléments ponctuels viennent ponctuer le paysage.

> Un circuit de randonnée permet de découvrir le territoire et d'atteindre le Haut Saint-Pierre qui offre un point de vue remarquable.

5. PARTIE 4 : L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'environnement est un enjeu sociétal majeur qui fait l'objet d'une conscience collective de plus en plus partagée. Les enjeux écologiques planétaires, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la grande fragilisation de la biodiversité et de l'épuisement des ressources sont intégrés aux projets. En ce sens, ils posent des défis à relever à tous les niveaux de la société (Pays, Région, Département, EPCI, communes etc.). La sphère environnementale (environnement, biodiversité et préservation des ressources) s'impose donc comme un enjeu mais aussi comme une véritable opportunité d'appuyer la mise en valeur du cadre de vie communale.

Relever ces défis ne doit pas être perçu comme une contrainte qui mène à vivre moins bien mais comme une opportunité pour vivre mieux et autrement.

Intégrer cette dimension au projet de carte communale permet d'appréhender le territoire sous une approche durable de l'urbanisme.

À ce titre, l'État Initial de l'Environnement doit permettre l'intégration des considérations en matière d'environnement. Il permet d'assurer que les incidences potentielles de la mise en œuvre de la carte communale soient prises en compte dès la conception. La démarche prend en compte plusieurs dimensions environnementales

- Milieux naturels
- Pollutions et nuisances
- Ressources
- Risques

Le but est donc de trouver un équilibre entre développement urbain et préservation des espaces naturels et de retenir des choix pour le développement urbain futur qui n'entrave pas les déplacements de la faune.

LE MILIEU PHYSIQUE

1 LE CLIMAT

Le climat de Moselle et plus particulièrement du territoire de la communauté de commune est de type océanique dégradé à influence continentale. Le territoire connait ainsi des précipitations modérées en raison de sa position en contrebas des côtes de Moselle et de son relatif éloignement du massif vosgien. Les mois d'octobre à janvier enregistrent les plus importants cumuls de précipitations.

Les températures sont chaudes en été et les hivers sont rudes. La variabilité interannuelle est donc importante.

Le territoire de la communauté de commune bénéficie de 1566.7 heures d'ensoleillement par an. Le printemps et l'été bénéficient d'un fort ensoleillement tandis qu'en hiver, les mois de décembre et janvier sont pourvues en moyenne de 28 jours d'ensoleillement.

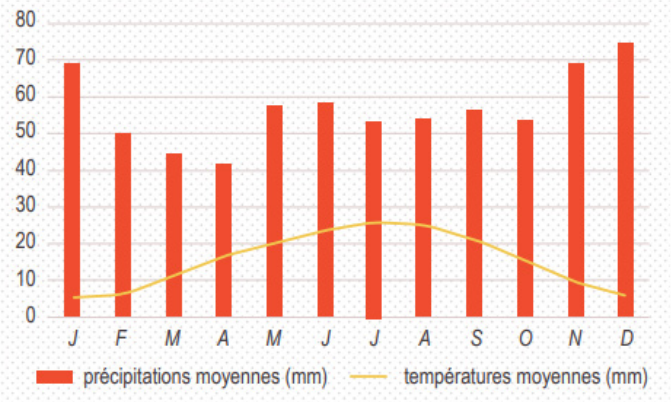


Figure 20 : Diagramme ombro-thermique de la station de Metz-Frescaty entre 2008 et 2018 (SCOTAM)

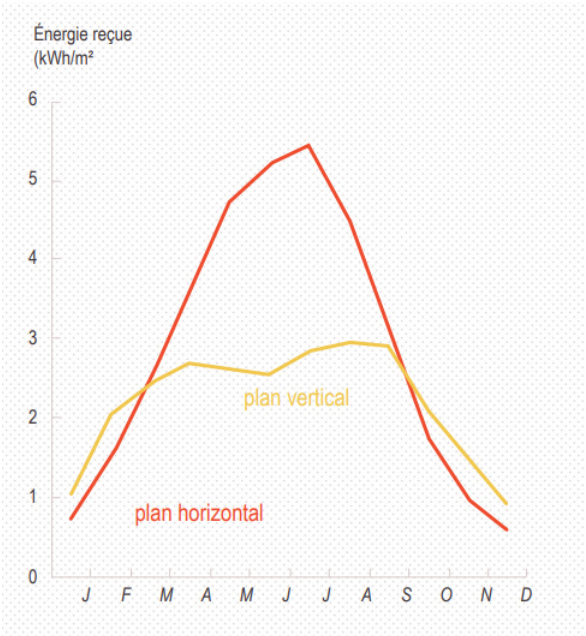
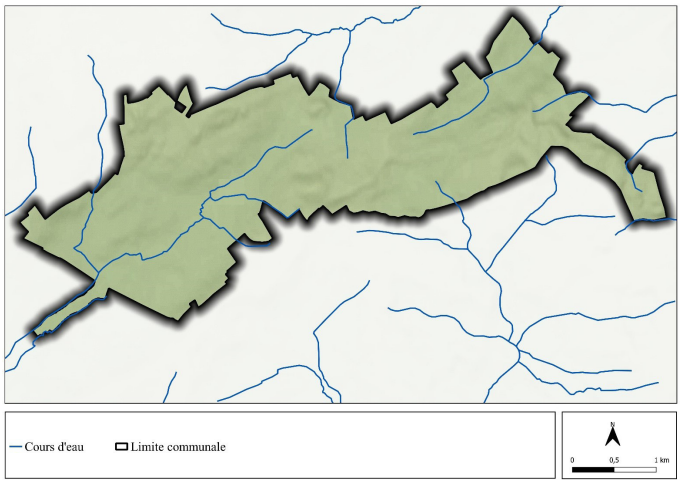


Figure 21 : Irradiation solaire journalière à Metz sur l'année 2012 (Commission européenne)

2 LA TOPOGRAPHIE

La commune de Villers-Stoncourt présente une topographie très peu marquée avec une altitude variant de 224 mètres à 328 mètres. Le Haut Saint-Pierre est situé à 325 mètres.



Carte 42 : Topographie de la commune, FloraGis, 2022.

3 LA GÉOLOGIE

Les données suivantes sont extraites de la carte géologique ai 1/50000ème éditée par le Bureau de Recherches Géologiques et minières (BRGM).

D'après les données à disposition, la commune est concernée par :

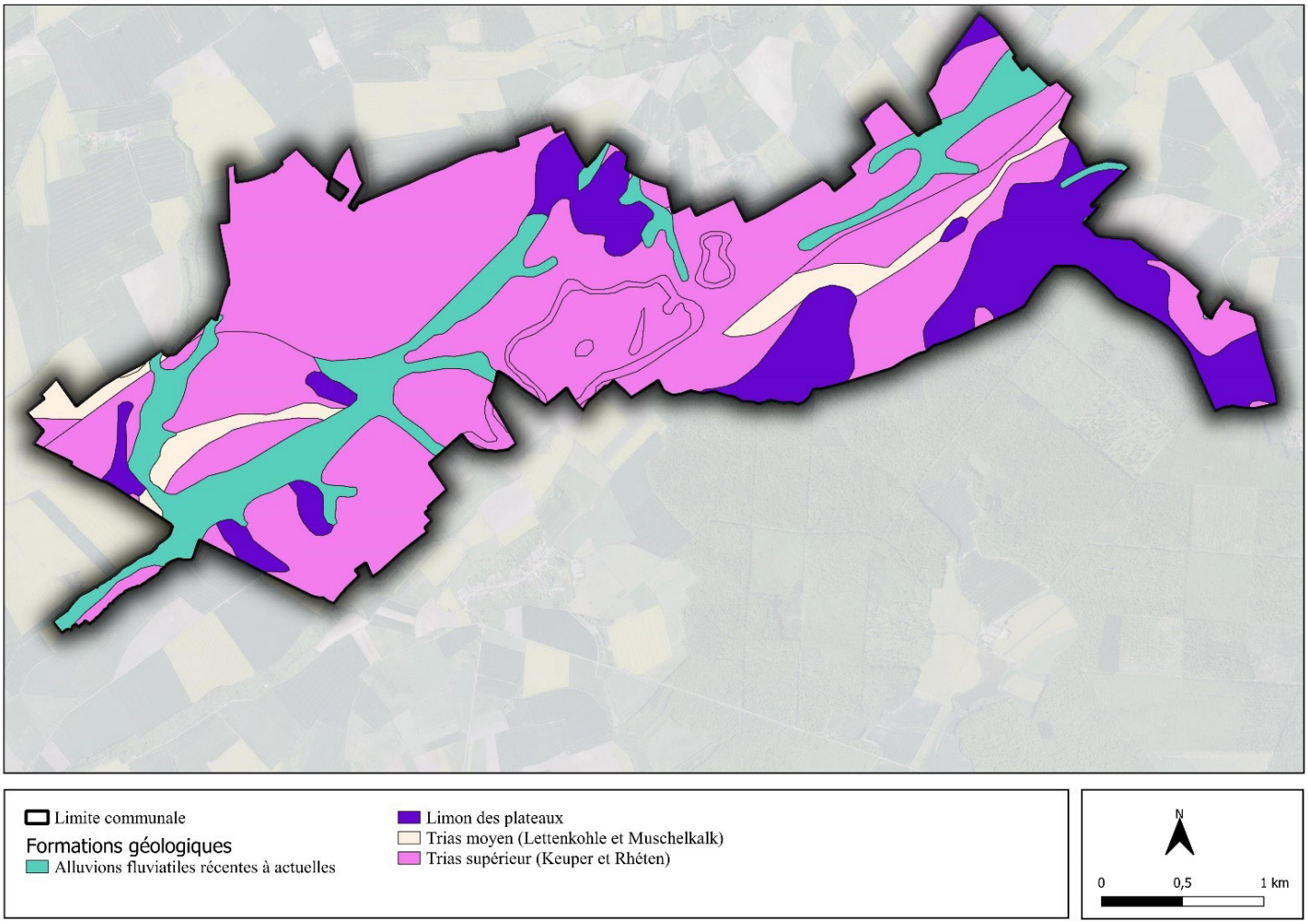
- Les carbonates du Muschelkalk et de la Lettenkohle du Trias moyen : les formations géologiques qui composent ces carbonates sont successivement, de bas en haut, les Couches blanche, le Calcaire à entroques, le Calcaire à Cératites, le Calcaire à térébratules et la Dolomie inférieur. Ces calcaires correspondent à la masse d'eau souterraine des « Calcaires du Muschelkalk » et aux systèmes aquifères des « Calcaires du Muschelkalk supérieur » et des « Dolomies et argiles de la Lettenkohle »

  Les formations à Keuper Rhétien sont héritées du Trias supérieur. Il comporte une succession de marnes, dolomies et grès qui se sont formés en milieu plus lagunaire avec, dans la partie inférieure, des intercalations d'évaporites (sel gemme et gypse). Les Grès rhétiens, qui surmontent cette entité, constituent l'un des principaux réservoirs aquifères et donnent naissance à de nombreuses sources (affluents de la Nied et de la Canner). La succession de ces formations

produit des sols de nature et de compositions variées, présentant des caractères calciphiles à acidiclines, parfois à tendance halophile. Cette caractéristique se retrouve au niveau de la végétation par une diversité assez marquée des habitats naturels.

• Des alluvions fluviatiles récentes à actuelles : le terme « alluvion » désigne une accumulation successive sous forme de cailloux roulés, de graviers, de sables et de limons, des matériaux arrachés par les eaux courantes, dans la partie torrentielle de leur cours, puis déposés, soit dans le cours inférieur des rivières demeurées torrentielles, soit dans la totalité du cours des rivières divagantes, soit enfin pendant les grandes crues des rivières tranquilles. Les alluvions récentes sont celles qui se forment actuellement dans les cours d'eau.

• Des limons des plateaux sur substrat reconnu ou non : surcouche plus ou moins épaisse de dépôts sédimentaires d'origine éolienne. D'un point de vue hydrogéologique, ces limons présentent une perméabilité assez faible. Ils ont donc la particularité de se gorger aisément d'eau et de faciliter le ruissellement



Carte 25 : Caractéristiques géologiques des sols de la commune de Villers-Stoncourt, FloraGis.

4 HYDROLOGIE

4.1 EAUX SOUTERRAINES

Les eaux souterraines proviennent de l'infiltration des eaux de pluie au travers du sol puis des pores et fissures des roches du sous-sol sous l'effet de la gravité. L'eau percole ainsi vers des couches de plus en plus profondes, jusqu'à rencontrer une couche imperméable. Là, elles s'accumulent, remplissant le moindre vide, saturant d'humidité le sous-sol, formant ainsi un réservoir d'eau souterraine appelé aquifère.

La circulation de l'eau dans les interstices du sous-sol est en général très lente. Ces faibles vitesses d'écoulement engendrent une forte inertie des eaux souterraines qui se traduit aussi bien sur la quantité que sur la qualité des eaux contenues dans les nappes.

Cette inertie est d'autant plus importante que la nappe est profonde.

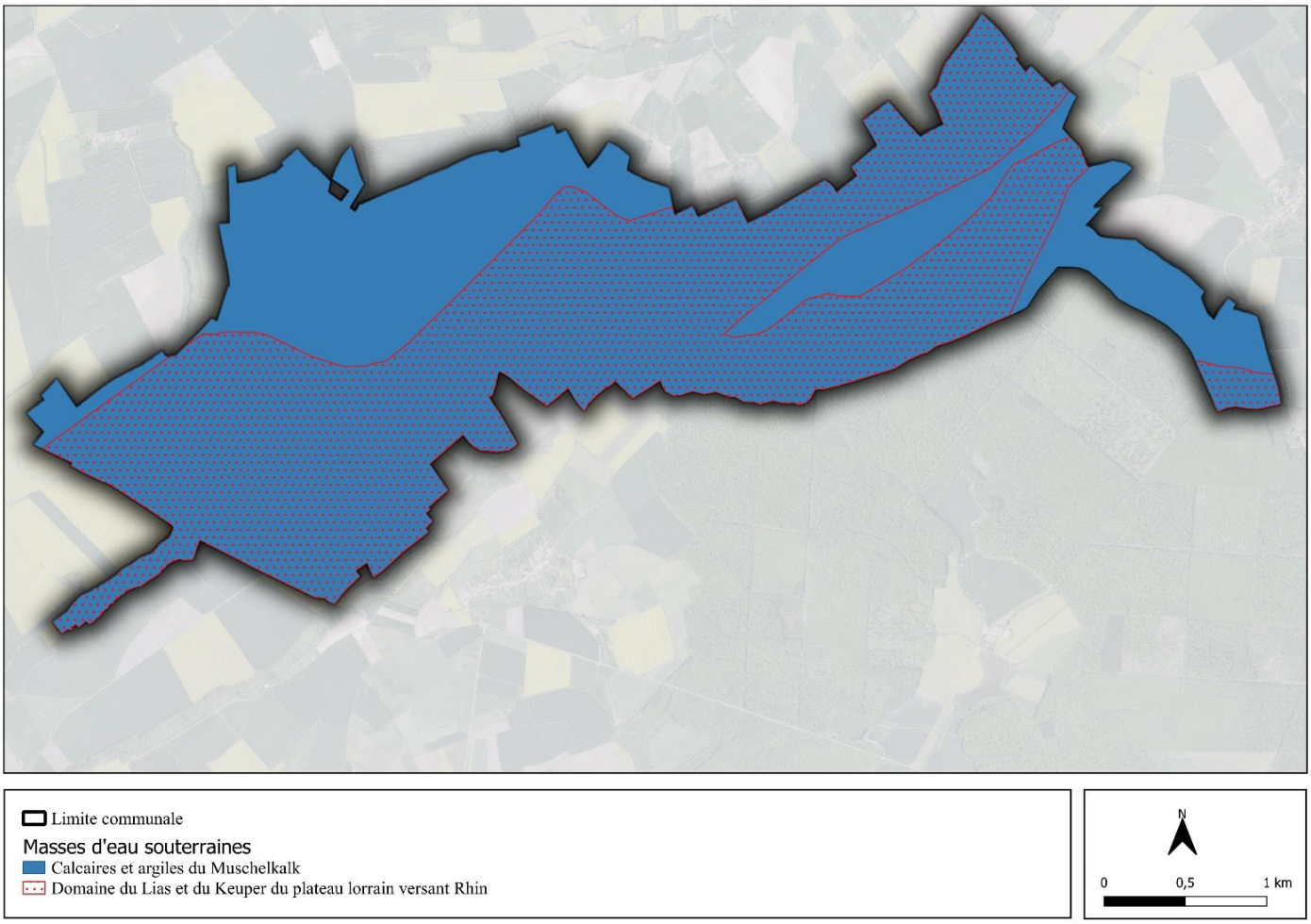
Les eaux souterraines alimentent en eau les rivières et les lacs.

La commune de Villers-Stoncourt est concernée par deux masses d'eau souterraines (geo.data.gouv).

Le « Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin » est de type « imperméable localement aquifère ». Cette ressource présente une ressource limitée malgré sa surface importante (environ 7000 km²). La partie aquifère est comprise entre deux formations marneuses. Du fait de la puissance de ces formations, la recharge de l'aquifère est faible. Toutefois, lorsque l'horizon des grès est affleurant, il donne naissance à de nombreuses sources dont le débit reste modeste (exceptionnellement supérieur à 3L/s), mais constant. Les dolomies, présentes vers 30 à 40 mètres sous la surface, constituent une ressource de qualité par la constance de ces débits malgré leur faiblesse. Le réservoir de cet horizon peut présenter localement des écoulements de type artésien. En règle générale, cette masse d'eau est constituée d'un ensemble discontinu d'aquifères. En surface, la nature imperméable des sols se traduit par un réseau hydrographique dense.

La masse d'eau souterraine les **« Calcaires et argiles du Muschelkalk »** est en fait composée de deux masses d'eaux :

- La masse d'eau des « Calcaires du Muschelkalk » est d'une superficie d'environ 1420 km² et de type « dominante sédimentaire ». Parmi ces 1420 km², 1386 sont affleurants et 35 sont couverts.
- Les « Argiles du Muschelkalk » d'une surface de 908 km² dont 900 sont affleurants. Une partie de cette masse d'eau est comprise dans la masse d'eau des Calcaires du Muschelkalk.



Carte 26 : Masses d'eau souterraines, FloraGis.

4.2 EAUX DE SURFACE

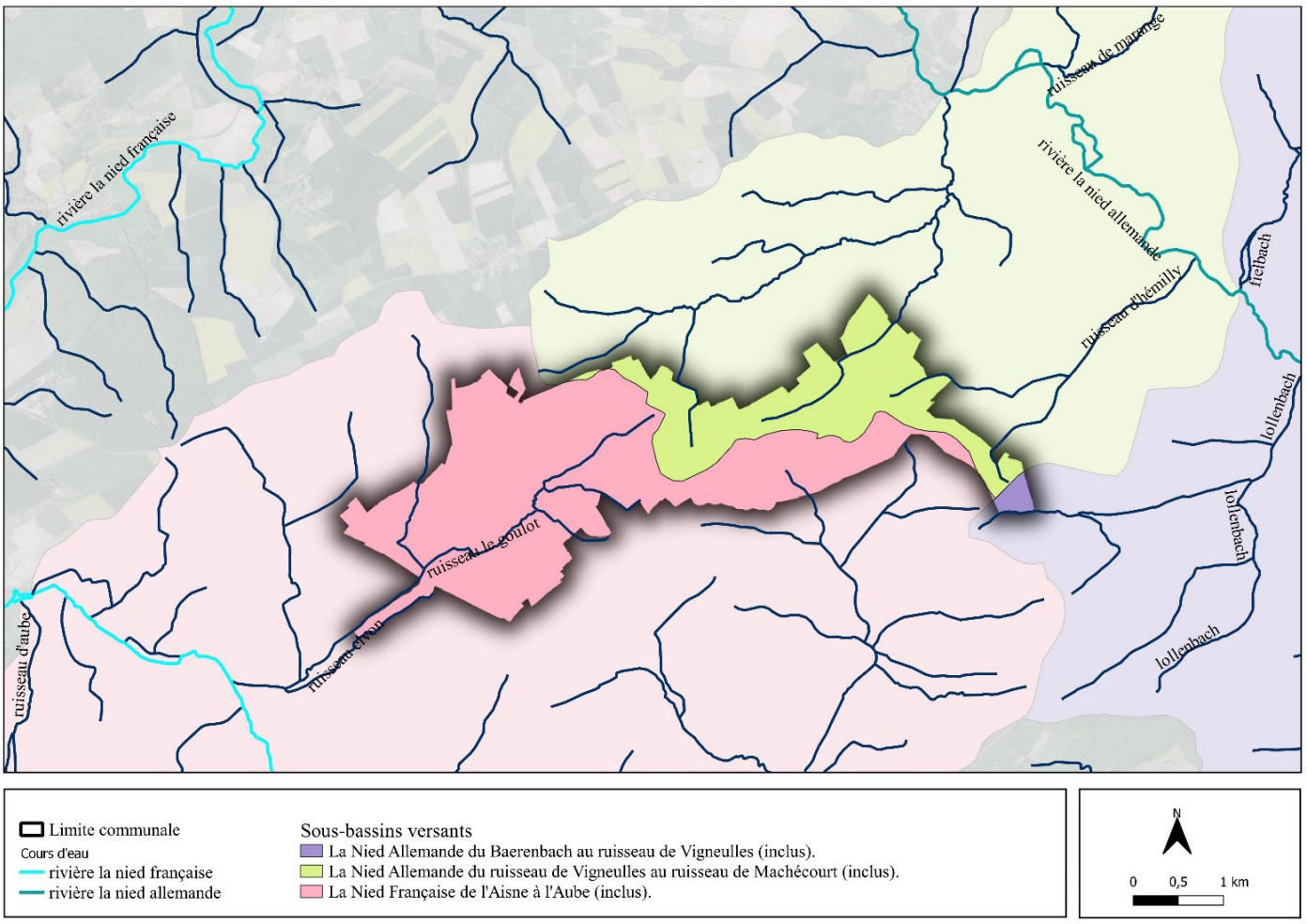
La commune de Villers-Stoncourt dépend de la région hydrographique Rhin-Meuse. Elle appartient au bassin versant des 3 Nieds. Celui-ci abrite 3 sous-bassins versants.

La commune est située, dans sa partie Ouest et Sud, au sein du sous-bassin versant de la Nied française de l'Aisne à l'Aube (inclus) et dans sa partie Nord et Est, au sein du sous-bassin de la Nied allemande du ruisseau de Vigneulles au ruisseau de Machécourt (inclus).
A l'extrême Sud-est de la commune se trouve enfin le sous-bassin de la Nied Allemande du Barembach au ruisseau de Vigneulles (inclus).
La Nied française est une rivière à faible pente du bassin rhénan coulant entièrement au sein du plateau lorrain. Elle rejoint la Nied allemande à Condé-Northen et ensemble elle forme la Nied (notée Nied réunie). D'une longueur de 59 km, elle prend sa source à l'Ouest de Morhange.

La Nied Allemande est un des deux cours d'eau donnant naissance à la Nied dont elle est la racine orientale. Il s'agit d'un sous-affluent du Rhin par la Sarre et la Moselle. D'une longueur de 57 km, la Nied allemande prend sa source à Seinghouse et Guenviller à l'Est de Saint-Avold.
La commune est parcourue par plusieurs cours d'eau, permanents et temporaires.
A l'Ouest coulent les ruisseaux Elvon et le Goulot, affluents de la Nied française, tandis que l'Est est parcouru par plusieurs tronçons temporaires prolongeant notamment les ruisseaux de Machecourt et d'Hémilly, affluent de la Nied allemande.



Carte 27 : Localisation des 3 Nieds.



Carte 28 : Sous-bassins versants et eaux de surfaces, FloraGis.

4.3 QUALITÉ DES EAUX

4.3.1 QUALITE DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES

La Directive 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (GWD), adoptée le 12 décembre 2006, est composée de 3 grands axes :

- La définition du bon état des eaux souterraines :
  > Article 3- « Critères pour l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines »
  > Article 4- « Procédure d'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines »
- Article 5 - « Identification des tendances à la hausse significatives et durables et définition des points de départ des inversions de tendance »
- Article 6 - « Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ».

En droit français, les articles 3, 4 et 5 sont repris dans l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines et l'article 6 dans l'arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines.

Un état des lieux sur l'ensemble du bassin Rhin-Meuse à été réalisé en 2019.

La qualité des masses d'eau souterraines est évaluée au travers de plus de 250 substances parmi lesquelles les nitrates, les pesticides, les micro-polluants minéraux (arsenic, plomb…) et les micro-polluants organiques (hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Les données extraites concernant les masses d'eau « Calcaires et argiles du Muschelkalk » mettent en exergue un état global bon (figure 8). Ces entités connaissent cependant un état mauvais localisé au secteur du pays de Sierk en raison de pollutions dues aux nitrates et aux produits phytosanitaires.

Les données extraites concernant la masse d'eau du « Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin » mettent en exergue un état global mauvais en raison de pollutions diffuses liées aux nitrates et produits phytosanitaires.

Fiche de synthèse de l'état de la masse d'eau

Etat des lieux 2019 - Fiche de caractérisation des masses d'eau souterraine

Nom de la masse d'eau	**Calcaires et argiles du Muschelkalk**		
CODE	**FRCG106**	District	**Rhin**
ETAT GLOBAL	Bon		
ETAT QUANTITATIF	Bon	RISQUE QUANTITATIF	Non
ETAT CHIMIQUE	Bon	Paramètres déclassants	-
ETAT ET RISQUE VIS-À-VIS DES POLLUTIONS DIFFUSES			
RISQUE NITRATES	Oui	ETAT NITRATES	Bon
COMMENTAIRE NITRATES	La dégradation de cette masse d'eau étant localisée au secteur du pays de Sierk situé au nord la masse d'eau. Il est proposé de la classer en bon état en identifiant ce secteur comme dégradé. Il faut souligner qu'une certain nombre de points de cette zone présentent une légère tendance à la baisse.		
RISQUE PHYTOSANITAIRES	Oui	ETAT PHYTOSANITAIRES	Bon
COMMENTAIRE PHYTOSANITAIRES	Comme pour les nitrates, la dégradation de cette masse d'eau est localisée au secteur du pays de Sierk situé au nord la masse d'eau. Il est proposé de la classer en bon état en identifiant ce secteur comme dégradé. Les points sont dégradés par des molécules aujourd'hui interdites (métabolites de l'atrazine) et autorisées (métazachlore). Un autre point présente un dégradation historique en éthidimuron (02326X0012 à GONDREXANGE) un herbicide, interdit en France depuis 2003 et dont la concentration décroît.		
ETAT ET RISQUE VIS-À-VIS DES AUTRES PARAMETRES			
RISQUE CHLORURES	Non	ETAT CHLORURES	Bon
COMMENTAIRE CHLORURES	-		
RISQUE COHV	Non	ETAT COHV	Bon
COMMENTAIRE COHV	-		

Rappels diagnostics précédents

Code de la masse d'eau de l'ancien référentiel	Nom masse d'eau souterraine de l'ancien référentiel	Etat qualitatif 2009	Paramètre(s) cause du déclassement 2009	Etat qualitatif 2013	Paramètre(s) cause du déclassement 2013
FRCG006	Calcaires du Muschelkalk	Pas Bon	Nitrates; Phytosanitaires (Secteur)	Pas Bon	Nitrates; Phytosanitaires
FRCG024	Argiles du Muschelkalk	Bon	-	Bon	-

Figure 22 : Fiche de caractérisation de la masse d'eau souterraine " Calcaires et argiles du Muschelkalk " (SIERM)

Fiche de synthèse de l'état de la masse d'eau

Etat des lieux 2019 - Fiche de caractérisation des masses d'eau souterraine

Nom de la masse d'eau	**Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin**		
CODE	FRCG108	District	Rhin
ETAT GLOBAL	Pas bon		
ETAT QUANTITATIF	Bon	RISQUE QUANTITATIF	Non
ETAT CHIMIQUE	Pas bon	Paramètres déclassants	Nitrates ; Phytosanitaires
ETAT ET RISQUE VIS-À-VIS DES POLLUTIONS DIFFUSES			
RISQUE NITRATES	Oui	ETAT NITRATES	Pas bon
COMMENTAIRE NITRATES	Cette masse d'eau imperméable localement aquifère présente de nombreuses ressources locales dégradées, avec un impact sur l'AEP. Elle est maintenue en mauvais état.		
RISQUE PHYTOSANITAIRES	Oui	ETAT PHYTOSANITAIRES	Pas bon
COMMENTAIRE PHYTOSANITAIRES	Cette masse d'eau imperméable localement aquifère présente de nombreuses ressources locales dégradées. Elle est maintenue en mauvais état.		
ETAT ET RISQUE VIS-À-VIS DES AUTRES PARAMETRES			
RISQUE CHLORURES	Non	ETAT CHLORURES	Bon
COMMENTAIRE CHLORURES	-		
RISQUE COHV	Non	ETAT COHV	Bon
COMMENTAIRE COHV	-		

Rappels diagnostics précédents

Code de la masse d'eau de l'ancien référentiel	Nom masse d'eau souterraine de l'ancien référentiel	Etat qualitatif 2009	Paramètre(s) cause du déclassement 2009	Etat qualitatif 2013	Paramètre(s) cause du déclassement 2013
FRCG008	Plateau lorrain versant Rhin	Pas Bon	Nitrates; Phytosanitaires	Pas Bon	Nitrates; Phytosanitaires

Figure 23 : Fiche de caractérisation de la masse d'eau souterraine « Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin » (SIERM)

4.3.2 QUALITÉ DES EAUX DE SURFACE

La DCE définit le "bon état" d'une masse d'eau de surface lorsque l'état écologique et l'état chimique de celle-ci sont au moins bons.

L'état écologique d'une masse d'eau de surface résulte de l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés à cette masse d'eau. Il est déterminé à l'aide d'éléments de qualité : biologiques (espèces végétales et animales), hydromorphologiques et physico-chimiques, appréciés par des indicateurs (par exemple les indices invertébrés ou poissons en cours d'eau). Pour chaque type de masse de d'eau (petit cours d'eau de montagne, lac peu profond de plaine, côte vaseuse...), il se caractérise par un écart aux « conditions de référence » de ce type, qui est désigné par l'une des cinq classes suivantes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais. Les conditions de référence d'un type de masse d'eau sont les conditions représentatives d'une eau de surface de ce type, pas ou très peu influencée par l'activité humaine.

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard du respect des normes de qualité environnementales (NQE) par le biais de valeurs seuils. Deux classes sont définies : bon (respect) et pas bon (non-respect).

Il n'existe pas de station de mesure de la qualité des eaux au sein de la commune. Les stations de contrôle de la qualité les plus proches sont situées à Guinglange à environ 7 km (à vol d'oiseaux) et à proximité de la Nied allemande, et à Lemud à environ 5 km (à vol d'oiseaux) et à proximité de la Nied française. Les données sont datées de 2019.

La station de contrôle de Guinglange met en avant un état chimique et écologique bon pour la Nied allemande.

La station de contrôle de Lemud présente les mêmes caractéristiques d'état pour la Nied française.

5 GESTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Afin de réduire la vulnérabilité des populations vis à vis des risques majeurs, le Ministère de l'écologie et du développement durable a développé des programmes d'information dans les communes à risques, ce par l'intermédiaire des préfectures et des collectivités territoriales.

L'article L.125-2 du code de l'environnement stipule ainsi que : « les citoyens ont droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles ».

Le décret du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs, précise le contenu et la forme des informations auxquelles doivent avoir accès les personnes susceptibles d'être exposées à des risques majeurs, ainsi que les zones dans lesquelles cette information sera réalisée. Deux documents établis par le préfet, sont à la base de cette information :

- Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) : il est destiné aux responsables et acteurs du risque dans le département ;
- Le DCS (Dossier Communal Synthétique) a une vocation communale. Il est établi conjointement entre l'Etat et la commune, à partir du DDRM.

De plus, un DICRIM (Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs) est mis à la disposition du public par la commune.

5.1 RISQUES NATURELS

Près d'une commune lorraine sur deux est soumise à au moins un risque. La Lorraine est une des régions les plus sinistrées de France, puisqu'on y comptabilise près de 8 % du nombre total d'arrêtés de catastrophes naturelles pris entre 1982 et 2008.

Les inondations marquent tant par leur ampleur que par les dégâts occasionnés. Les modifications apportées sur les comportements hydrologiques des eaux superficielles et souterraines par l'intensification agricole, la croissance urbaine et la reconversion industrielle expliquent en partie ces évènements. Leur résolution qui dépasse le seul domaine de la prévention et qui implique une politique réellement volontariste, originale à la région, associant de nombreux partenaires et engageant des crédits importants, comporte une dimension sociale et internationale (source : DREAL, 2021).

Les informations présentées ici sont extraites du Dossier Départemental des risques Majeurs et du site Géorisques.

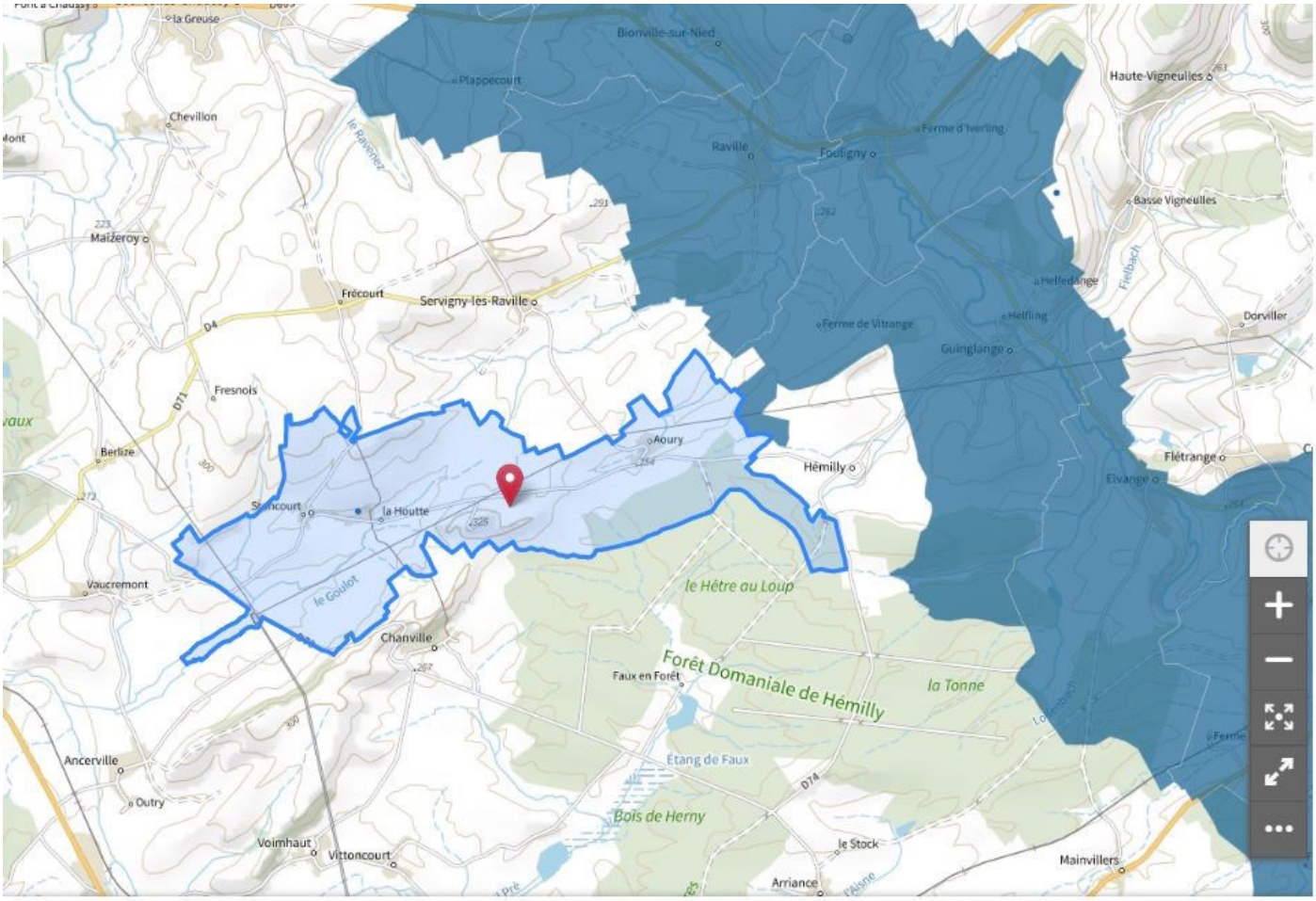
5.1.1 INONDATIONS

Une inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement ou apparaître (remontées de nappes phréatiques, submersion marine…) et l'homme qui s'installe dans la zone inondable pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.

L'inondation est le risque naturel le plus important en Lorraine et les départements de la Moselle et de la Meuse sont les plus touchés.

La commune de Villers-Stoncourt n'est pas un territoire à risque important d'inondation (TRI) et le territoire n'est pas concerné par un plan de prévention du risque d'inondation (PPRI).

A noter qu'en limite Est se trouve le PPRI de la commune de Guinglange.



Carte 29 : PPRI à proximité de la commune, Géorisques.

5.1.2 MOUVEMENT DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte…) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères… Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

Il est distingué deux catégories de mouvement de terrain :

- Les mouvements lents et continus : tassements et affaissements de sols, retrait-gonflement des argiles, glissement de terrain le long d'une pente.
- Les mouvements rapides et discontinus : effondrements de cavité souterraines, écroulements et chutes de blocs, coulées boueuses et torrentielles.

L'exposition au retrait-gonflement est classée selon 3 degrés d'exposition : exposition faible, exposition moyenne, exposition forte. La commune de Villers-Stoncourt est concernée par un degré d'exposition moyen sur l'ensemble de son territoire

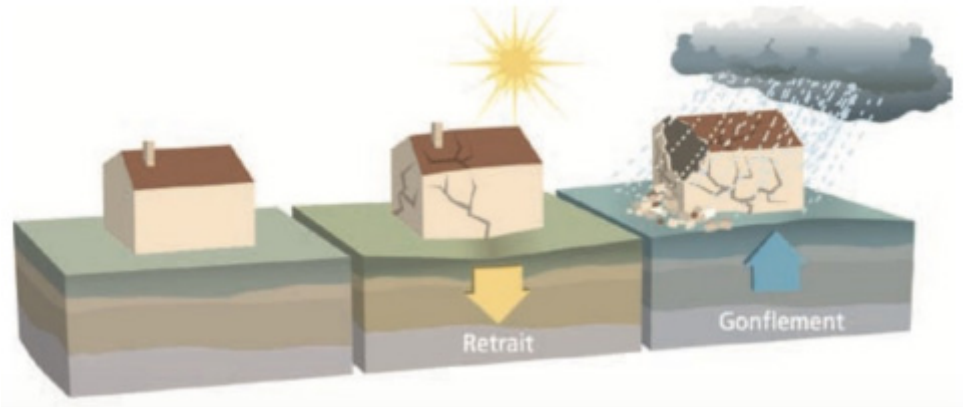
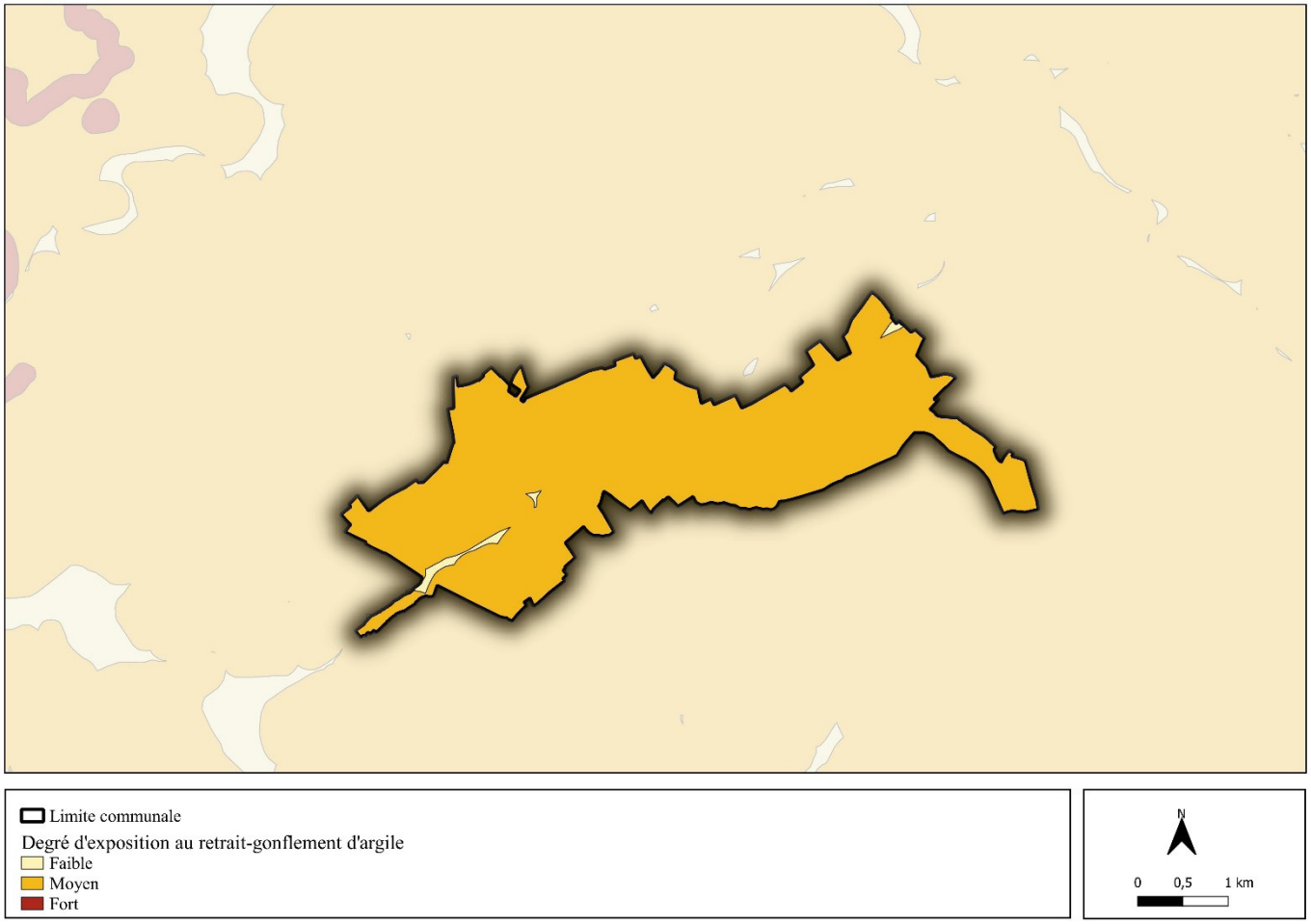


Figure 24 : Exemple de retrait-gonflement en fonction de l'humidité, DDRM, 2019



Carte 30 : Degré d'exposition au risque retrait-gonflement des argiles, FloraGis.

5.1.2 RISQUE SISMIQUE

La commune de Villers-Stoncourt n'est pas concernée par le risque sismique. En effet, le DDRM recense un risque sismique très faible.

5.2 RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques technologiques sont des risques dont l'origine est liée à l'action humaine. Ils comprennent les risques industriels, miniers, nucléaire ou biologiques. Ils trouvent leur origine dans la manipulation, le transport ou le stockage de substances dangereuses pour la santé ou l'environnement.

La commune de Villers-Stoncourt n'est concernée par aucun risque technologique.

6 QUALITÉ DE L'AIR

La surveillance de la qualité de l'air est confiée par l'État à des Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (Aasqa), dans le cadre de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (Laure) du 30 décembre 1996. La coordination technique du dispositif de surveillance est assurée par le Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air (LCSQA). En région Grand Est, la surveillance de la qualité de l'air est confiée à l'association ATMO Grand Est.

Il n'existe pas de station de mesure de la qualité de l'air au sein de la commune. Les stations de mesure fixes sont principalement concentrées sur les agglomérations de Metz et Thionville.

A l'échelle départementale, l'association ATMO Grand Est a publié un bilan complet sur la qualité de l'air en 2020. Il est possible d'y retrouver un récapitulatif des valeurs réglementaires par type de polluant. Ce récapitulatif est présenté ci-dessous.

Ainsi, sur l'ensemble des communes du département seuls 50 % des valeurs réglementaires quant à la qualité de l'air sont respectées.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU RESPECT DES VALEURS RÉGLEMENTAIRES ET LIGNES DIRECTRICES OMS[1] EN MOSELLE EN 2020			
Polluant	Situation par rapport à la pollution de l'air à		Informations complémentaires
	Long terme	Court terme	
Particules PM10	◆	◆	Au total, 4 jours de dépassement du seuil d'information et recommandation, toutes typologies de sites confondues, avec un maximum de 64 µg/m³ le 26/01 à Héming.
Particules PM2,5	◆		Dépassement de la ligne directrice OMS concernant le nombre de jours de dépassement de la moyenne journalière de 25 µg/m³ en site urbain de fond (agglomérations de Metz et de Forbach).
Dioxyde d'azote	◆	◆	Sur les sites de mesures, les moyennes annuelles varient de 7 µg/m³ (site rural sous influence industrielle - Héming) à 22 µg/m³ (site urbain en proximité trafic - Metz-Pont des Grilles).
Oxydes d'azote	X		
Ozone	◆	◆	Dépassement de la valeur cible pour la protection de la santé humaine sur plusieurs agglomérations du département (Forbach, Metz et Sarreguemines) ainsi que de l'objectif de qualité pour la protection de la végétation.
Dioxyde de soufre	◆	◆	Respect de l'ensemble des valeurs réglementaires pour la protection de la santé humaine.
Benzène	◆		Dépassement de l'objectif de qualité annuel de 2 µg/m³ dans la vallée de la Fensch (Serémange-Erzange).
Benzo(a) pyrène	◆		Dépassement de la valeur cible annuelle sur la commune de Héming en raison d'une influence prédominante d'émissions de chauffage au bois. Baisse des niveaux sur le site de Florange (complexe de Bétange) entre 2019 (2 ng/m³, avec dépassement de la valeur cible annuelle) et 2020 (< 1 ng/m³, sans dépassement de la valeur cible annuelle).
Métaux lourds	○		
Monoxyde de carbone	○		

Seuils
- Respect valeurs réglementaires et lignes directrices OMS[1]
- Dépassement d'au moins une ligne directrice OMS[1]
- Dépassement d'au moins un objectif qualité / valeur cible / seuil d'information[2]
- Dépassement d'au moins un niveau critique / valeur limite /seuil d'alerte[2]

X : non évalué ou données insuffisantes pour se comparer aux seuils

Evaluation par
- ◆ Mesure station fixe
- ● Mesure indicative
- ○ Estimation objective

Case grisée : il n'existe pas de valeur réglementaire

Figure 25 : Tableau récapitulatif extrait du bilan 2020 sur la qualité de l'air en Moselle, ATMO Grand Est 2020.

7 TRAITEMENT DES DÉCHETS

La gestion des déchets (collectes et traitement) fait l'objet d'une démarche de planification à l'échelle de chaque département. Cette démarche est issue de l'application de la loi du 13 juillet 1992. Elle vise à organiser dans chaque département, selon un ou plusieurs scénarios, une gestion rationnelle des déchets ménagers et assimilés, et ce sur la base entre autres d'un diagnostic de l'existant, d'objectifs à atteindre et de contraintes et potentialités définies.

Le document final est appelé Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (ou PDEDMA).

7.1 ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DÉCHETS

La compétence de la collecte, élimination, valorisation des déchets ménagers est assurée par la Communauté de Communes Haut Chemin - Pays de Pange (CCHCPP) dont fait partie la commune de Villers-Stoncourt.

La collecte des ordures ménagères en porte à porte au sein de la commune est effectuée tous les lundis.

Les déchets sélectifs sont ramassés tous les vendredis.

Les encombrants (petits et gros appareils électroménagers, matelas, vélos…) ainsi que les déchets provenant de travaux publics (déblais, gravats ou autres…) sont collectés au sein des déchetterie de Courcelles-Chaussy, Courcelles-sur-Nied et Avancy.

Concernant les déchets verts, ils peuvent être déposés en déchetterie mais une partie peut être traiter à domicile puisque depuis 2010, la CCHCPP met à la disposition de chacun des composteurs bois. Fournis en kit, ils peuvent être retirés au siège de la CCHCPP aux heures d'ouverture.

Le flux du verre est collecté par le biais de points d'apports volontaires par la société MINERIS SAS. Le verre est ensuite redirigé vers l'entreprise O-I Manufacturing dans les Vosges.

7.2 TRAITEMENT DES DÉCHETS

La Communauté de Communes Haut Chemin - Pays de Pange traite ses ordures ménagères par incinération. Les ordures ménagères sont incinérées au lieu d'être enfouies, la chaleur produite par la combustion est valorisée en chauffage urbain. Il s'agit d'un choix politique en faveur de l'environnement.

LE MILIEU BIOLOGIQUE

La lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, ainsi que la préservation de la biodiversité au travers de la conservation et de la restauration des continuités écologiques, sont devenues des objectifs explicites des documents d'urbanismes. La préservation de ce patrimoine passe par la recherche du maintien du fonctionnement de la faune et de la flore au sein de leurs habitats, et par conséquent, par la préservation de ces habitats, ainsi que leurs corridors.

Les principaux objectifs de l'analyse de l'état initial du milieu naturel sont de faire émerger les enjeux écologiques à l'échelle du territoire de la commune pour éclairer les choix d'aménagements qui seront pris dans le projet. L'analyse va ainsi permettre d'anticiper les incidences éventuelles les plus fortes sur l'environnement et, le cas échéant, d'envisager des choix d'aménagements alternatifs.

Afin de jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision, la présente évaluation doit être évolutive. En effet, si ce document alimente le diagnostic et éclaire les choix d'aménagements, il est également réinterrogé au fil de l'élaboration du projet. Inspirée de la méthode des études d'impacts, la démarche est itérative.

1 OCCUPATION DU SOL

La synthèse de l'occupation des sols est établie grâce aux prospections de terrain réalisées en juillet en aout 2021. Des compléments d'information ont été extraits des données bibliographiques existantes sur la commune.

Plusieurs grands types de milieux composent la commune : les milieux forestiers et arbustifs, les milieux ouverts, les milieux culturaux et les milieux anthropiques imperméabilisés.

La commune est par ailleurs parcourue par plusieurs cours d'eau.

1.1 LES MILIEUX FORESTIERS ET ARBUSTIFS

Les milieux forestiers, ou boisés, de la commune sont constitués de forêts de feuillus, de taillis, de plantations, de bosquets et de haies. Ils couvrent un peu plus de 180 hectares (surface basée sur la cartographie des habitats naturels 2021), soit 17 % de la surface du territoire.

La zone forestière la plus grande se situe dans la partie Est de la commune et correspond au Bois de Villers-Stoncourt. Il accueille majoritairement des essences feuillis comme le Hêtre (Fagus sylvatica), le Charme (Carpinus betulus) ou le Chêne sessile (Quercus petraea). Le Bois de Villers-Stoncourt représente plus de 60 % de la surface boisée.

Les bosquets couvrent moins d'un hectare. Ils forment un petit réseau d'ilots au sein des prairies mésophiles.

Localement, quelques haies (4.35 hectares) constituent une trame paysagère importante pour la biodiversité. Elles sont indispensables au maintien de certaines espèces au sein des secteurs prairiaux et culturaux. Elles permettent d'accueillir diverses espèces de la petite faune : oiseaux, insectes, micromammifères.

Les fourrés sont des formations qualifiées d'intermédiaires. Ils marquent en effet la transition entre les milieux herbacés et les milieux forestiers. Ces milieux se rencontrent en lisière du Bois de Villers-Stoncourt ainsi qu'au niveau de la Croix de Lorraine au lieu-dit Haut Saint-Pierre.



Photographie n°19 : Zone fourrée à la Croix de Lorraine

1.2 LES MILIEUX OUVERTS

Les milieux ouverts de la commune couvrent environ 11 hectares. Ces milieux regroupent ici les pâtures mésophiles, les prairies fauchées, les prairies humides et mésohygrophiles ainsi que les friches.

Les pâtures mésophiles (79 hectares) sont caractérisées par un sol bien drainé, relativement profond et riche. En fonction de leurs utilisations, leurs cortèges floristiques (et donc faunistiques) varient. Les prairies de la commune sont caractérisées par des espèces supportant le piétinement par le bétail comme la Pâquerette (Bellis perennis), le Ray-grass anglais (Lolium perenne), la Renoncule bouton d'or (Ranunculus acris) et le Trèfle blanc (Trifolium pratens).

Les prairies mésohygrophiles (7 hectares) possèdent un caractère humide plus marqué que les précédentes mais connaissent des périodes d'inondations plus courtes que les prairies humides. Elles sont composées d'espèces de prairies mésophiles auxquelles viennent s'ajouter des espèces d'affinités plus humides.

Les prairies humides (1.2 hectares) sont situées à proximité des cours d'eau et dans les situations topographiques les plus basses. Elles sont caractérisées par la présence des espèces d'affinités hygrophiles comme le Cirse des marais (Cirsium palustre), différentes laîches (Carex sp) ou encore des espèces de joncs (Juncus effusus ou J. inflexus). Elles sont d'un intérêt écologique majeur de par leur intérêt fonctionnel et patrimonial.

Les friches sont des terrains abandonnés par l'homme et colonisés par une végétation spontanée parfois haute. Elles abritent une proportion non négligeable d'espèces des prairies mésophiles. Elles couvrent un peu moins de 3 hectares au sein de la commune et en marge de certaines cultures ainsi qu'au niveau de la Croix de Lorraine.



Photographie n°20 : Prairie pâturée rase non loin du Haut Saint-Pierre.

1.3 LES MILIEUX CULTURAUX ET ANTHROPIQUES

Les milieux culturaux et anthropiques comprennent les cultures ainsi que les zones bâties.

Les cultures sont très présentes au sein de la commune puisqu'elles couvrent plus de 67 % du territoire. Elles sont composées de cultures intensives où la végétation commensale est très pauvre. Quelques Coquelicot (Papaver rhoeas) s'y développent cependant. Les marges des cultures abritent parfois une végétation un peu plus riche.

Au sein de la zone bâtie, plusieurs éléments ponctuels tels que les arbres isolés ou les zones végétalisées des jardins permettent une meilleure perméabilité de la commune pour de nombreuses espèces telles que oiseaux et papillons de jour.



Photographie n°21 : Culture intensive au sein de la commune.

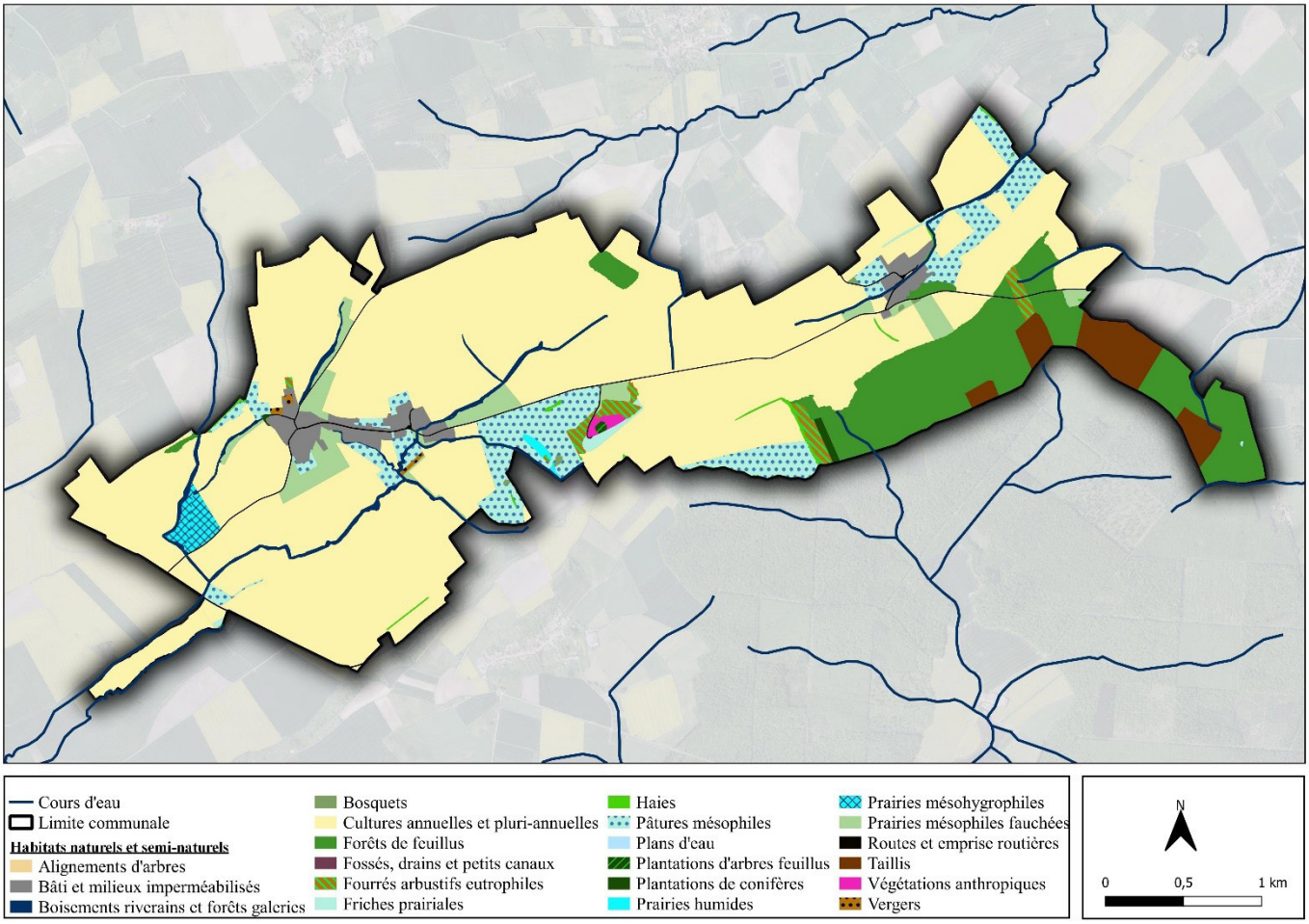
1.4 LES AQUATIQUES

La commune de Villers-Stoncourt est parcourue par un réseau de cours d'eau permanent et temporaire. D'un point de vue écologique, ces milieux possèdent un enjeu fort.

A l'Ouest s'écoule les ruisseaux Elvon et Le Goulot. Au Nord, le ruisseau de Machecourt est prolongé par de petits cours d'eau intermittent. A l'Est s'écoule le ruisseau d'Hémilly.



Photographie n°22 : Portion intermittente du ruisseau Le Goulot au cœur de la commune.



Carte 31 : Cartographie des habitats naturels et semi-naturels, FloraGis.

2. MILIEUX REMARQUABLES

Les données issues de la bibliographie mettent en exergue la présence de milieux naturels remarquables sur le territoire communal. Les milieux naturels dits remarquables correspondent à des sites du patrimoine naturel nécessaires au maintien des équilibres biologiques et/ou présentant un intérêt écologique.

2.1 ZONAGES REGLEMENTÉS : LES SITES NATURA 2000

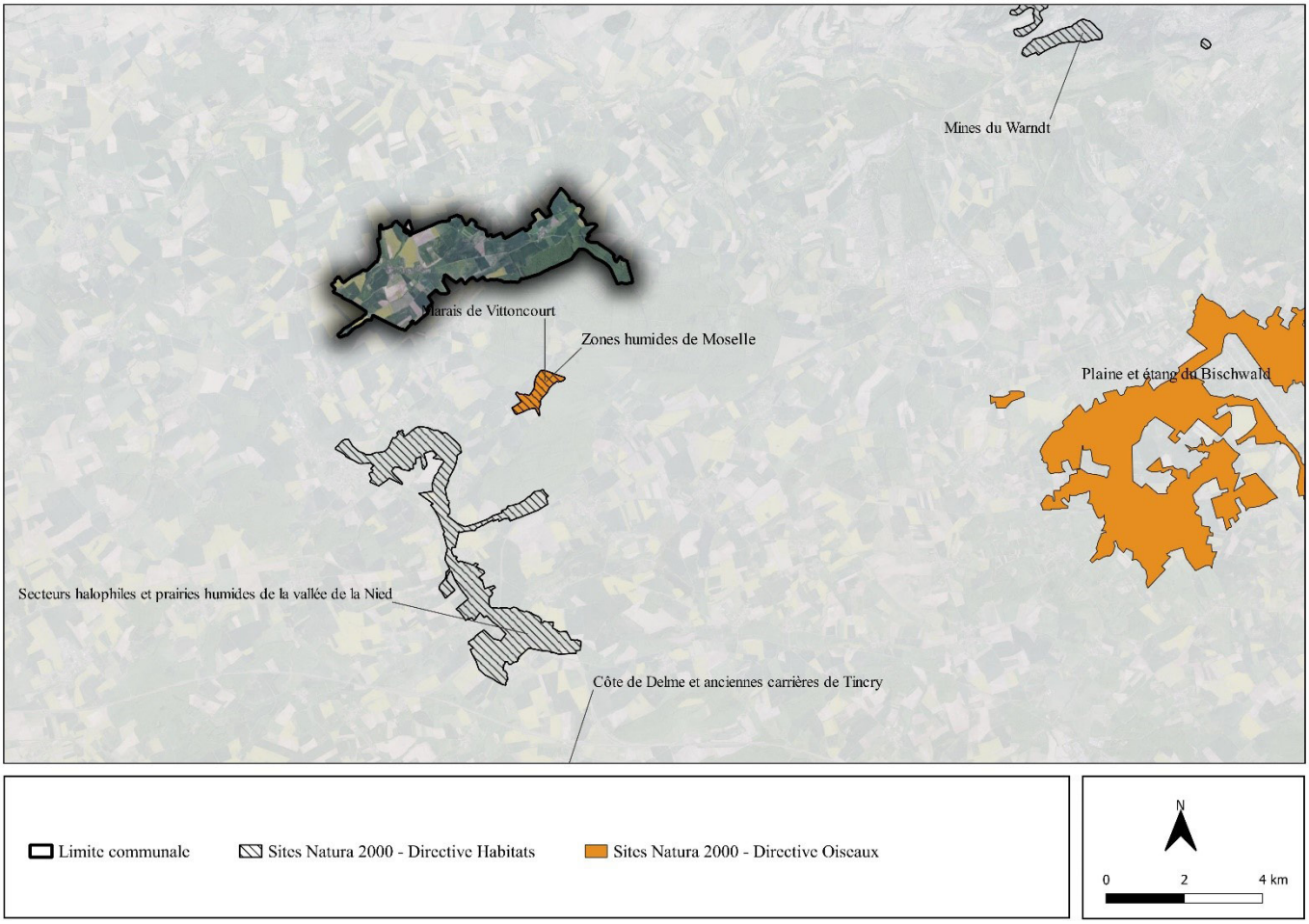
La démarche Natura 2000 vise à créer au niveau européen un réseau de sites afin de préserver la diversité du patrimoine biologique. Ce réseau a pour objet de maintenir ou de rétablir dans un état de conservation favorable les habitats et espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Il est défini par 2 directives européennes complémentaires :

- La directive du 2 avril 1979 dite « Oiseaux » visant la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux rares ou menacés.
- La directive du 21 mai 1992 dite « Habitats » visant la conservation d'espèces et d'habitats (milieux) sauvages.

Habitats (d'espèces) s'entend comme la typologie des milieux naturels.

Aucun site Natura 2000 n'intersecte le périmètre de la commune. Le site Natura 2000 le plus proche se trouve à plus de 2 km au sud.



Carte 32 : Position de la commune au sein du réseau Natura 2000, FloraGis.

2.2 ZONAGES D'INVENTAIRES : LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont fondées à partir d'un inventaire des espaces naturels présentant un intérêt soit par la richesse d'un écosystème, soit par la présence d'espèces animales ou végétales rares ou menacées.

Deux types de zones sont distingués :

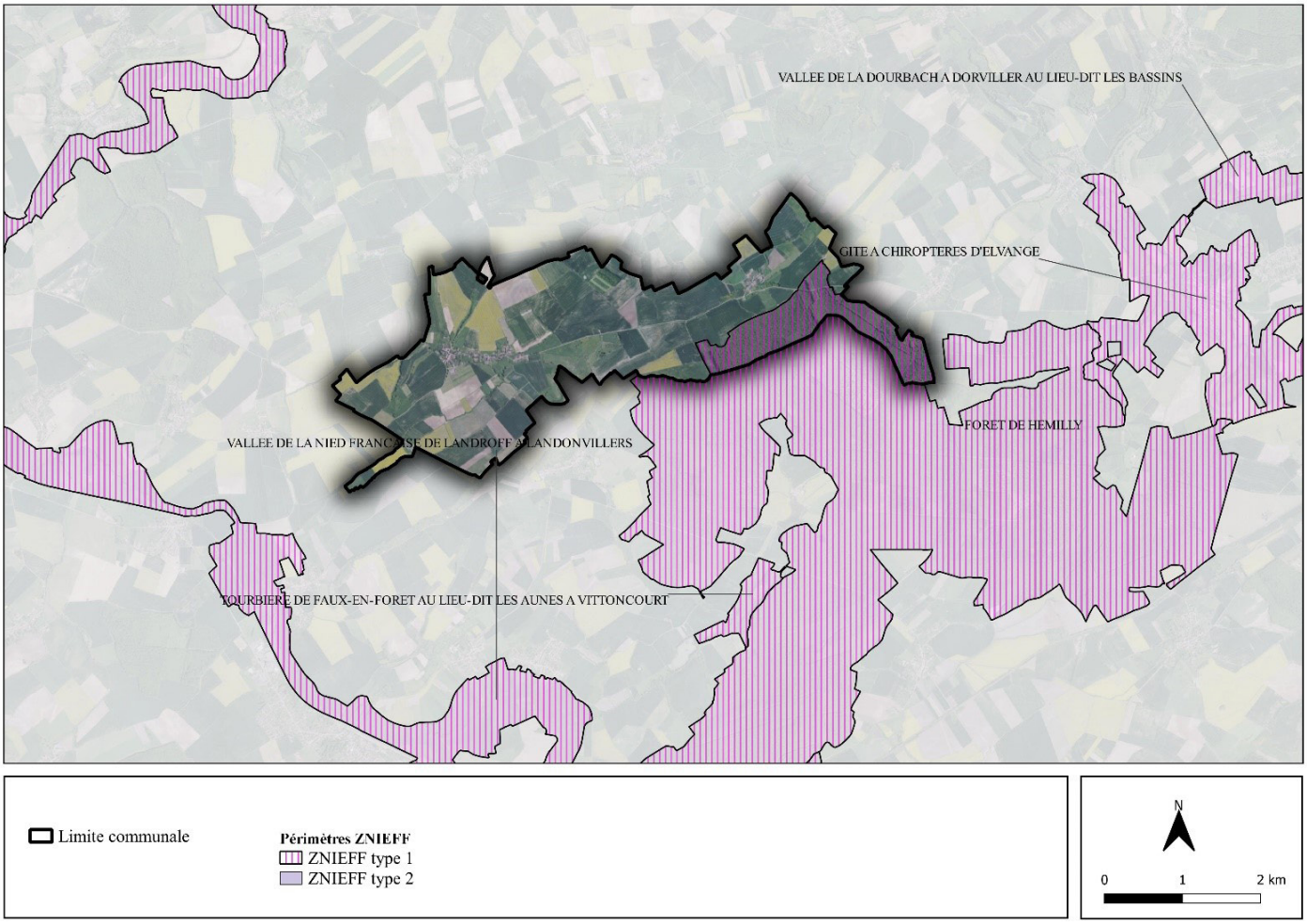
- Les ZNIEFF de type I : Ce sont des secteurs caractérisés par la présence d'espèces ou d'habitats naturels rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional, justifiant une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.
- Les ZNIEFF de type II : Ce sont de grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées alluviales, montagnes, estuaires…) peu modifiés et riches ou offrant des potentialités biologiques importantes. Elles contiennent des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elles se distinguent des territoires environnants par leur patrimoine naturel plus riche et leur degré d'artificialisation plus faible.

Les ZNIEFF ne se traduisent pas en termes réglementaires mais leur prise en compte est cependant nécessaire et permet une prévision des incidences des aménagements, ainsi que des mesures de protection à mettre en œuvre. Il est donc important de signaler que l'élaboration des documents d'urbanisme est subordonnée à la connaissance de l'état des sites et de l'environnement. Ainsi, tout aménagement dans cette zone ne devra pas entraver cette qualité spécifique au milieu.

La commune de Villers-Stoncourt accueille une ZNIEFF de type dans sa partie Est. Il s'agit de la ZNIEFF « Forêt de Hémilly ». Cette ZNIEFF d'une surface de 2560 hectares abrite des milieux à fort intérêt écologique tels que les « Boisements marécageux d'Aulnes » ou les Frênaies-Chênaies à Arum ». Elle héberge par ailleurs 38 espèces déterminantes parmi lesquelles des amphibiens, des oiseaux ou encore des phanérogames.

En plus de cette ZNIEFF, le territoire est ancré au sein d'un réseau de ZNIEFF 1 à l'Ouest, au Sud et à l'Est comme en témoigne la figure ci-dessous.

La commune n'est concernée par aucun périmètre de ZNIEFF de type 2.



Carte 33 : Position de la commune au sein du réseau de ZNIEFF, FloraGis.

3. RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

Un réseau écologique s'entend comme la somme des éléments physiques et biologiques interconnectés entre eux par lesquels des échanges de flux s'effectuent. En France, le réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques constitue la trame verte et bleue.

3.1 L'ORIGINE DU CONCEPT DE TRAME VERTE ET BLEUE (TVB)

Pour se maintenir (se nourrir, se reposer, se reproduire, hiverner, étendre leur aire de répartition, etc.), les espèces ont besoin d'espaces fonctionnels, comprenant un ou plusieurs types d'habitats naturels, et des voies de déplacements entre ces espaces. Depuis la fin du XXème siècle, la protection de la nature s'est surtout portée sur des habitats remarquables, sans intégrer une nature plus « ordinaire » (forêt, prairie, haie, etc.) pourtant tout aussi indispensable à la survie des espèces. Une des causes importantes de la diminution de la biodiversité est due à la disparition d'espaces fonctionnels.

C'est pourquoi depuis plus de vingt ans, la nécessité de la préservation de connexion entre les êtres vivants a été actée par des traités internationaux ou des directives européennes : Directive Habitats et Oiseaux (1992), Directive Cadre sur l'Eau (2001, circulaire 2006), Réseau écologique paneuropéen (2003), loi Grenelle I (2009) et loi Grenelle II (2010). La trame verte et bleue affirme donc l'importance de cette « nature ordinaire » au sein de la biodiversité qui, visible dans nos espaces quotidiens, fait l'identité des paysages du territoire.

La démarche de création de la TVB commence par l'identification de l'ensemble des zones vitales (appelées réservoirs de biodiversité) puis s'applique à définir des couloirs permettant la circulation des espèces (appelés corridors écologiques) entre ces zones vitales.

3.2 DÉFINITION DES COMPOSANTES MAJEURES DE LA TVB : RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ ET CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉS

La réglementation encadre la définition des réservoirs de biodiversité avec le décret sur les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (décret n°2014-45 du 20/01/2013). Il fournit une définition pour les réservoirs de biodiversité qui « ***sont***

des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non menacée, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffi sante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces ».

S'appuyant sur cette définition, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la Région Lorraine se base sur une compilation des éléments suivants afin d'identifier ces réservoirs de biodiversité :

- Les zonages réglementaires, d'inventaire, de labellisation ou bénéficiant d'une gestion particulière, qui traduisent une richesse biologique particulière.
- La prise en compte d'autres espaces naturels pouvant jouer un rôle dans la trame verte et bleue du fait de leur richesse en espèces ordinaires, de leur naturalité, de leur perméabilité ou de leur bonne fonctionnalité.
- Les données de localisation des espèces sensibles à la fragmentation.

Certains périmètres sont systématiquement intégrés dans les réservoirs, d'autres le sont au cas par cas. Ainsi, pour les Réserves Naturelles Régionales (RNR), les Réserves Biologiques, les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB), la Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées (SCAP), les sites classés, les forêts de protection, les Réserves Naturelles pour la Chasse et la Faune Sauvage (RNCFS), les ZPS et ZSC, l'intégration est systématique. L'intégration au cas par cas s'est notamment faite pour les périmètres ZNIEFF. Les ZNIEFF de type 1 sont reprises dans les réservoirs de biodiversité dans la mesure où elles accueillent des populations d'espèces sensibles à la fragmentation ou s'il s'agit de milieux très spécifiques.

CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

Les corridors correspondent aux grandes continuités naturelles permettant les déplacements de la faune dans un territoire. La notion de corridor suppose de prendre en considération non seulement les milieux remarquables connus, mais également des espaces naturels souvent jugés plus ordinaires mais qui assurent le maillage général des milieux naturels. Au niveau régional, « Les corridors écologiques retenus pour le SRCE correspondent à des connexions générales entre réservoirs de biodiversité. Ils ne constituent pas les seules possibilités de maillage des milieux naturels, mais correspondent à une identification des continuités possibles entre les entités naturelles. Ainsi, il s'agit de tracés de principe, se basant dans la mesure du possible sur un élément structurant. À une échelle locale, le tracé de ces corridors doit être précisé. ».

Ces espaces de continuité recouvrent les éléments de maillage suivants :

- Les rivières, ruisseaux, leurs ripisylves et les zones de divagation.
- Les rives naturelles des plans d'eau.
- Le réseau des zones humides.
- Les continuités forestières ou arborées.
- Les réseaux de haies.

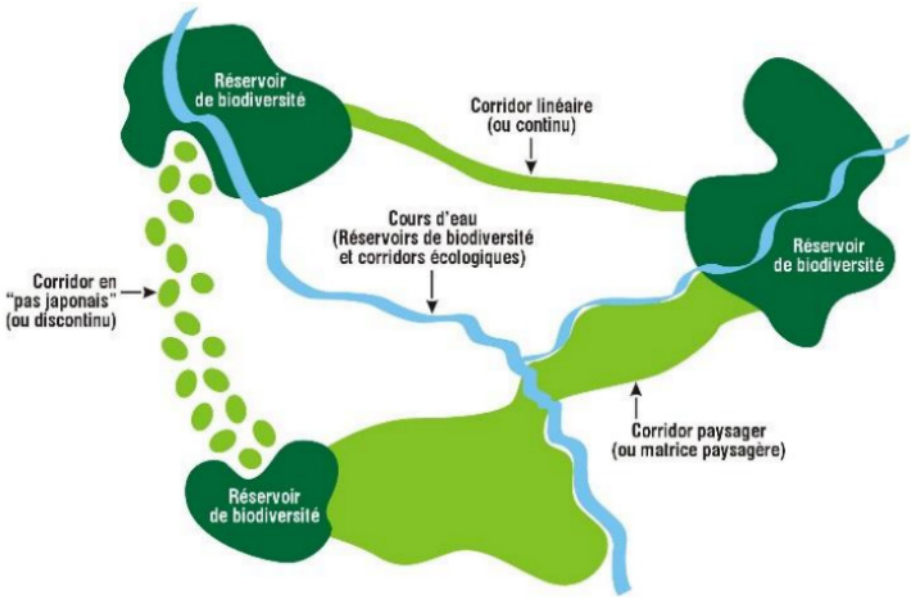


Figure 26 : Concept de réseau écologique (THEMA environnement).

LE CONCEPT DE SOUS-TRAMES DANS LA DÉMARCHE D'IDENTIFICATION DE LA TVB

Sur un territoire donné, une sous-trame est un ensemble d'espaces ou d'habitats élémentaires constitués par un même type de milieu, identifiés à partir de l'occupation des sols ou d'une cartographie de végétation, et répondant aux besoins d'un groupe d'espèces : sous-trame de milieux aquatiques, de milieux forestiers, de milieux rocheux, de milieux ouverts, etc… Chaque sous-trame comprend à la fois des espaces qui jouent des rôles de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques

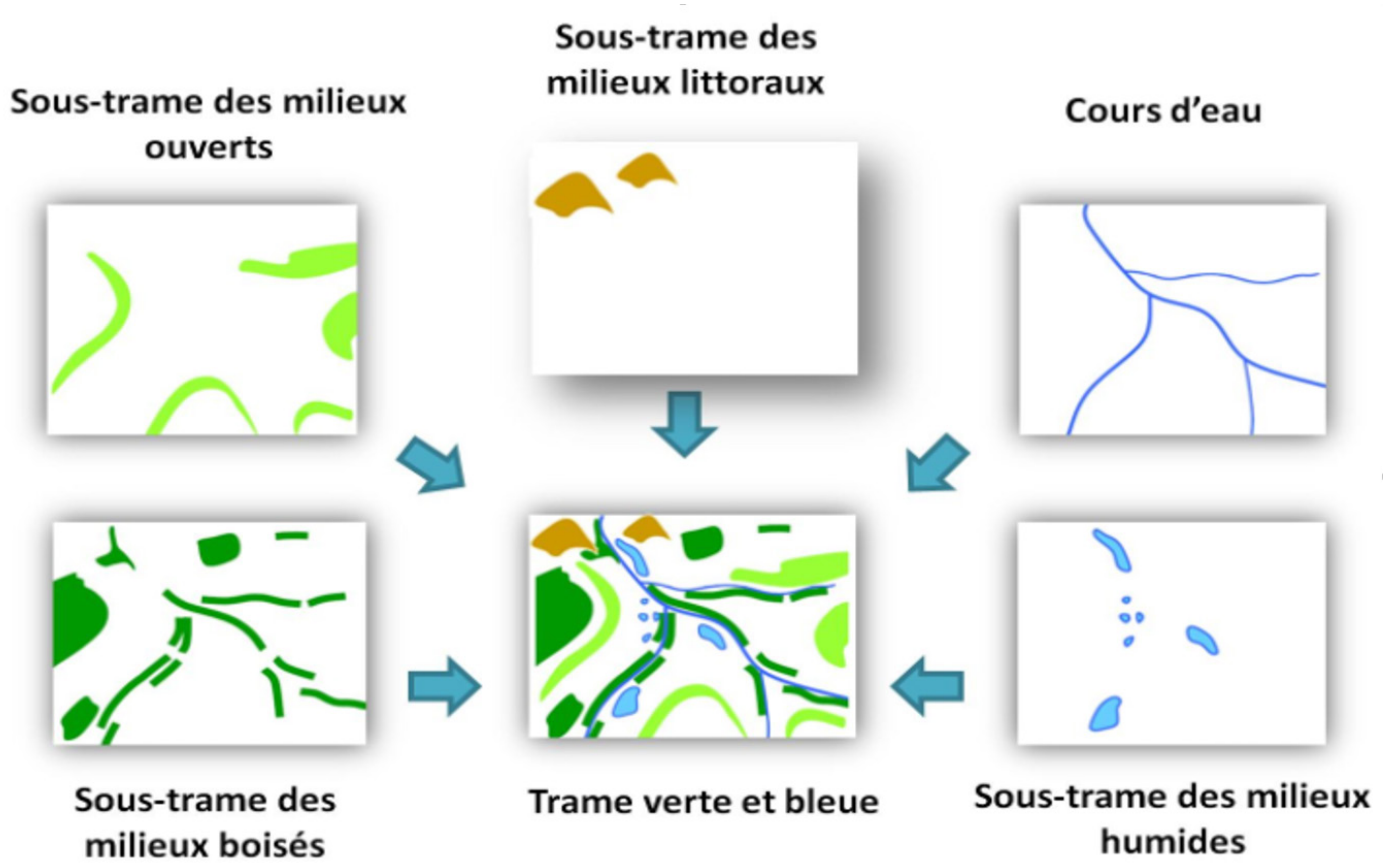
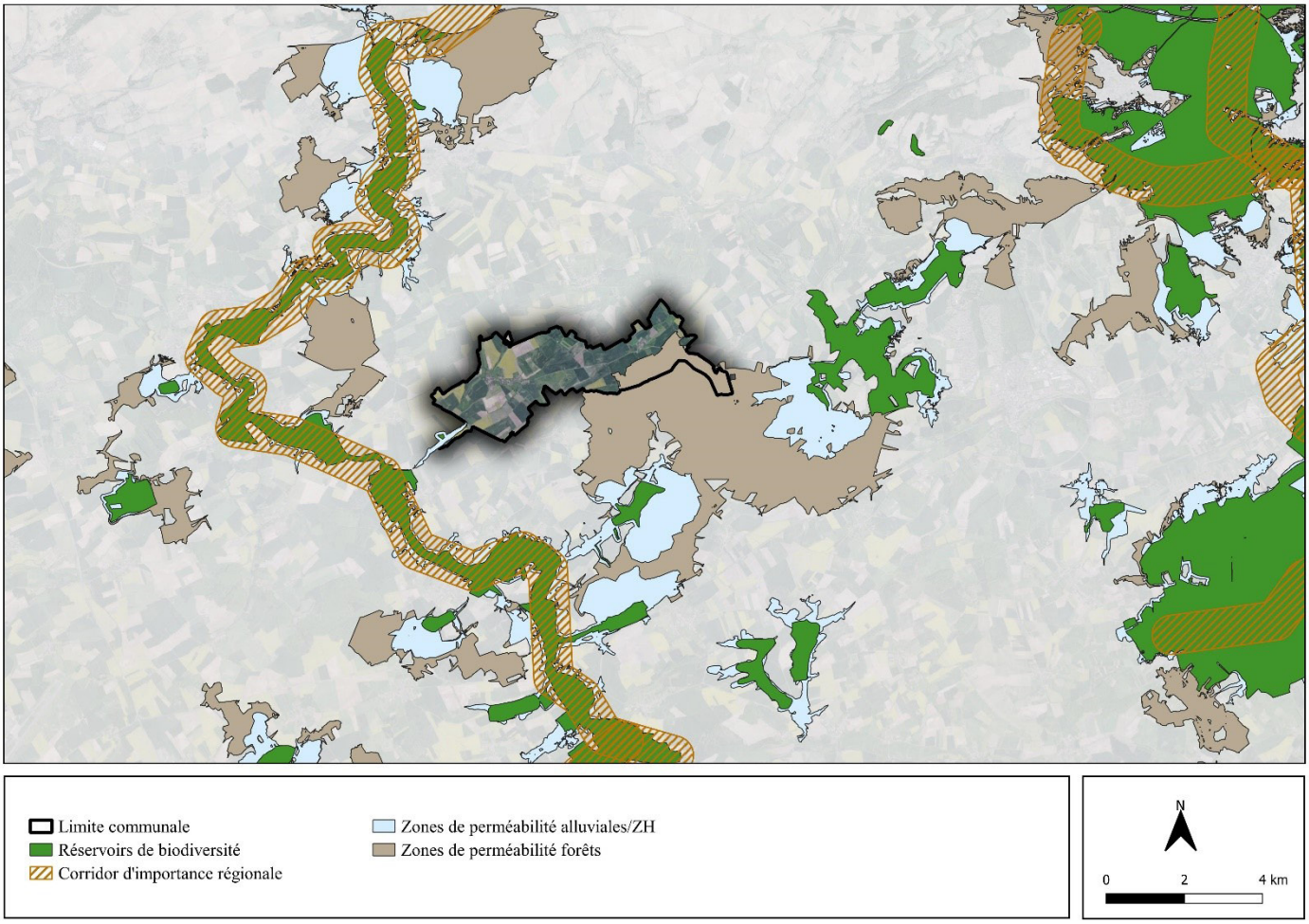


Figure 27 : Les cinq sous-trames nationale (© UMS PatriNat)



Carte 34 : La commune de Villers-Stoncourt au sein de son réseau écologique, extrait du SRCE Lorraine, FloraGis.

LE RÉSEAU ÉCOLOGIQUE À L'ÉCHELLE LOCALE

L'échelle communale est un niveau de planification permettant de prendre en compte des enjeux tels que la diversité biologique (avec la continuité des déplacements d'espèces) ou la qualité paysagère. Le repérage des TVB est primordial dans les projets d'urbanisme et donc au sein des cartes communales car il permet d'intégrer les perspectives de développement urbain en tenant compte de ces espaces de déplacement naturels. Prendre en compte la trame verte et bleue, c'est intégrer le maintien de la biodiversité dans la planification urbaine. Les TVB doivent inscrire leur fonctionnement dans une perspective de développement, au service des habitants, en lien avec les activités économiques et sociales (agriculture, loisirs…) et au bénéfice de l'attractivité durable du territoire. Sur un territoire donné, une sous-trame est un ensemble d'espaces ou d'habitats élémentaires constitués par un même type de milieu, identifiés à partir de l'occupation des sols ou d'une cartographie de végétation, et répondant aux besoins d'un groupe d'espèces : sous-trame de milieux aquatiques, de milieux forestiers, de milieux rocheux, de milieux ouverts, etc… Chaque sous-trame comprend à la fois des espaces qui jouent des rôles de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques

> Objectifs pour les documents d'urbanismes

La définition de la trame verte et bleue au niveau du territoire communal doit s'effectuer de la manière qui suit dans le règlement et le zonage :

- Au niveau zonage, sur l'ensemble du territoire communal, une prise en compte à l'échelle cadastrale des noyaux de biodiversité et des corridors par un classement à minima en N ou A.
- Une déclinaison dans le règlement par trois types de mesures :

> Non constructibilité et non artificialisation des zones identifiées comme noyaux de biodiversité.

> Possibilité d'aménager sous conditions dans les corridors : réalisation d'aménagements garantissant la perméabilité pour la faune, création ou conservation d'éléments structurants du paysage (plantations, murets, haies, fossés…).

> Améliorations des franchissements le cas échéant sur des zones à enjeux.

Par conséquent, bien qu'étant un document simplifié, la carte communale de Villers-Stoncourt se doit de prendre en compte et d'être compatible avec les documents supérieurs existants

en matière de TVB à plus grande échelle. Il doit ainsi prendre en compte le SRADDET dont l'objectif est la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.
Il doit également être compatible avec le SCOT de l'agglomération messine qui vise la protection des espaces naturels, agricoles ou forestiers et des ressources naturelles. Le SCOT prévoit ainsi la conservation et la préservation des continuités écologiques identifiées.

> Réservoirs de biodiversité du territoire communale

La commune de Villers-Stoncourt n'abrite aucun réservoir de biodiversité. Le réservoir de biodiversité surfacique le plus proche correspond au Marais de Bazoncourt situé à proximité direct de la pointe Ouest de la commune.

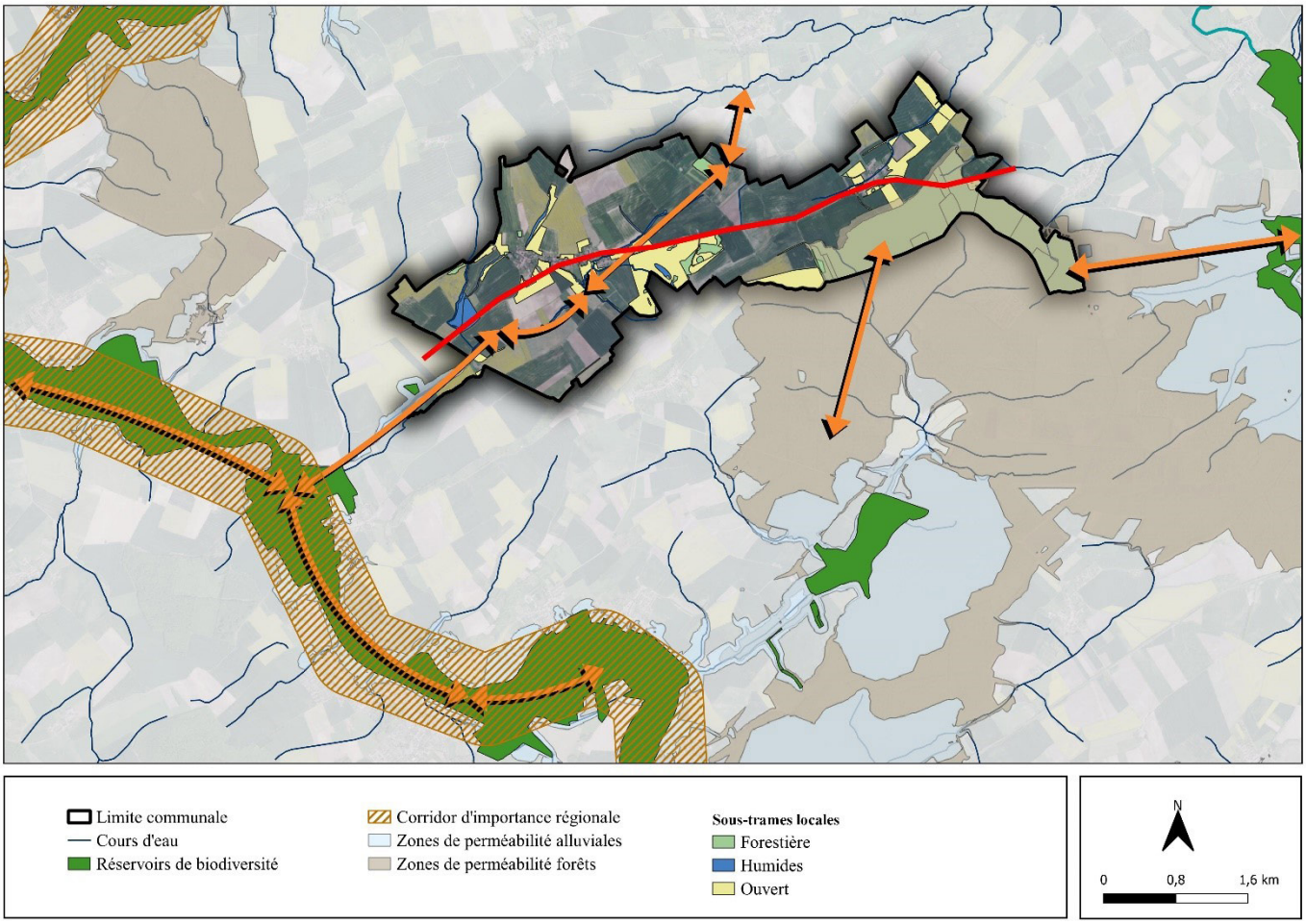
> Corridors écologiques du territoire communal

La commune de Villers-Stoncourt n'est intersectée par aucun corridor d'importance régionale.

> Trame verte et bleue locale

La commune se trouve à proximité de plusieurs réservoirs de biodiversité. Ils sont situés à l'Ouest, au Sud et à l'Est à environ 2 km (**Carte n°32**). Sa position est donc stratégique dans le maillage écologique.

A l'Ouest de la commune se trouve le réservoir de la vallée de la Nied française. Ce réservoir est soutenu au sein de la commune par la sous-trame milieux humides. Cette dernière est composée des boisements riverains des cours d'eau et des prairies humides et mésohygrophiles.
La sous-trame des milieux ouverts forme un réseau disséminé de parcelles prairiales au sein de la commune facilitant la perméabilité et donc les déplacements des espèces notamment de la petite faune.
La sous-trame des milieux forestiers apparait peu dense. Elle est surtout composée d'ilots forestiers de faible surface. Cependant, le Bois de Villers-Stoncourt est une pièce majeure de la TVB local puisque cet ensemble forestier est situé dans la continuité de la forêt domaniale de Hémilly.
La D75, symbolisée en rouge, est identifié comme un obstacle aux déplacements.
La carte suivante donne un aperçu des déplacements rendus possible grâce aux sous-trames présentes au sein de la commune.



Carte 35 : Trame verte et bleue locale et illustration des déplacements possibles pour les espèces, FloraGis.

4. ENJEUX ÉCOLOGIQUES IDENTIFIES AU SEIN DU TERRITOIRE COMMUNAL

La hiérarchisation des enjeux permet de faire ressortir les spécificités du territoire afin de mettre en évidence les milieux et les espèces d'intérêt local. Cette hiérarchisation doit aboutir à la localisation des zones prioritaires pour le bon fonctionnement écologique du territoire. Le travail de hiérarchisation permet de définir le niveau de prise en compte des habitats/secteurs dans les futurs projets et d'établir des prescriptions ciblées pour préserver au mieux le milieu naturel en présence.

4.1 MÉTHODE DE HIÉRARCHISATION DES ENJEUX

L'article 1er de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 précise que la démarche d'évaluation environnementale et donc du milieu naturel « a pour objet d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et de programmes (...) » (Extrait du document de préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique – Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, 2015). Afin de répondre au mieux à cette exigence, il convient donc préciser le statut des habitats naturels, duquel découlera la hiérarchisation des enjeux de préservation.

Le statut des habitats identifiés au « 1-L'occupation des sols » a été défini en fonction des différents textes législatifs et réglementaires existants présentés ci-après :

Le code de l'environnement, dans son article L.211-1, instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. A cette fin, il vise en particulier la préservation de certains milieux tels que les zones humides et affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général.

La Directive européenne Habitat-Faune-Flore promeut la protection et la conservation des habitats naturels, ainsi que des espèces faunistiques et floristiques sauvages. Elle répertorie les espaces naturels à haute valeur patrimoniale à préserver (annexe I de la directive).

Le SRCE, de par son rôle de protection de certaines ressources naturelles, précise et définit notamment les réservoirs de biodiversité et les grands corridors d'importance régional.

Le SRADDET promeut la valorisation des richesses naturelles via notamment ses objectifs 6 « Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages » et 7 « Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue ».

Le SCoT reprend les éléments du SRCE et du SRADDET et les traduits à une échelle plus locale. Il s'appuie sur un projet de développement qui garantit la préservation et la protection des espaces naturels.

4.2 DÉFINITION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES LOCAUX

Quatre niveaux d'enjeux écologiques ont été définis au sein de la commune. Tous les quatre sont explicités ci-dessous.

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES MAJEURS

Les enjeux majeurs correspondent à des zones/sites soumis à réglementation, qui abritent des milieux et des espèces patrimoniales particulièrement sensibles aux perturbations. Ils comprennent :

- Les habitats dépendant de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) à savoir les cours d'eau, même temporaire.
- Les milieux humides car il s'agit de milieux particulièrement sensibles aux perturbations et en raréfaction en France. En effet, la conservation des zones humides non seulement en France mais également à l'échelle de l'Europe est un objectif particulièrement important. Ils comprennent les prairies humides et les boisements riverains.

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES FORTS

Ils correspondent à des zones non soumises à règlementation mais qui abritent des milieux essentiels au bon fonctionnement écologique du territoire. Ils prennent notamment en compte les éléments identifiés dans les documents tels que le SRADDET ou le SCoT. Les enjeux forts tiennent également compte de la liste des habitats déterminants ZNIEFF de Lorraine. Ils peuvent enfin intégrer des habitats/espèces peu représentés localement et conséquemment intègre la notion de responsabilité du territoire dans la conservation de l'habitat/espèce.

Ils comprennent :

- Les milieux boisés qui constituent des milieux prépondérants pour structurer la trame verte et bleue ;
- Les milieux naturels déterminants ZNIEFF Lorraine à savoir les bosquets et les haies ;
- Les prairies mésohygrophiles, milieux intermédiaires entre prairies mésophiles et prairies humides.

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES MODÉRÉS

Ils correspondent à des zones non soumises à règlementation et moins sensibles aux perturbations. Ces zones abritent majoritairement des habitats et des espèces ordinaires et sont souvent influencées par la main de l'homme et notamment par les activités pastorales. Ils assurent néanmoins des fonctions écologiques importantes (lieux de chasse, de repos, de reproduction faune), participent significativement à l'équilibre écosystémique du territoire et sont perméables aux déplacements des espèces faunistiques et floristiques.

Ils comprennent :

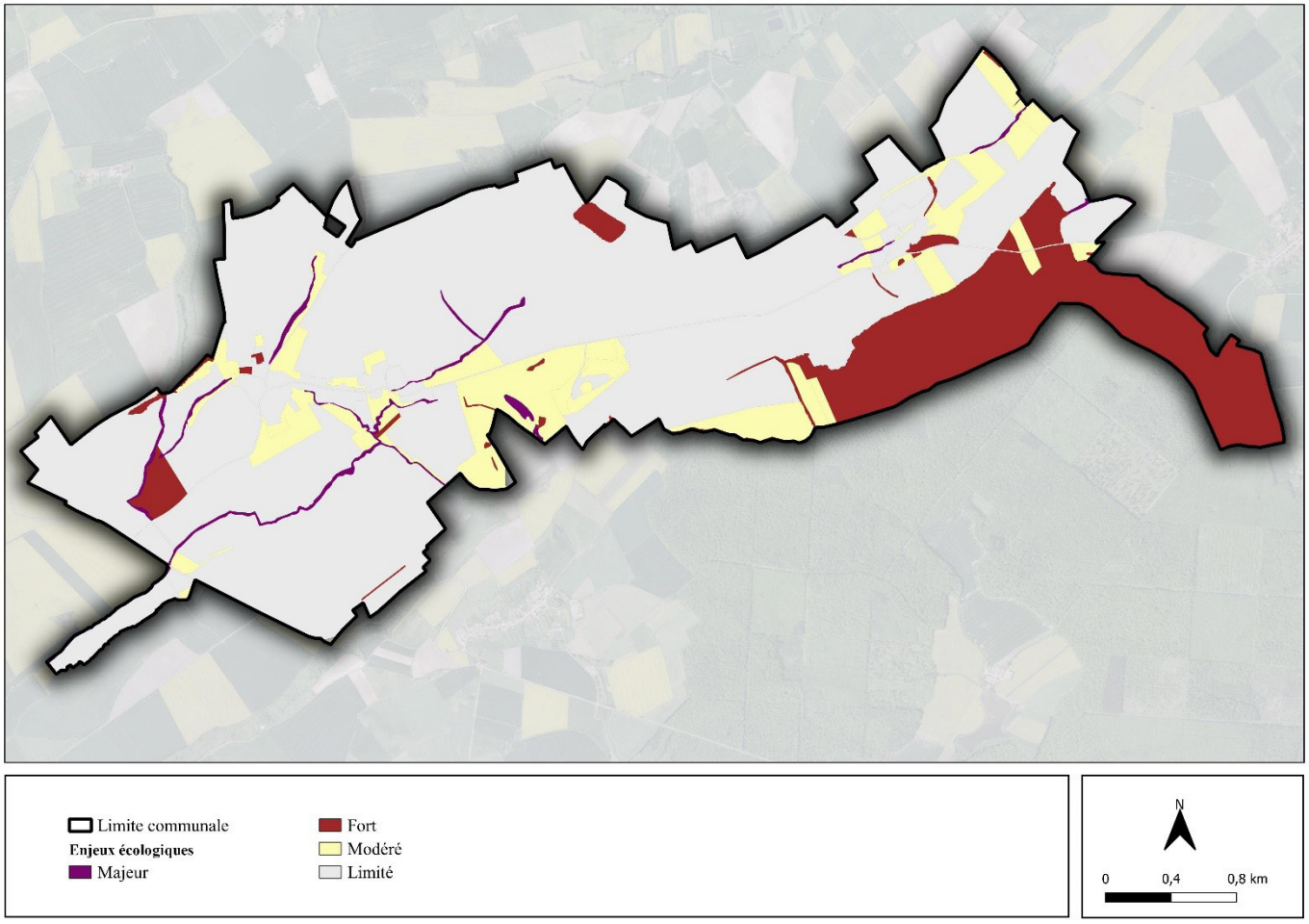
- Les milieux ouverts tels que les pâtures, les prairies fauchées ou les friches ;
- Les milieux semi-ouverts tels que les fourrés ou les coupes à blancs en phase de recolonisation.

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES LIMITÉS

Ils correspondent aux zones fortement influencées par l'homme, aux zones artificialisées et/ou aux secteurs à faible perméabilité pour le déplacement des espèces. Ils comprennent également des milieux semi-naturels comme les cultures qui, lorsqu'elles sont fondées sur un système de production intensif, n'hébergent qu'une très faible biodiversité.

Ils comprennent :

- Les cultures ;
- L'ensemble des zones urbanisées et artificiels.



Carte 36 : Spasialisation des enjeux, FloraGis.

Bibliographie

- Agence de l'eau Rhin-Meuse, 2020. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Tome 1. Objet et portée du SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse [Fichier PDF]. 61 p.
- Agence de l'eau Rhin-Meuse, 2020. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Tome 2. Objectifs de qualité et de quantité des eaux des districts du Rhin et de la Meuse [Fichier PDF]. 420 p.
- Agence de l'eau Rhin-Meuse, 2020. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Tome 3. Orientations fondamentales et dispositions [Fichier PDF]. 330 p.
- Agence de l'eau Rhin-Meuse, 2020. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Tome 4. Annexe cartographique du district du Rhin et de la Meuse [Fichier PDF]. 114 p.
- Bureau de Recherches Géologiques et minières. Carte géologique 1/50000 vecteur harmonisé. Disponible sur : Visualiseur InfoTerre (brgm.fr)
- Service départemental d'incendie et de secours 57, 2018. Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques [Fichier PDF] 128 p.
- Service interministériel de Défense et de Protection Civiles, 2019. Dossier départemental des risques majeurs [Fichier PDF]. 192 p.
- Ministère de la transition écologique. Bureau de Recherches Géologiques et minières. Les risques prés de chez moi. Disponible sur : Les risques près de chez moi | Géorisques (georisques.gouv.fr)
- ATMO Grand Est, 2022. L'air dans ma ville. Disponible sur : L'air dans ma ville | ATMO Grand Est (atmo-grandest.eu)
- ATMO Grand Est, 2022. Sources et effets. Disponible sur : Sources et effets | ATMO Grand Est (atmo-grandest.eu)

6 Justifications des choix retenus

Le projet communal :
L'objectif de la commune de Villers-Stoncourt est de posséder un document d'urbanisme à jour lui permettant de disposer de parcelles constructibles, en rapport avec les besoins et les potentialités de la commune.

Par ailleurs, la carte communale de Villers-Stoncourt doit ainsi être compatible avec les orientations du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoTAM.

Article R.161-2

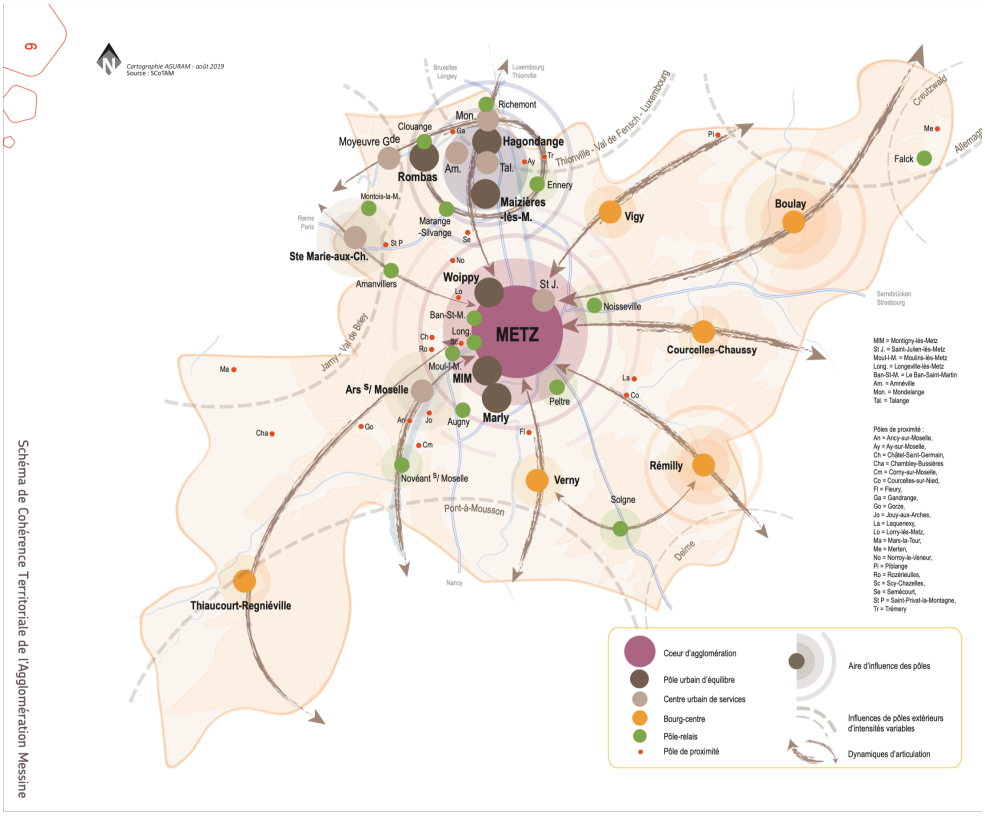
Le rapport de présentation :

- 1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- 2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;
- 3° Évalue les incidences des choix de la Carte Communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

1. LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DE L'AGGLOMÉRATION MESSINE

Cette partie a pour objectif de présenter les grandes orientations du SCoTAM, approuvé le 1er juin 2021, concernant la commune de Villers-Stoncourt. Il est à noté que le SCoT étant compatible avec le SRADDET, la compatibilité de la Carte Communale avec le SCoT vaut compatibilité avec le SRADDET.

1.1. L'ARMATURE URBAINE DANS LE SCOTAM



Carte 35 : Carte de l'armature urbaine du SCoTAM, page 6 du DOO.

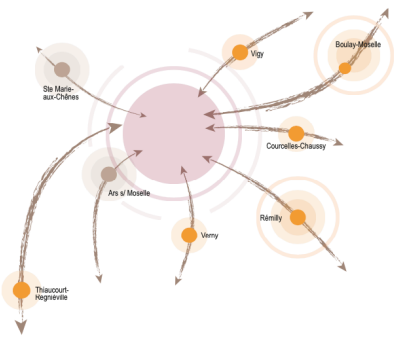
La commune de Villers-Stoncourt se situe à mi-chemin entre les deux Bourgs-centres de Courcelles-Chaussy et Rémilly.

CIBLE 1.3 : RENFORCER LA VIE LOCALE EN S'APPUYANT SUR LE RAYONNEMENT DES CENTRES URBAINS DE SERVICES ET DES BOURGS-CENTRES

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les intercommunalités, à caractère périurbain ou rural, s'appuieront sur un réseau de bourgs-centres pour développer une offre de services complémentaire. Le maintien d'une activité économique y est fondamental, car elle forge la vie des communes et leur permet de ne pas s'inscrire dans un schéma d'exclusivité résidentielle. **Bourgs-centres et centres urbains de services occupent ainsi une place privilégiée dans le renforcement des échanges avec la métropole messine.**

Afin de jouer un rôle de relais, les bourgs-centres et les centres urbains de services sont les lieux privilégiés pour l'accueil des établissements d'enseignement secondaire, l'installation de services et commerces de second rang, ainsi que pour le développement d'une offre paramédicale spécialisée, sur leurs territoires d'influence.



Extrait du SCoTAM, page 7 du DOO.

À travers cette orientation, l'objectif du SCoTAM est de renforcer les différentes polarités afin d'assurer un maillage des services et le maintien des activités économiques.

Villers-Stoncourt se situe à 10 minutes de Courcelles-Chaussy et de Rémilly.

CIBLE 1.5 : MAINTENIR DES ESPACES PÉRIURBAINS ET RURAUX VIVANTS ET ANIMÉS

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

En remplissant des fonctions variées et diversifiées, les espaces périurbains et ruraux participent aux grands équilibres économiques, écologiques et sociaux du territoire du SCoTAM. Dans les villages, les activités humaines sont développées en cohérence avec les enjeux de préservation de l'environnement, et en valorisant les atouts patrimoniaux, paysagers et le cadre de vie au sens large. L'agriculture assure un rôle de production alimentaire ; avec la sylviculture, elle participe en outre à la fourniture de matières premières qui peuvent être valorisées localement dans l'artisanat, l'industrie ou la production d'énergie.

Un développement modéré de l'habitat permet d'offrir aux habitants une offre de logements complémentaire de celle fournie dans les centres urbains. Ce parc participe pleinement au parcours résidentiel des ménages. Il convient, dans l'avenir, de le diversifier et de le maintenir en adéquation avec les besoins émergents.

La mise en valeur des espaces naturels offre des potentialités pour les loisirs nature, qui peuvent intéresser aussi bien les habitants des communes que ceux des centres urbains proches ou les visiteurs extérieurs.

La préservation de l'emploi, comme de l'habitat, est nécessaire pour maintenir, dans ces espaces, des villages vivants et animés. L'accueil d'entreprises artisanales, le télétravail, le renforcement des services à la personne et le développement de l'offre touristique sont donc à encourager, avec un souci de bonne insertion de ces activités. Le renouvellement de la population et le renforcement du tissu associatif constituent des leviers importants pour assurer la cohésion sociale et l'animation locale. L'existence d'une offre scolaire élémentaire contribue également à la vie de ces espaces.

Extrait du SCoTAM, page 8 du DOO.

Dans cette orientation, le SCoTAM montre l'importance de ces espaces périurbains et ruraux dont fait partie Villers-Stoncourt. L'objectif du SCoTAM est d'assurer un développement modéré et maîtrisé qui permet de répondre à leur besoin mais également en assurant les grands équilibres économiques, écologiques et sociaux de l'ensemble du SCoTAM.

1.2. L'ARMATURE ÉCOLOGIQUE DANS LE SCOTAM

CONSERVER LA TRAME VERTE ET BLEUE EXISTANTE.

Corridor de la Nied Réunie

O ...Bois de Villers-Stoncourt ↔ Backenhecken ↔ Guebusch ↔ Forêt de Courcelles-Chaussy ↔ Bois de Condé ↔ Bois St-Jacques Bois de Schoiselle ↔ Bois de Hinckange ↔ Petersbusch ↔ Kahlenbusch ↔ Forêt communale de Gomelange...

CIBLE 2.1 : PRÉSERVER LES CONTINUITÉS FORESTIÈRES

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les continuités forestières sont formées par les principaux espaces forestiers, les corridors forestiers, les couloirs et cordons boisés, les petits espaces boisés et les cœurs de nature forestiers. Afin de faciliter le déplacement des espèces au sein du territoire, les principales continuités forestières qu'il convient de préserver sont les suivantes :

Extrait du SCoTAM, page 16 et 17 du DOO.

L'objectif du SCoTAM est de protéger les continuités écologiques identifiées. Le corridor de la Nied Réunie est composé notamment du bois de Villers-Stoncourt. Cette continuité sera protégée par la carte communale qui garantira sa non-urbanisation. De plus, à l'échelle locale, la carte communale peut également protéger des éléments naturels (arbre isolé, bosquet, mare, haie, ripisylve, etc). Ces éléments seront présenter dans le parti d'aménagement de ces présentes justifications.

1.3. ÉCONOMIE DU FONCIER, POLITIQUE FONCIÈRE ET D'AMÉNAGEMENT STRATÉGIQUE

Objectifs de modération de la consommation d'espace

La maîtrise de la consommation d'espaces agricoles et naturels constitue l'un des objectifs majeurs du SCoT. Il s'agit de mettre en adéquation l'offre foncière mise à disposition pour l'urbanisation avec les besoins effectifs du territoire.

La stratégie de gestion économe du foncier s'appuie simultanément sur plusieurs leviers :

- un renforcement de l'armature urbaine (document graphique 1), les centralités du territoire devenant les secteurs privilégiés d'accueil de nouveaux habitants (cible 7.1), des grands projets d'équipements et de services (document graphique 2), des activités commerciales (document graphique 18) et les cibles prioritaires des politiques de transport et de déplacements (document graphique 13) (voir également les cibles 1.1 à 1.11, 10.1 à 10.4, 8.1 à 8.7) ;
- une enveloppe globale de 400 hectares réservée aux espaces d'activités économiques dédiés, définie selon un critère de répartition des emplois attendus pour 2/3 dans le tissu urbain (cibles 10.1 et 10.2) ;
- une démarche globale visant à recourir de manière mesurée à l'extension urbaine, après détermination des possibilités, pour les communes, d'avoir recours à d'autres modes de développement et en donnant notamment la priorité au renouvellement urbain (cible 6.2) ;
- des objectifs de densité urbaine pour les secteurs d'extension de l'urbanisation résidentielle en tenant compte du contexte local et en cohérence avec les seuils prévus dans chacun des pôles (cible 6.3) ;
- un principe de localisation préférentielle des activités économiques dans l'enveloppe urbaine ou en continuité de celle-ci (cible 10.1) ;
- des objectifs de remise sur le marché de logements vacants (cible 7.7).

Par ailleurs, le territoire compte d'importantes friches industrielles, militaires ou urbaines. En tant que sites déjà urbanisés, leur reconversion n'est pas considérée comme une consommation foncière nouvelle. L'ancien site militaire de la BA 128 (plateau de Frescaty) et la friche industrielle des Portes de l'Orne répondent notamment à ce principe. La cible 6.10 détaille les modalités attachées à leur réaménagement. Dans une approche intégrée permettant d'optimiser les reconversions de friches, ces opérations s'attachent à répondre aux objectifs de qualité paysagère du SCoTAM.

Extrait du SCoTAM, page 69 du DOO.

Cible 6.1 : Développer le territoire en économisant le foncier

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le SCoT de l'Agglomération Messine se fixe pour objectif global une réduction d'au moins 50 % de la consommation annuelle d'espaces agricoles et naturels par rapport à la décennie 2010-2019.

Sur cette décennie, la consommation pour les activités et l'habitat a été de 146 ha/an en moyenne. **Pour la période 2015-2032, l'objectif de consommation foncière retenu pour le développement résidentiel et économique est fixé à 62 ha/an.**

Pour parvenir à cette ambition de réduction de la consommation d'espaces, les collectivités locales s'attacheront à mettre en œuvre une politique de développement économe en foncier économique et d'habitat.

Le SCoT encourage également les expérimentations pour les collectivités locales souhaitant compenser une partie des espaces agricoles et forestiers consommés.

1. **En matière économique,** les besoins fonciers résultent des politiques intercommunales de développement économique, en cohérence avec les objectifs fixés par le SCoT (voir les cibles 10.1 et 10.2) ;

2. **En matière d'habitat,** des objectifs de consommation foncière maximale pour le développement résidentiel sont fixés pour chaque EPCI. **Chaque territoire devra respecter ces plafonds qui couvrent la période 2015-2032. Ces objectifs chiffrés comprennent chacun une production de logements en renouvellement urbain, adapté au contexte local** (voir justifications Tome 3 du rapport de présentation). Cette consommation foncière devra être traduite et faire l'objet de phasages cohérents dans les documents

Foncier mobilisable pour le développement économique (2015-2032)

	Zones d'activités dédiées au rayonnement et à l'équilibre du territoire	Sites économiques à vocation locale		Total EPCI (1+2)
	Extension/création inscrites au SCoT (1)	Potentiel intercommunal maximal (2)	dont extension/création inscrites au SCoT	
Metz Métropole	85	14	0	99
CC Pays Orne-Moselle	45	14	2	59
CC Rives de Moselle	35	14	0	49
CC Houve-Pays Boulageois	0	14	0	14
CC Haut Chemin Pays de Pange	15	14	9	29
CC Mad et Moselle	0	14	0	14
CC Sud Messin	25	14	10	39
Total SCoTAM	**205**	**98**	**21**	**303**

À cette répartition par EPCI, le SCoT prévoit une enveloppe potentielle complémentaire de 100 ha de foncier mobilisable pour l'accueil d'un projet économique d'envergure non programmé. Seul un projet d'investissement économique d'ampleur, unique, à rayonnement SCoTAM ou supra SCoTAM pourrait nécessiter sa mobilisation. Cette enveloppe n'a pas vocation à être morcelée.

Extrait du SCoTAM, page 69 du DOO.

de planification (PLU, PLUi et PLH) afin de s'inscrire dans l'objectif global. **La répartition des surfaces entre polarités et communes périurbaines et rurales n'est pas modifiable.** En l'absence de stratégie intercommunale de l'habitat, les collectivités se réfèreront au tableau d'objectifs indicatif, établi à la commune et qui figure dans le Tome 3 du rapport de présentation (pages 34 à 36).

Foncier mobilisable pour le développement résidentiel par EPCI (2015-2032)

Les valeurs sont exprimées en hectares	Total	Polarités	Communes périurbaines et rurales
Metz Métropole	280	236	44
CC Pays Orne-Moselle	108	92	16
CC Rives de Moselle	96	85	11
CC Houve-Pays Boulageois	74	40	34
CC Haut Chemin Pays de Pange	53	23	30
CC Mad et Moselle	55	29	26
CC Sud Messin	48	25	23
Total SCoTAM	**715**	**529**	**185**

Extrait du SCoTAM, page 70 du DOO.

Objectifs de production de logements

Cible 7.1 : Répartir la production de logements entre les différentes intercommunalités

OBJECTIFS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Afin de couvrir les besoins démographiques du territoire, 32 460 logements seront à produire entre 2015 et 2032. Cette production sera répartie de manière à assurer un développement maîtrisé de l'urbanisation et à maintenir, dans la mesure du possible, les équilibres existant sur le territoire du SCoTAM.

Chaque EPCI reçoit un objectif cible de production de logements (voir tableau ci-contre) qu'il devra traduire localement au travers de politiques publiques d'urbanisme (PLUi), d'habitat (PLH) ou au titre de la compétence Aménagement de l'Espace. Cet objectif court pour une période de 18 ans (2015-2032), période correspondant aux projections et scénario démographique retenu.

Pour traduire son objectif, **l'EPCI doté d'un PLH et/ou d'un PLUi** bénéficie de certaines latitudes pour décliner, voire adapter l'objectif proposé par le SCoT, en respectant les critères suivants :

1. la répartition de l'objectif d'une strate doit être privilégiée entre les communes appartenant à cette même strate ;
2. toutefois, il est envisageable de moduler l'objectif entre deux strates de polarités « voisines » - c'est-à-dire immédiatement supérieure ou inférieure - pour tenir compte de particularités locales : communes soumises à des aléas ou à des risques forts, existence d'enjeux exceptionnels de préservation du patrimoine naturel ou culturel, absence de foncier disponible sur certains secteurs, accompagnement de grands projets de développement. Cependant, cela ne peut pas avoir pour conséquence d'affaiblir les pôles les mieux dotés en équipements et services, ainsi, la modulation vers les strates supérieures sera privilégiée quand cela est pertinent ;
3. l'objectif de production de logements de la strate des communes périurbaines et rurales doit être réparti entre les communes appartenant à cette même strate. En d'autres termes, la modulation des objectifs entre communes périurbaines et rurales et polarités n'est pas permise. La répartition peut s'inspirer du tableau figurant dans le Tome 4 du Rapport de présentation (pages 94 et 95) ou être modulée au sein de cette même strate suivant les mêmes critères évoqués en 2 ;
4. la consommation foncière pour le développement résidentiel de chaque EPCI ne devra pas excéder les objectifs chiffrés définis pour les polarités et les communes périurbaines et rurales ;
5. la répartition de la production de logements doit permettre à chaque commune qui le souhaite, et qui en a la possibilité, de maintenir au minimum sa population ;
6. la répartition de la production de logements tient compte de la qualité et du niveau de desserte des communes par les transports collectifs et doit être en cohérence avec les investissements programmés en la matière dans les années à venir ;
7. la répartition de la production de logements tient compte des objectifs assignés aux communes déficitaires en logements aidés, au sens légal du terme[1].

Pour les EPCI non dotés d'un PLH et/ou d'un PLUi

La répartition de la production de logements au sein de chaque strate de l'armature urbaine doit respecter les équilibres entre les communes, en tenant compte à la fois de leur poids relatif sur le plan démographique et de la qualité de leur desserte en transports collectifs.

Afin de d'accompagner l'ensemble des territoires, le rapport de présentation Tome 4 (pages 94 et 95) comprend des tableaux indicatifs des objectifs cibles de production de logements à la commune ainsi que des rythmes annuels indicatifs.

Objectifs cibles de production de logements 2015-2032

Metz Métropole	19 180 logements
Cœur d'agglomération	10 810 logements
Pôles urbains d'équilibre	3 950 logements
Centres urbains de services	700 logements
Pôles-relais	1 780 logements
Pôles de proximité	640 logements
Communes périurbaines et rurales	1 300 logements
CC du Pays Orne Moselle	4 050 logements
Pôle urbain d'équilibre	850 logements
Centres urbains de services	1 880 logements
Pôles-relais	910 logements
Communes périurbaines et rurales	410 logements
CC Rives de Moselle	3 700 logements
Pôles urbains d'équilibre	1 700 logements
Centres urbains de services	1 060 logements
Pôles-relais	260 logements
Pôles de proximité	400 logements
Communes périurbaines et rurales	280 logements
CC de la Houve et du Pays Boulageois	1 840 logements
Bourg-centre	800 logements
Pôle-relais	170 logements
Pôle de proximité	170 logements
Communes périurbaines et rurales	700 logements
CC du Haut Chemin - Pays de Pange	1 300 logements
Bourgs-centres	590 logements
Pôle de proximité	65 logements
Communes périurbaines et rurales	645 logements
CC Mad et Moselle	1 220 logements
Bourg-centre	150 logements
Pôle-relais	160 logements
Pôles de proximité	430 logements
Communes périurbaines et rurales	480 logements
CC du Sud Messin	1 170 logements
Bourgs-centres	600 logements
Pôle-relais	70 logements
Pôle de proximité	50 logements
Communes périurbaines et rurales	450 logements
TOTAL SCoTAM	**32 460 logements**

[1] *Ces communes, dont la liste évolue d'année en année, sont notamment évoquées dans la cible 7.3 du DOO et page 97 du tome 4 du rapport de présentation.*

Extrait du SCoTAM, page 81 du DOO.

Les vignettes précédentes issues du DOO du SCoTAM visent à présenter les grands objectifs de limitation de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers qui s'intègrent aux objectifs du SRADDET et donc à la loi climat et résilience de 2021.

Les tableaux présentent également les objectifs en matière de création de logements à l'horizon 2015- 2032.

Villers-Stoncourt est situé au sein de la Communauté de Communes Haut Chemin- Pays de Pange qui a pour objectif la création de 1300 logements. Au sein de la CC les bourgs centres pourront produire 590 logements, les pôles de proximité 65 logements et les communes périurbaines et rurales (Villers-Stoncourt appartient à cette strate) 645 logements.

Le tome 4 du rapport de présentation du SCoT n'est pas opposable au tiers en tant que tel. Pour autant, celui-ci propose une clé de répartition du nombre de logements par commune. Ainsi, page 94 de ce document, il est indiqué que la commune de Villers-Stoncourt peut produire jusque 12 logements sur la période 2015-2032.

De même dans le tome 3 du rapport de présentation, page 34, il est proposé une répartition maximale de surfaces d'extension potentielles au sein des documents d'urbanisme et cela afin de répondre aux objectifs de production de logements. À Villers-Stoncourt, l'objectif a ne pas dépasser est de 0,7 hectare.

2. LE PARTI D'AMÉNAGEMENT DE LA CARTE COMMUNALE DE VILLERS-STONCOURT

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action de la collectivité publique vise à atteindre les objectifs suivants :

URBANISME - HABITAT - DÉMOGRAPHIE

2.1. Prévoir un développement urbain cohérent et maîtrisé

L'objectif de la commune de Villers-Stoncourt est de posséder un document d'urbanisme à jour lui permettant de disposer de parcelles constructibles au sein de son tissu bâti, en rapport avec sa taille et ses potentialités, en préservant l'identité du village et en accord avec les objectifs du SCoTAM.

Les secteurs constructibles destinés à accueillir des habitations se situent dans le prolongement direct de l'espace bâti existant. Les espaces constructibles en extension sont au nombre de trois :



Carte 37 : Les secteurs d'extension prévus dans la Carte Communale, NEGE, 2023

- Le premier se situe entre les deux hameaux historiques de Villers-Stoncourt et propose une surface de 3150 mètres carrés.



Il est prévu d'accueillir entre 3 et 4 logements. En permettant l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur, les élus de Villers-Stoncourt s'engagent à aménager la voirie. Une voie à sens unique sera créée entre la rue de Stoncourt et la Rue Saint-Barthélémy. Lors de ces travaux, les réseaux secs et humides satisfaisants à l'accueil de nouvelles constructions à usage d'habitation seront installés. Ce secteur permet l'accueil de nouveaux habitants à proximité direct du cœur de village où se situe la mairie, l'Église mais surtout l'école communale.
L'occupation actuelle est agricole sous forme de prairie.

- Le second secteur se situe rue du château d'eau.

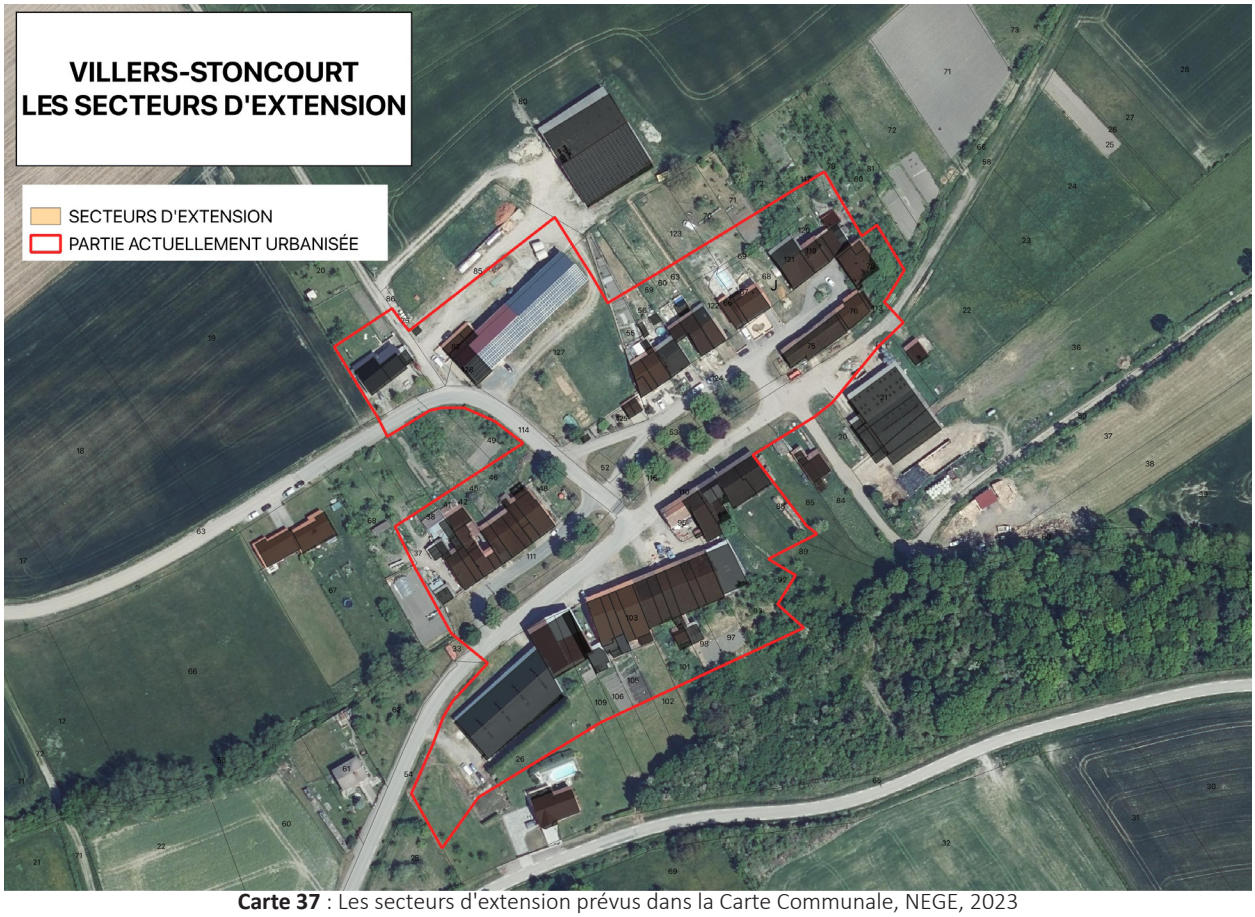


Sa surface de 700 m2 permettra l'accueil d'une nouvelle construction dans cette zone qui possède l'ensemble des réseaux.

- Le troisième secteur se situe rue de Stoncourt en sortie de commune en direction de Aoury.



Ce secteur d'extension de 800 m2 est prévu pour accueillir une nouvelle construction.



Carte 37 : Les secteurs d'extension prévus dans la Carte Communale, NEGE, 2023

- Il n'y a pas de zone d'extension définie au sein de l'écart d'Aoury.

Ainsi, le potentiel de nouveaux logements en extension de l'enveloppe urbaine est de **6 couplé au 5 nouvelles constructions à usage d'habitation** en densification, **soit 11 nouveaux logements au total pour une surface de 0,47 hectare**. Ainsi le projet de Villers-Stoncourt répond aux objectifs du DOO du SCoT.
Le tracé de la carte communale a été réalisé conformément à l'article L.161-4 du Code de l'Urbanisme. La zone constructible ne porte pas atteinte à l'activité agricole, aux exploitations agricoles, à l'activité pastorale, à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et à la mise en valeur des ressources naturelles. Ces espaces sont classés en zone non constructibles sauf exceptions mentionnés au code de l'urbanisme.

2.2. Prévisions démographiques : Maintenir la population communale

L'objectif des élus de la commune est de stabiliser la population et d'attirer de nouveaux ménages. Les élus de la commune souhaitent pouvoir accueillir des jeunes ménages avec enfant(s) pour ainsi compenser les effets du vieillissement observé et pour continuer à faire vivre l'école. Les ambitions démographiques et leurs traductions en matière de production de logements ont donc été pensées en ce sens : Permettre l'installation de nouveaux ménages.

LES AMBITIONS ÉCONOMIQUES

2.3. PERMETTRE LE MAINTIEN DES ACTIVITÉS AGRICOLES

L'un des objectifs de la Carte Communale est de pérenniser les activités agricoles qui représentent l'une des principales activités économiques du territoire communal. En effet, l'activité agricole a un rôle économique et paysager important pour la commune. Il y a plusieurs exploitations sur la commune et le territoire communal abrite plusieurs bâtiments agricoles comme l'illustre la partie diagnostic agricole. La proximité de ces bâtiments impacte le secteur urbanisé du village. Des exploitations se situent à périphérie immédiate du village et des bâtiments ponctuels se situent à l'intérieur du tissu bâti.
En fonction de leur nature, de leur taille et de leur mode de conduite, les bâtiments et certaines de leurs annexes bénéficient de périmètres de réciprocité (périmètre inconstructible) d'un rayon de 50 à 100 m permettant aux agriculteurs de pouvoir se développer

tout en évitant les nuisances pour les particuliers.
La définition de la zone constructible de Villers-Stoncourt a été pensée de façon à ce que les exploitations situées à proximité du cœur du village puissent s'étendre, tout en permettant à la commune de ne pas bloquer son urbanisation. Cette réflexion s'appuie sur un diagnostic agricole et une concertation menée avec les exploitants du village. Un questionnaire et des plans leur ont été envoyés en ce sens.
Les exploitations et les espaces agricoles ont été classés en zone non constructible de la carte communale conformément au code de l'urbanisme. Ce classement n'empêche pas les exploitations d'évoluer puisque l'article L.161-4 dispose :
« La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :
1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;
2° Des constructions et installations nécessaires :
a) A des équipements collectifs ;
b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;
c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;
d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.
Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.
Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

2.4. PAS DE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ESPACES ÉCONOMIQUES

La Carte Communale ne définit pas de secteur ayant pour vocation l'accueil d'activités économiques.

3.1 LES ÉLÉMENTS REMARQUABLES DU PATRIMOINE

La carte communale permet, grâce à l'article L151-23 du code de l'urbanisme, de protéger des éléments remarquables du patrimoine (bâti ou naturel) : mur, calvaire, façade, bâtisse etc. Ceux-ci ne doivent pas être détruit.

LE MONUMENT AUX MORTS 1914-1918

Ce monument aux morts est édifié rue Stoncourt en 1929 en l'honneur des soldats tombés au front pendant la Première Guerre Mondiale. Il est construit au bord de la route départementale, sur une parcelle enherbée. Il est situé un peu en hauteur, quelques marches permettent d'y accéder. Le monument est en pierres gravées avec une croix à son sommet. Des grilles en fer forgé noires encadrent le monument. Quelques sapins bordent le monument aux morts.

